

# Le MONDE LIBERTAIRE

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE  
DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



Membre de l'internationale des fédérations anarchistes

<https://www.monde-libertaire.fr>

# OPPRESSION RÉPRESSION



## DOSSIER

**INTERNATIONNALE:**  
CUBA: SERAFÍN "TATO" QUINONES ET  
POPULATION CARCÉRALE/  
GRÈCE / PIOTR PAVLENSKI...

RÉPONSE AU NUMÉRO DE DÉCEMBRE  
« VÉGANE ET LIBERTAIRE »

LIBERTÉ SEXUELLE

RECENSIONS/INFORMATIONS SUR LES OEUVRES DE LA  
FÉDÉRATION ANARCHISTE

# Le MONDE LIBERTAIRE



**BULLETIN  
D'ABONNEMENT**

## ADRESSE DE LIVRAISON

Nom :	Code postal :
Prénom :	Ville :
Adresse : _____	Pays :
_____	Courriel : _____ @

**OFFRE D'ESSAI TROIS MOIS  
PAPIER + NUMÉRIQUE 6€**

## JE CHOISIS MON ABONNEMENT

**Tarif réduit, chômeurs-ses, étudiants-es France métropolitaine et DROM-COM. Gratuit pour les détenus-es**

	Abonnement standard	Abonnement + soutien	Abonnement tarif réduit
<b>UN AN, NUMÉRIQUE UNIQUEMENT</b>	onze numéros 22€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 42€ <input type="checkbox"/>	
<b>UN AN, PAPIER + NUMÉRIQUE</b>	onze numéros 44€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 85€ <input type="checkbox"/>	onze numéros 22€ <input type="checkbox"/>
<b>ABONNEMENT À DURÉE LIBRE, PAPIER + NUMÉRIQUE</b>	Prélèvement automatique par trimestre 11€ <input type="checkbox"/>	Prélèvement automatique par trimestre 21€ <input type="checkbox"/>	Prélèvement automatique par trimestre 5,50€ <input type="checkbox"/>

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel:  
administration-ml@federation-anarchiste.org. ORGANISME CRÉANCIER -PUBLICATIONS LIBERTAIRES-  
145 RUE AMELOT 75011 PARIS N°NATIONAL ÉMETTEUR: 58 50 98

Titulaire :	Nom :	Date et signature obligatoires
Adresse : _____	Adresse : _____	
IBAN :	Merci de joindre un RIB	

## BAISSE DU TARIF ÉTRANGER Tarif réduit, chômeurs-ses, étudiants-e. Gratuit pour les détenus-es

Uniquement virement ou PayPal	Abonnement standard	Abonnement + soutien	Abonnement tarif réduit
<b>UNION EUROPÉENNE &amp; SUISSE (si paiement €)</b>	onze n° papier + numérique 49€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 89€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 24€ <input type="checkbox"/>
<b>RESTE DU MONDE</b>	onze n° papier + numérique 65€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 105€ <input type="checkbox"/>	onze n° papier + numérique 32€ <input type="checkbox"/>

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à:  
Les Publications Libertaires  
145 rue Amelot 75011 Paris



### Mon règlement:

- Par chèque bancaire, libellé à l'ordre de «LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES»
- Par virement bancaire: IBAN FR76 4255 9100 0008 0015 1423 617  
BIC CCOPFRPPXXX
- Par prélèvement pour les abonnements à durée libre en remplissant le coupon d'autorisation.

## Table des matières

- 4 Édito:En trois mots commençants
- 4 Toulouse au secours de nos retraites

## Terrains de luttes

- 5 Retraites : ruissellement pour schizo-sado-masos
- 7 Discussion publique du groupe "Le Ferment"
- 8 Libérez Vincenzo !
- 9 Lettre ouverte au journal Libération
- 9 Faits d'hiver:Gabriel et Gabrielle

## Histoire

- 10 Sortir du tabou, vers quelle liberté sexuelle ?
- 11 Emilio Crisi. Révolution anarchiste en Mandchourie (1929-1932)

## Passe-ports

- 12 Aube Dorée, le crépuscule du fascisme 1e partie
- 15 Nous sommes donc impliqués
- 16 La Havane : mort du chercheur et essayiste libertaire cubain Serafin "Tato" Quiñones
- 17 Notre héritage, notre savoir

## Réflexions

- 18 Vegans et libertaires
- 20 L'anarchie soluble dans le capitalisme numérique

## Dossiers

- 23 Ennemis d'État
- 25 Sur la haine de la police
- 28 Violences policières : violence d'État
- 31 Violences policières faits et méfaits
- 33 L'immolation et l'État
- 36 Oppression
- 37 A-t-on bien vu Piotr Pavlenski ?
- 40 Make Anarchism Great Again
- 42 RETOUR DU ROJAVA : I. Choses vues, mai-juin 2019
- 44 Paroles du Comité clandestin révolutionnaire indigène
- 47 Cuba : Le pays au monde qui compte le plus de personnes en prison par rapport à sa population totale

## In-culture

- 49 Maurice Joyeux : « Albert Camus et le syndicalisme révolutionnaire »
- 50 Nous n'irons plus aux urnes
- 50 Jean-Jacques Kupiec. Et si le vivant était anarchique ...
- 51 Education populaire et citoyenneté
- 51 La verticale du fou de Jean-Marc Raynaud

## La Fédé

- 52 ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE
- 54 Les dernières nouveautés de la librairie Publico
- 55 Planche 2" Bad Rabbit" d'Ulric
- 56 MACRON QUI CASSE LE CNR



Le Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris.  
Direction de la publication: Claudine Annereau  
Prix de vente au n°: 4€  
Dépôt légal 44145 1er trimestre 1977  
N°ISSN: 0026-9433  
Commission paritaire: 0624D80740  
Numéro d'imprimeur: 19070146  
Imprimé par: Corlet Imprimeur  
ZI Rue Maximilien-Vox  
14110 Condé-sur-Noireau



Édito:

## EN TROIS MOTS COMMENÇANTS

Oppression, répression, résistance... Au milieu des frimas de février, c'est un numéro chaud comme le climat social que l'équipe du Monde Libertaire a concocté ce mois-ci, avec la complicité de ses contributeurs et contributrices, réparti.es sur de nombreux fronts. En un mot comme en cent, et même trois, le thème de notre dossier mensuel s'avère résolument faire écho à une rubrique récurrente du journal : terrains de luttes. Ces terrains de luttes sont alimentés par la présence en chair, en os et en drapeaux noirs claquant au vent des membres des groupes et liaisons, des individuel.les. On sait bien, depuis Ferré, qu'y en a pas un sur cent. Mais loin de s'arrêter à ce constat, il faut écouter la chanson jusqu'au bout... « *Faudrait pas oublier qu'ça descend dans la rue, les anarchistes !* » Parmi nos terrains de luttes, nous revenons d'abord sur le combat qui s'est engagé pour faire barrage à la fonte des retraites qui, plus rapidement que les calottes glaciaires, se réduisent comme peau de chagrin et ont conduit en masse compagnons et compagnones à être présent.es dans les manifestations. L'urgence de l'enjeu a conduit presque au jour le jour les copains et copines à suivre le mouvement social contre la réforme que le gouvernement veut imposer.

Le temps a manqué parfois pour se mettre au clavier. A défaut d'écrits (nous renvoyons au texte sur la réforme des retraites publié dans le numéro de janvier, disponible à présent sur le ML en ligne), les retours de manifs ont été alimentés entre autres par un reportage photos, qui revient sur plus d'un mois de manifestations et grèves, aux quatre coins de l'hexagone (qui en réalité en comporte d'avantage... !)

Cette opposition populaire à la réforme des retraites nous fait entrer de plain pied dans le thème du dossier du mois : oppression, répression, résistance. Oui, les violences policières existent. Macron et Castagnette ont bien dû se résoudre à en prendre acte. Même les médias mainstream les reconnaissent pour ce qu'elles sont : un usage abusif de la force par les détenteurs de la violence légale.

Les pouvoirs, de tout temps, ont toujours singulièrement manqué d'originalité... Ce sont toujours les mêmes recettes, dans les mêmes vieilles casseroles de l'oppression et de la répression : frapper, tabasser, matraquer, gazer. À part la technologie qui évolue, la méthode reste inchangée. C'est là que cette triste et monotone litanie de violences se heurte à l'originalité et à la joie de la révolte et de la résistance ! Les couleurs chamarrées, les images ou slogans détournés, la dérision, les jeux de transgression face aux interdits, bref la créativité, voilà nos recettes pour résister joyeusement ! Résister, c'est créer. Créer, c'est prendre l'initiative, c'est faire le choix de ne plus subir. À cela s'occupent bon nombre de groupes organisés en résistance, que ce soient à travers les flash mobs en manif, les brigades activistes de clowns, les ronds-points occupés et festifs, les fêtes dans les ZAD... La liste est longue. Commencer à s'organiser, en créant ou rejoignant une AMAP, par exemple, ou un réseau d'échanges de savoirs, en montant un collectif artistique ou en mettant en place un système de coopération et de solidarité local, c'est comme entrer en résonance avec le communalisme libertaire du Rojava, ou avec le mouvement zapatiste au Chiapas. « *Don't mourn, organize* » - « *Ne vous lamentez pas, organisez-vous* » - écrivait Joe Hill, militant de l'IWW exécuté en 1915. Ne nous lamentons pas, parce que résister, c'est pas triste. Résister, c'est créer. Ce qui n'exclut pas les cris de colère, d'indignation, les emportements et les revendications. La joie n'appartient pas aux forces de l'oppression. Malgré leurs matraques, leurs flash balls, leurs tasers, leurs grenades fumigènes, jamais les pouvoirs réactionnaires ne nous déposséderont de la joie.

Vous trouverez également nos rubriques *Histoire*, *Réflexions*, *(In)cultures*, ainsi que les recensions, afin de nourrir vos autres centres d'intérêt. Il se peut que vous ne trouviez pas ce que vous cherchiez, dans ce journal. À cela, il existe un remède. Prenez la plume, ou le clavier, et proposez votre contribution !

## TOULOUSE AU SECOURS DE NOS RETRAITES

La mobilisation à Toulouse continue. Des militant.e.s libertaires, et de la FA étaient présent.e.s dans les cortèges syndicaux du 09, 11, 14 et 16 janvier. La direction de l'union départementale CGT31 ayant eu la mauvaise idée de changer unilatéralement les horaires de manif (passés à 10h au lieu de 14h), des manifs sauvages en compagnie de Gilets Jaunes, quelques syndicalistes et autres ont eu lieu en après-midi ces mêmes jours. Les drapeaux FA et CNT étaient présents et bien visibles dans ces deuxième parties de luttes sociales, dont la mobilisation a été soutenue toute la semaine.

La journée du 16 janvier a été particulièrement fructueuse, malgré une légère baisse de mobilisation dans le cortège syndical :

- Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse, n'a pu ignorer le mouvement social lors de la cérémonie des vœux du maire aux agent.e.s de la ville et de la métropole. En effet, des syndiqué.e.s, non syndiqué.e.s, gilets jaunes, et autres, ont répondu à l'appel d'une action collective pour prendre la parole lors de cette cérémonie. 200

à 300 militant.e.s ont envahi le Palais des sports de Toulouse et ont présenté les revendications du mouvement social aux invité.e.s, dont Jean-Luc. Une camarade y a notamment fait flotter un drapeau rouge et noir sur la scène. Un petit flash mob a clôturé notre cérémonie. Aucun heurt significatif, à peine une petite bousculade pour dépasser le blocage par la sécurité des portes lors de l'entrée, nos camarades sont tou.tes sorti.e.s indemnes.

- La manif sauvage de 14h a été moins sport que d'habitude, la maison poulaga ayant semble-t-il reçu des ordres de rester sage. Mais la gare, sans effort, a été bloquée (1h - 1h30), principalement par les bleus d'ailleurs, les manifestant.e.s les regardant narquoisement rester en position devant les entrées et repoussant le public.

Bref, la mobilisation continue sur le secteur de Toulouse !

Guillaume  
groupe Libertad

# RETRAITES : RUISSELLEMENT POUR SCHIZO-SADO-MASOS

« À qui profite ce crime ? » La réponse pourrait se résumer en une simple phrase exprimée dans un français approximatif : « *start-up nation – fall-down pensions* », car c'est bien vers les poches des propriétaires de la start-up-nation que sera détourné l'argent des pensions. Version Macron du ruissellement, ce sont les fonds du même nom qu'alimentera la fonte des pensions. Et toujours plus, car hélas, ces fonds-là n'en ont pas.

## Les start-up, ça coûte très cher !

Les gagnants du ruissellement façon Macron se rangent dans deux grandes catégories : celle des financiers, assureurs et fonds d'investissement, et celle des dirigeants, cadres-supérieurs et ingénieurs. Pour les premiers, l'argent est tout à la fois matière première et produit ; ils en auront plus à « investir ». Les seconds qui le consomment pour financer leur développement, en auront plus à dépenser. Car si pour les vendre avec profit, c'est au maïs que l'on gave les oies, c'est de capital que les start-up sont gavées. Le vrai produit du Capitalisme d'Innovation, c'est la start-up, mais la compétition est féroce et les positions incertaines et fragiles ; il faut beaucoup d'argent pour la vendre vite et

cher, en Bourse ou sinon à plus gros qu'elle. Ses innovations, produits, partenaires et clients ne sont que des moyens qu'il faut « acheter », parfois très cher. En dix ans, la société UBER a dépensé près de 10 milliards de dollars d'investissements. Puis elle est entrée en Bourse en mai dernier pour plus de 80 milliards de dollars. Le « petit » fonds californien de capital risque Benchmark, a raflé 10 milliards en échange des 150 millions investis depuis 2011. La société Black Rock, présente partout, n'a par contre empoché que 42 millions... Pour extraire de tels profits, il faut beaucoup d'argent, énormément. Le trésor à piller, identifié par Macron et ses commanditaires,

c'est l'argent de la retraite qu'il faut transférer de gré ou de force dans les caisses des grands capitalistes. Il faut vider les caisses de la répartition, car selon la formule, c'est « en bon père de famille » que ses fonds sont gérés, comme par exemple le fait la CDC, la Caisse des dépôts et consignation. « La Caisse » comme on la désigne dans ce milieu très feutré intervient depuis plus de 150 ans ; elle est un acteur majeur de la retraite publique, gérant près d'un retraité sur cinq. Sa gestion est à tendance « *écologiquement et socialement responsable* », peu de spéculation, et peu de prise de risque intempestive.

## Transfert des fonds et sécession des personnes

Ce nouveau régime (sec !) de retraite accélère les deux tendances lourdes de la start-up nation, la nation des 10% : la *sécession* et le *transfert* ; c'est le point d'orgue d'un travail de sape démarré il y a une quinzaine d'années. En 2003 on a vu naître des régimes d'épargne semi-collectifs (PERCO) et individuels (PERP), incitant les plus aisés à capitaliser pour leur retraite. En 2010, « l'Article 83 » a autorisé à épargner jusqu'à 25% de son salaire annuel, éventuellement abondé par l'entreprise, jusqu'à un plafond de plus de 300 000 € ! Si la plupart de ces plans sont accessibles à tous, certains peuvent être réservés à une « *catégorie homogène et objective* » du personnel... les cadres par exemple.

Une, deux : les entreprises incitent ou contraignent les employés à épargner, tandis que l'État finance le transfert par les exemptions fiscales ou de cotisations qui vident les caisses de retraites. Enfin l'oligarchie médiatique décrédibilise la répartition à grands renforts de campagnes de communication sur des crises simulées, ou provoquées, présentant faussement la capitalisation comme « plus sûre ». De fait, nombreux sont les jeunes travailleurs qui pensent et disent qu'ils « *n'auront pas de retraite* ». Il leur faut

donc s'y atteler eux-mêmes, en plaçant à l'aveugle leurs économies, s'ils en ont, dans des fonds de pension à la française auxquels ils ne comprennent rien.

Mais dernière étape avant les hostilités, il y a eu la loi Pacte de Bruno Lemaire votée sans grand bruit en mai dernier. Elle veut « *libérer les entreprises* », et « *orientera l'épargne des Français vers les fonds propres des entreprises pour financer l'innovation et la croissance de demain* ». La messe est dite, et pas en latin, le texte est on ne peut plus clair...

Cette loi peu commentée, à part par les assureurs, qui on s'en doute, s'en sont fortement réjouis, met en place les dispositifs du ruissellement. Elle fusionne les plans précédents au sein du PER (plan d'épargne retraite), le cheval de bataille (ou de trait, ou plutôt de traite) des fonds de pensions à la française. Les souscripteurs de ces nouveaux plans de capitalisation pourront y intégrer les anciens, et déduire leurs nouveaux placements dans la limite de 10 % des revenus imposables. À un cadre supérieur imposé à 30% qui épargne 30 000€, l'État donnera donc 10 000€. De surcroît, le « *forfait social* » sur l'intéressement disparaît pour les entreprises de moins de 250 salariés

ainsi que sur la participation et « l'abondement employeur » des entreprises de moins de 50 salariés. On est passé des ruisseaux aux torrents !

Vient alors la *sécession* qui va miner encore, et de l'intérieur, la retraite par répartition. Les personnes financièrement les mieux loties isolent leur destinée de celle du reste de la population. Grâce à la quasi-suppression des cotisations retraite sur les très hauts salaires, ils sortent de la répartition, transférant leurs cotisations vers les investissements spéculatifs individualisés... La cotisation retraite de 28 % perçue sur les hauts salaires, jusqu'à 27 000 euros par mois, ne sera plus perçue que jusqu'à 10 000 euros par mois. Au-delà, le taux s'effondre à 2,8 %. Moins de cotisations versées au pot commun social, et une masse d'argent transférée à la capitalisation. Une évaluation de l'Agirc-Arrco réalisée en septembre dernier indique que la perte atteindra de l'ordre de 70 milliards en 15 ans. Autant de milliards perdus pour la répartition – il faudra alors reculer l'âge pivot, bien obligé ! – autant de milliards offerts aux acteurs financiers qui courtisent déjà les quelques 30 000 personnes concernées. Peu de monde, mais beaucoup d'argent.

## Black Rock : côté obscur de la retraite par points

Du côté des entreprises qui se frottent les mains, on trouve bien sûr les assurances et les banques françaises, déjà sur le coup depuis presque dix ans. Mais le cas *Black Rock* est peut-être plus intéressant à étudier ici. Passé sous la lumière, en particulier lors des manifestations parisiennes, et à l'occasion de la promotion du président de sa branche française, Jean-François Cirelli, au rang de Chevalier de la Légion d'Honneur, il est emblématique du monde selon Macron. Ce monstre, numéro un mondial des gestionnaires d'actifs financiers (les actions), qui n'est ni une assurance ni un fonds de pension, et n'offre donc aucune garantie sur les fonds déposés, gère pourtant une grande partie des retraites états-uniennes. Sa taille et son efficacité – les deux sont liées – sont telles que même les plus gros fonds de pension sont devenus ses clients. Son secret : Black Rock a mathématisé à l'extrême la gestion des risques, devenant la première entreprise à parier sur l'Intelligence artificielle pour automatiser les décisions de place-

ment. En 2009, alors que la crise des subprimes plongeait des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté et la précarité, l'entreprise a doublé de taille ; elle siège maintenant dans des milliers de conseils d'administrations. C'est à la fois une insatiable sangsue et une pieuvre colossale enfoncée dans l'économie mondiale et qui peut quasiment tout s'acheter, et tous. En France, elle est un important actionnaire de 18 des 40 sociétés du CAC40. Présente chez AXA, la Société Générale ou BNP Paribas elle est premier actionnaire de Total, Unibail, Vinci, Schneider, Air Liquide et Valeo. Mais l'informatique, on s'en doute, n'est pas tout. Sa puissance financière achète sa puissance politique au moyen d'une énorme capacité de lobbying, « pressions amicales », et promesse d'embauches à prix de platine. Le PDG de Black Rock est un invité régulier du président Macron, et le CV de son directeur France, nous narre les aller-retours façon Macron entre la haute administration du corps des Finances – au Trésor juste-

ment –, la politique avec Chirac et Raffarin, puis *pour s'enrichir vraiment*, le monde des affaires. Son parcours est exemplaire du monde néolibéral où sans hésitation aucune, les « serveurs de l'État » inversent la charge, et ne s'en servent plus qu'à leur profit. Vice-président de GDF-Suez, Jean-François Cirelli avait fait passer son salaire de 460 000 euros à 1 297 000 euros entre 2007 et 2008. La taille de Black Rock lui permet de faire pression sur les cours des entreprises et de leur imposer sa stratégie de gestion. C'est un géant qui peut menacer des gouvernements ou à tout le moins les inciter fortement à promouvoir telle ou telle action ou loi. Son empreinte est telle qu'elle est une de ces entreprises « trop grosses pour échouer ». Sa faillite est dite « impossible » car elle ruinerait des économies entières et précipiterait ses clients, les petits, à la rue, ou dans la rue ou encore dans les bras d'une extrême-droite qui maintenant attend patiemment son heure.

## La retraite des schizo-sado-masos

- 2008 – contrairement au modèle de la répartition, celui de la capitalisation est spéculatif, très dangereux pour l'épargne des non-initiés : la crise de 2008 a fait baisser le montant des retraites par capitalisation de 25% !
- 2016 – François Fillon, maintenant partenaire du fonds d'investissement Tikehau Capital : « Le système par points, en réalité, [...] ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions. »
- 2019 – Ah... un dernier... en 2019, le CAC 40 a « redistribué » plus de 60 milliards d'euros aux actionnaires, battant le record de 2007.
- 2020 et plus... concluons cet apparent paradoxe schizo-sado-maso : Black Rock ne cesse d'imposer en Conseil d'administration des mesures de réduction des salaires, de licenciements, d'aggravation des conditions de travail... de ses propres clients. La boucle est bouclée, la ceinture bien serrée.

Nuage Fou



Samedi **29 février** 2020

Au café librairie **L'autre rive** (Berrien)



# Protections sociales: Perspectives anarchistes

Discussion publique

proposée par le groupe Le Ferment  
de la Fédération Anarchiste

# LIBÉREZ VINCENZO !

Vincenzo Vecchi est arrêté le 8 août à Rochefort en Terre (Morbihan) par la police française, à la demande de l'État italien (dont le ministre de l'Intérieur est encore Matteo Salvini, d'extrême droite, l'été dernier). Vincenzo a un mandat d'arrêt européen (MAE) à son encontre pour sa participation aux manifestations de Gênes en 2001 contre le sommet du G8 et pour une manifestation antifasciste non autorisée à Milan en 2006. Contrairement à ce qui est dit dans la presse, relayant ainsi le Pouvoir, s'il vit de manière clandestine, il ne vit pas caché en Bretagne : il mène sa vie à Rochefort en Terre depuis plusieurs années et est parfaitement intégré.

Il est emprisonné près de Rennes dans l'attente d'être extradé vers l'Italie. Il y reste plus de 3 mois ! Durant son incarcération une partie de sa famille (ex-compagne et fille) est venue en France mais n'a pu lui rendre visite. Son ex-amie est d'ailleurs l'objet de pression par la police italienne. Lors des deux premières audiences à la Cour d'Appel de Rennes (les 14 et 23 août), le comité de soutien et ses avocat.e.s (payé.e.s par le comité) montrent les failles du mandat d'arrêt délivré par l'Italie. Vincenzo a en effet déjà purgé la peine qui lui a été infligée pour la manifestation de Milan ! Il est pour le moins déloyal de le poursuivre encore à ce sujet. Concernant la manifestation de Gênes, les qualificatifs de « dévastation et saccage » qui lui sont reprochés ont pour origine la loi Rocco, promulguée dans les années 1930 durant la période fasciste mussolinienne. Notons qu'il suffisait juste d'être présent.e pour être poursuivi.e : forme de culpabilité collective par « concours moral » aux dégradations commises durant une manifestation ! A ce titre une dizaine de personnes ont été condamnées entre 8 et 15 ans de prison ferme. Contre Vincenzo 12 ans et demi de prison ont été requis ! L'estimant injuste, Vincenzo a mis les voiles. Cette loi est ressortie des cartons italiens (Berlusconi était aux commandes) à l'occasion de la mobilisation à Gênes. Jusqu'à tout le monde ignorait son existence. Ce délit n'est d'ailleurs pas prévu en tant que tel en France. On se rappelle l'extrême violence de la répression en 2001 à Gênes, faisant un mort (Carlo Giuliani) et des centaines des blessé.e.s. La Cour européenne des Droits de l'Homme parle même d'actes de torture dans les commissariats. Aussi, la justice française trouve pertinent de demander un complément d'information à l'Italie et prévoit une nouvelle audience pour décider de son extradition ou non vers les geôles italiennes. L'Italie renvoie un gros paquet de documents à charge. Mais, devant les failles du dossier

et une erreur de procédure judiciaire, la Cour d'appel décide le 15 novembre de libérer Vincenzo, sans pour autant statuer sur le fond ! Soulagement néanmoins. Il est libéré et peut ainsi circuler sur le territoire français. En revanche le MAE est toujours en cours dans les autres pays de l'UE (Union européenne). Aussi s'il franchit les frontières de la France, il peut se faire arrêter à nouveau... La joie pour lui et les comités de soutien est de courte durée. 3 jours après le procureur de la République saisit la Cour de Cassation et informe Vincenzo et ses avocat.e.s par... un tweet !

Le rendu a lieu le 18 décembre : il casse la décision de la Cour d'appel au motif que Vincenzo aurait refusé d'avoir un avocat italien et renvoie le dossier à la Cour d'appel d'Angers. Néanmoins à Angers aussi un comité s'est créé et se montre actif. Dans l'attente Vincenzo peut potentiellement se faire coffrer à nouveau.

## Le comité de soutien

A Rochefort en Terre existe depuis 2004 le café associatif dit de la Pente. Lieu culturel, artistique, de débats (le groupe René Lochu y a déjà organisé des rencontres), il a su fédérer sur ces 15 années un grand nombre de personnes, très diverses, prêtes à se mobiliser pour un copain. Les environs forment un territoire expérimental avec de multiples projets alternatifs. Aussi un comité de soutien s'est spontanément monté réunissant très vite une centaine de membres, avec des réunions quotidiennes en autogestion. Analyse de la situation, recueil de fonds pour payer les avocat.e.s, confection de pancartes, de banderoles, contacts avec la presse, manifestations, déplacements à Rennes, réalisation de vidéos (y compris de courts métrages)... avec des ressources multiples (liées entre autres à des activités militantes), création d'un site internet en plusieurs langues, échanges avec les réseaux italiens, avec des personnalités du monde culturel et politique... Bref en cette fin d'été, très vite l'affaire prend une dimension nationale. Police et justice françaises n'ont plus les coudées franches et se savent sous l'œil des projecteurs. Des comités se créent dans différentes villes de France et d'Italie, faisant signer des pétitions, organisant des rassemblements, des happenings. Nous-mêmes participons aux rassemblements vannetais, y compris sur le plan logistique (tracts, pancartes, tables et matériels pour les pétitions...). Toute une chaîne de solidarité s'organise rapidement. Parmi les faits marquants, on se souvient de la belle lettre parue dans le Monde, de l'auteur Eric Vuillard en soutien

à Vincenzo. Des membres du comité de soutien nous ont fait part de cette énergie, de cette puissance même qui a émergé pour organiser la solidarité. Il est vraisemblable que le pouvoir français ait sous-estimé l'ampleur de cette réaction surgie dans cette partie de la campagne reculée du Morbihan. Les manifestations actuelles contre la « réforme » des retraites sont aussi l'occasion de continuer à faire circuler par ici l'information par voie de tracts.

## Le mandat d'arrêt européen

Outre obtenir la fin des poursuites contre Vincenzo, le gros boulot du comité de Rochefort-En-Terre est de travailler sur le mandat d'arrêt européen, cette entraide entre les États de l'UE dans la répression qui part du principe que les États se doivent une confiance réciproque dans les décisions de justice et procéder aux extraditions. Le MAE prévoit en effet qu'ils n'ont pas à vérifier les faits reprochés mais à livrer les personnes poursuivies dès qu'ils le peuvent à la « justice » de l'État demandeur. C'est la raison pour laquelle Vincenzo n'est pas d'abord passé par le tribunal en France mais directement par la Cour d'Appel. Sans la mobilisation des soutiens, il aurait rapidement été livré à la justice de Salvini ! Ce principe du MAE est très grave pour les libertés publiques et individuelles et même pour la notion de droit, dont se targue pourtant les États. A cette solidarité entre oppresseurs doit répondre, s'organiser la solidarité transfrontalière des opprimé.e.s, des opposant.e.s à l'ordre dominant. La revendication du droit à la « double défense » en fait partie : en cas d'arrestation, obtenir que les faits soient réexaminés dans le système judiciaire du pays de l'interpellation, avec l'appui d'un.e avocat.e du pays d'origine et d'un.e avocat.e du pays « accueillant ».

Aussi la traduction des textes et la création (ou le renforcement) des liens avec des organisations militantes anticapitalistes, antifascistes, libertaires de l'Union européenne est une des activités primordiales pour notre propre liberté.

A ce jour, nous attendons toujours la date de passage à la Cour d'appel d'Angers. Vincenzo et les autres incarcéré.e.s de Gênes doivent être libéré.es.

Stéphane  
Groupe Lochu

Site du comité de soutien : <https://www.comite-soutien-vincenzo.org/>

À propos de la pédophilie et des soi-disant « postures libertaires » en la matière.

## LETTRÉ OUVERTE AU JOURNAL LIBÉRATION

Dans sa livraison du 30 décembre 2019, *Libération* consacre 4 pages à Gabriel Matzneff, encensé, jadis, par Pivot, d'Ormesson et... Libé.

À l'origine de ces 4 pages, un livre de Vanessa Springora, *Le consentement*, à paraître sous peu, qui raconte comment (on vous épargnera les détails) elle a été manipulée et massacrée par ce pédophile auto-proclamé.

Soyons précis, ces 4 pages, bien que tardives et pleines de contritions à la mode « responsable mais pas coupable » sont recevables. Mais...

Mais, c'est connu, un seul pet gâchera toujours le meilleur repas. Nous voulons parler de l'éditorial de Laurent Joffrin.

Laurent Joffrin, en effet, écrit : « La tolérance dont bénéficiait le dandy au crâne rasé dérivait aussi de l'ignorance (*défense de rire*) alliée à cette frivolité germanoprátine (*mais c'est quoi ça ?*) qui valorisait les postures libertaires, les rébellions mondaines... »

Il écrit, également, « *Libération*, enfant de Mai 68, professait à l'époque une culture libertaire dirigée contre les préjugés et les interdits de l'ancienne société ».

Bref, les « postures libertaires » et la « culture libertaire » expliqueraient tout. Ben tiens ! Et quant à l'ignorance, mais c'est bien sûr !

Nous sommes des militant(es) et des éducateurs(trices) libertaires depuis 50 ans. Le détail qui tue. Nous avons initié la colo libertaire *L'échappée belle, un moment d'éducation libertaire*, la crèche libertaire *L'île aux enfants*, l'école libertaire *Bonaventure* (1993-2001), laïque, gratuite et libertaire, les *Editions libertaires* (depuis 1999, 200 titres à la clef), et nous avons toujours été clairs sur la pédophilie. Chez nous, c'était tout simplement **INTERDIT**. Et marqué noir sur blanc. Confère ce livre sur *L'échappée belle*, paru en 1986 aux Editions Yvan Davy (disponible aux Editions libertaires) pages 27 et 28. Les copains pédophiles de Libé nous ont assassinés pour cela. Alors, l'ignorance et la culture..., ce n'est pas crédible. Les bobos « libertaires » à la mode Libé savaient et se sont tus. Pas vendeurs les libertaires contre la pédophilie. La messe est dite.

De tout cela, de notre existence, comme de nos alternatives libertaires éducatives en actes, Libé n'a jamais parlé. Ah, l'ignorance de ceux qui sont censés informer, mais qui ne le font que dans l'entre-soi. Ah bon, il y a autre chose que l'entre-nous ?

Quoi qu'il en soit, nous dénonçons à Libé de



se targuer d'une culture libertaire ou de postures libertaires. Au mieux, ce serait mensonger, au pire, pitoyable. Sauf à confondre, comme le fait Libé, libertaire et libertin, ce qui démontre une ignorance crasse par rapport à un mouvement politique, philosophique et social remontant à la 1<sup>ère</sup> Internationale de Marx et **Bakounine**.

Est-il besoin de le préciser, cette lettre ouverte ne demande ni n'exige rien. L'heure n'est pas encore de régler les comptes.

Qu'on nous permette, simplement, de ricaner sur la culture « libertaire » de Libé qui s'est affranchi de l'égalité des salaires, de la pub et de l'actionariat capitaliste.

Cette lettre ouverte, sans perspective aucune, est néanmoins adressée à tous les journalistes de Libé. Les grandes gueules, les moyennes gueules, les petites gueules et les esclaves en contrats précaires. Remember Spartacus, camarades !

Courage, aux camarades, de plus en plus rares, de Libé !

Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell

### Faits d'hiver

## GABRIEL ET GABRIELLE

Gabrielle Russier. Vous vous souvenez ? Cette prof ayant eu une histoire d'amour avec un de ses élèves de 17 ans. La « Justice », si lente d'ordinaire pour poursuivre les gilets jaunes et autres syndicalistes, lui a tout de suite mis la patte dessus et l'a poussée au suicide. L'âge légal, en 1969, pour aimer, était de 18 ans et, nul n'étant censé ignorer la loi, il convenait donc de sévir au plus vite. Brigitte et Manu, vous avez eu du pot !

A propos de Gabriel Matzneff, la « justice », toujours aussi diligente, vient, 60 ans après les faits, d'ouvrir une enquête pour pédophilie. Bravo pour sa réactivité. C'est évident, aimer un homme de 17 ans c'est plus pire que d'... des enfants (tous sexes confondus) de moins de 11 ans. De s'en vanter. De l'écrire. Et d'être adulé par des Pivot, d'Ormesson, Sartre, De Beauvoir..., au motif de littérature. Littérature, mon cul. Si j'ose dire. Et je ne cause pas de ces ministres de la culture avouant leur tourisme sexuel chez les pauvres. C'est juste à faire dégueuler un vélo !

Et il en sera ainsi tant que la magistrature couchée (les procs aux ordres des gouvernements) sera « maître » de l'opportunité ou de la non opportunité des poursuites ! Proc, encore un métier haïssable !

Jean-Marc Raynaud

# SORTIR DU TABOU, VERS QUELLE LIBERTÉ SEXUELLE ?



L'affaire Matzneff/Springora remue les rédactions journalistiques mais pas que... Quand Bernard Pivot fait son mea culpa, que Catherine Dolto défend sa mère, que l'intelligentsia des années 1960-70 est vilipendée, quelques souvenirs nous reviennent. Avant les années 70, le tabou qui pesait sur la sexualité était si lourd ! Je m'en souviens encore : silence pour tous et toutes, interdiction de sortir pour les filles.

Chez les hommes, certains se cachaient de leurs aventures érotiques, pimentant ainsi leurs rencontres sexuelles y compris avec des enfants filles et garçons. Certains ont été dévoilés mais plus dans les années 80, tel Claude Sigala, éducateur responsable du foyer Le Coral, fonctionnant en autogestion et dans le courant antipsychiatrique ou le philosophe René Schérer, professeur à l'Université Paris VIII, mis sous contrôle judiciaire pour « excitation de mineurs à la débauche » puis innocenté lors d'une confrontation, et déjà l'écrivain Gabriel Matzneff lui aussi mis en cause, mais pas inculpé. D'autres alimentent la liste comme Patrick Font, humoriste, Roman Polanski, cinéaste, ou David Hamilton, photographe (1). Pour les femmes, la pilule est amère : ou bien harcelées et violées, traitées de putes libérées ou bien sainte-nitouche non libérées voire castratrices ou frigides, alors que l'heure est à leur libération avec le Mouvement de Libération des Femmes (MLF). Rappelons-nous le film de Coline Serreau, Mais qu'est-ce qu'elles veulent ! (2) Et les slogans fusaient : Faites l'amour, pas la guerre, Jouir sans entraves. La révolution en marche, ces mêmes slogans étaient tagués sur les murs du préau du lycée Louise Michel de notre ville de banlieue rouge.

## Aujourd'hui, ce serait indignation et incompréhension ?

Chez Maspero, j'en ai acheté des livres, pendant mes études, tellement intéressée par la sociologie, l'anthropologie, l'ethnographie, l'antipsychiatrie, les comités de soldats, le groupe information sur les prisons (3), les handicapés méchants (4), le féminisme, l'anarchisme, ... La librairie Maspero vendait, au Quartier Latin, tout ce qui s'écrivait sur les luttes d'émancipation sociale. Jacqueline Feldman, directrice de recherches honoraire au CNRS, auteure de *La sexualité du Petit Larousse*, nous évoque *Maisons de jeunes* chez les Muria (5) : dans des civilisations dites premières, les jeunes avaient accès à la sexualité, mais il ne s'agissait pas de pédophilie, puisque la sexualité était pratiquée entre jeunes. J'ai aussi lu Freud et sa théorie sur la sexualité des enfants. Ce n'était pas évident de faire le tri.

Et j'ai eu la chance de militer dans un groupe de femmes du MLF, et au Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception (MLAC). Ainsi j'ai développé une vigilance pour moi-même et une solidarité pour autrui. Mais aussi pour épargner les enfants. Et pourtant, la fréquentation des plages nudistes n'était pas simple. Mais je découvrais la sexualité, l'apprentissage du corps par moi-même et particulièrement du clitoris (6). Les besoins de libération sont toujours à la mesure des répressions qui les étouffent. Le MLF comme le MLAC permettaient de parler publiquement de ce qui avait toujours été de l'ordre du privé : la sexualité, l'avortement, la maîtrise de sa fécondité. Quelle avancée inestimable, de pouvoir faire l'amour sans craindre une grossesse ! De pouvoir en parler sans honte ni tabou !

Mais il a fallu attendre, bien trop longtemps, pour que les femmes -non militantes alors- puissent parler. Sur la balance, la libération d'un côté, la pornographie, les agressions sexuelles de l'autre côté. Il a fallu d'abord se libérer, sortir de l'emprise, oser parler avant d'être en capacité de dénoncer la perversité, de rejeter la morale traditionnelle, celles des églises, celles des quartiers ou des villages. Ne nous étonnons pas que la parole fût si longue à advenir, et s'il nous faut le regretter, il est temps d'user haut et fort de cette parole libérée. Merci à Vanessa Springora, pour *Le consentement* (7) ou à Denise Bombardier d'avoir su analyser en direct, en 1990, dans l'émission de Bernard Pivot la pédo-criminalité de Gabriel Matzneff.

Hélène Hernandez  
Groupe Pierre Besnard

(1) Malka Marcovich, *L'autre héritage de 68, La face cachée de la révolution sexuelle*, Albin Michel, 2018. Marie-Jo Bonnet, *Adieu les rebelles*, Flammarion, 2014.

(2) 1977.

(3) 1971-1972, avec Michel Foucault.

(4) 1974-1978, journal domicilié 33 rue des Vignoles à Paris 20<sup>e</sup>, imprimé chez Edit 71.

(5) de Verrier Elwin chez Gallimard, collection Tel en 1978 (1<sup>ère</sup> édition 1959).

(6) Collectif de Boston, *Notre corps nous-mêmes*, Albin Michel, 1977.

(7) Vanessa Springora, *Le consentement*, Grasset, 2020.

Éditions Tierce, 1980

# EMILIO CRISI. RÉVOLUTION ANARCHISTE EN MANDCHOURIE (1929-1932)

Approche historique de l'expérience de la commune libertaire initiée par l'anarchisme coréen à l'Est de la Mandchourie.

Voici un livre d'introduction à un sujet que nous ignorons généralement dans l'histoire mondiale de l'anarchisme, et là est sa vertu principale. Il s'est produit un épisode de révolution libertaire rurale entre les deux guerres, à l'époque de la montée du communisme soviétique, dans l'Extrême-Orient asiatique.



Le "Makhno coréen", Kim Jwa-jin

**La première question qui se pose** à nous est de savoir où se trouve la Mandchourie et de pouvoir la localiser géographiquement. Des cartes en fin d'ouvrage nous éclairent à ce propos, en pages 159 à 161. La configuration géographique du lieu est fondamentale quant à son sort politique qui est présenté dans ce livre. En effet il s'agit d'une région de la côte Est située entre les îles japonaises à l'Est, et cernée par l'URSS d'une part, la Chine d'autre part. En sa pointe sud, se trouve la presqu'île de Corée.

Dans sa préface, Frank Mintz tente de situer quelque peu la problématique en présence. Il s'agit d'un pays massivement rural, composé de paysans très pauvres, dirigé par une monarchie coréenne, à la solde des puissances environnantes Chine, Japon, Russie, et cela depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Toute tentative de rébellion paysanne était matée par l'une ou l'autre de ces puissances politiques régionales. Les insurrections indépendantistes se succèdent. En vain. En 1919, Le Japon est le maître du jeu et colonise la région. C'est alors que l'historien de référence de cet ouvrage, Ha Ki-rak, situe la naissance de l'anarchisme local.

**La deuxième question qui surgit** aussitôt de ce livre est : qui est l'auteur ? Rien dans cette édition ne le présente. Emilio Crisi serait un militant anarchiste argentin ainsi que ses remerciements en page 15 le précisent. Le présent livre aurait donc été traduit de l'espagnol, mais rien ne l'indique dans cette édition. Et traduit par qui ? On l'ignore. Comment est-on passé de la Mandchourie en Argentine, voilà qui n'est pas explicité et donne à penser qu'il s'agirait ici d'une démarche militante qui vise à sortir de l'oubli un épisode ignoré du mouvement anarchiste. L'auteur qualifie ce moment de rien moins que de Commune anarchiste qui se déploya en Mandchourie de 1929 à 1932. Il s'agit donc de restituer une expérience réalisée de pratique anarchiste et cela, selon l'auteur, au même titre que la Makhnovtchina quelque dix ans auparavant et l'Espagne libertaire quelque cinq ans plus tard. Le propos militant de ce livre est donc d'étayer le patrimoine anarchiste par l'éclairage sur l'une de ses concrétisations.

Ce processus révolutionnaire s'insère dans un contexte de luttes indépendantistes menées avant tout par des nationalistes d'un côté, et des marxistes communistes de l'autre. De cet ensemble, se sont détachés des anarchistes, et ce livre présente les diverses organisations anarchistes coréennes qui se créent pour conduire une tentative de commune sur ce territoire : FACM, Fédération anarchiste coréenne de Mandchourie, ACPM, Association du peuple coréen de Mandchourie, et d'autres, que l'on découvre au sein de cet ouvrage. Il est donc évident que nous découvrons là un espace neuf de notre connaissance et que c'est l'intérêt principal de ce livre que de nous ouvrir à de nouveaux horizons historiques.

Toutefois, j'ajoute aussitôt que nous ne sommes pas en présence d'un livre d'historien. En aucune façon des archives ne sont ici convoquées, ni de source japonaise, de l'armée par exemple, ni de source administrative chinoise ou soviétique. Les matériaux utilisés pour nous présenter cet événement sont des compilations de lectures de seconde main. Pour qui voudrait approfondir cette introduction, il faudrait donc se tourner vers l'auteur de référence de cet ouvrage sur lequel l'ensemble du livre repose, à savoir Ha Ki-rak, *History of the Korean anarchist movement*, publié en Corée en 1986, ainsi que quelques articles, la plupart en langue anglaise.

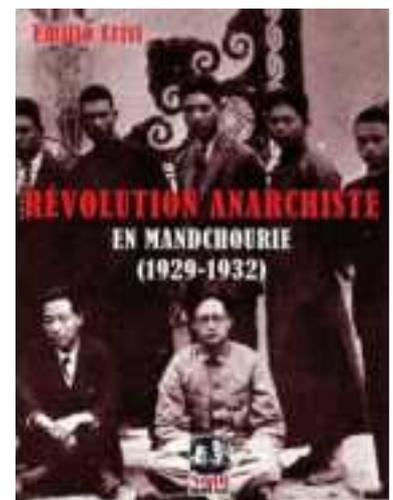
De fait, cet épisode s'inscrit dans un ensemble d'insurrections de diverses inspirations politiques, et démêler dans cet écheveau la part des anarchistes est déjà une gageure.

Ce livre le fait et il est indéniable, à le lire, que des organisations anarchistes explicitement se sont créées et ont agi dans les années trente dans cette région. Il est également d'ailleurs assuré une forme de continuité jusqu'à nos jours de cette tradition. L'ouvrage est moins disert, en revanche, sur les réalisations concrètes de ce que l'auteur nomme une commune libertaire en Mandchourie, hormis ses combats militaires, à savoir les mesures de collectivisation des terres et de la production, éventuelles. Cependant l'auteur n'hésite pas à argumenter en termes de révolution libertaire avec coopératives agricoles et éducation des masses, sur le territoire de la préfecture de Shinmin. En cela effectivement il ne s'agit pas d'un travail d'histoire sociale. Cependant il faut signaler que l'anarchisme coréen de Mandchourie eut d'intimes intrications militaires avec les divers combattants en présence. La partie militaire de ladite insurrection semble avoir pris le pas sur les réalisations sociales, avec son lot d'illegalisme nécessaire à financer le mouvement. L'auteur nous rappelle qu'il en fut de même pour Makhno et l'Espagne. Sinon que de nos jours, les réalisations sociales des uns et des autres sont assez bien connues grâce aux innombrables travaux qui leur furent consacrés de longue date, tandis que nous sommes là devant la Commune de Mandchourie, à l'aube d'un nouveau chapitre de la connaissance historique anarchiste qui reste à étayer sérieusement.

Ce sera l'œuvre des continuateurs que d'approfondir les données sur cette lointaine contrée de l'anarchisme.

Claire Auzias

Emilio Crisi. *Révolution anarchiste en Mandchourie (1929-1932)*, Editions Noir et rouge, 2019, 161 pages.



# AUBE DORÉE, LE CRÉPUSCULE DU FASCISME 1E PARTIE

Pour « mise en bouche », que les choses soient claires : l'Aube dorée n'est pas un parti d'extrême-droite nationaliste et xénophobe grec, qui a des relations secrètes avec des groupuscules extrémistes néonazis : l'Aube dorée EST le parti néonazi grec ! En mai 2012, la Grèce est devenue le premier pays européen à accueillir dans son parlement un parti politique néonazi. Cela signifie-t-il que les grecs soient des pronazis pour autant ? Absolument pas !

## Le spectre du régime du 4 août 1936

Petit retour dans le passé proche. La guerre de l'indépendance grecque contre l'empire Ottoman commence le 25 mars 1921. Il se termine en 1927, avec la bataille de Navarin. Le premier gouverneur du jeune État grec indépendant est Ioannis Kapodistrias, assassiné le 27 septembre 1831. Le *Protocole de Londres* de 1830, accepte la potentialité de faire de la Grèce un état complètement indépendant, à condition que les trois grandes puissances (*Royaume-Uni, France, Russie*) imposent les souverains de leur choix. En 1832, premier roi de Grèce est Othon 1<sup>er</sup>, prince de Bavière. Un jeune adolescent de 17 ans. George 1<sup>er</sup>, prince de Danemark (1863-1913), lui succède, suivi par Constantin 1<sup>er</sup> (1913-1917, 1920-1922), le fils de Georges 1<sup>er</sup>. Quel rapport avec l'Aube Dorée ? Soyons patients...

Le 12 avril 1871, Metaxás voit le jour à Ithaque. Fils de préfet, il entame une « belle carrière » de militaire et devient officier de l'armée grecque. Fervent royaliste, quand Constantin 1<sup>er</sup> quitte le pays en 1917 suite à un schisme national, Metaxás l'accompagne en exil. En 1920, de retour en Grèce, il fonde un petit parti d'extrême droite, appelé le *Parti de la libre opinion*. Même si Metaxás est un grand sympathisant de l'Allemagne hitlérienne, en 1935 le roi George II (*Fils de Constantin 1<sup>er</sup>*), sans prévenir son premier ministre le nommé ministre de l'armée. En 1936, Metaxás avec la bénédiction du roi George II, dissout le parlement et impose le régime dictatorial du 4 Août. Un régime fasciste (1).

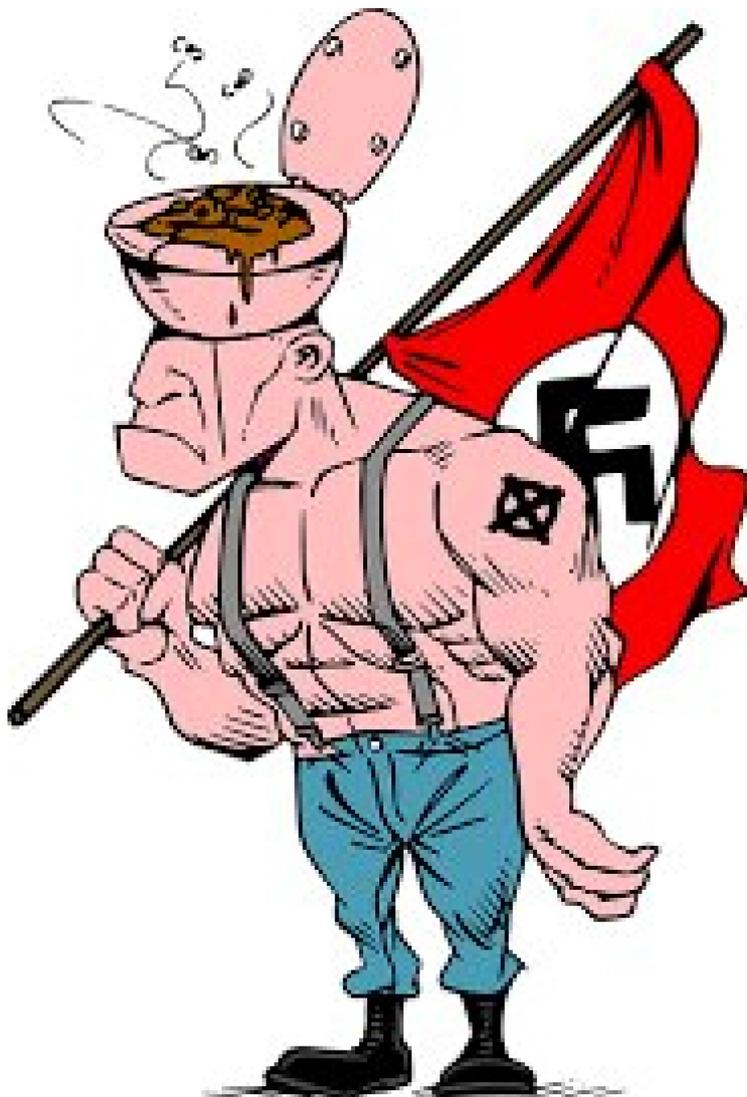
Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, éclate la deuxième guerre mondiale. Déchiré entre son idéologie fasciste et son roi, dans un premier temps Metaxás choisit la neutralité. En octobre 1939, Mussolini envoie un ambassadeur pour demander à la Grèce d'autoriser l'armée italienne à occuper son territoire. C'est un ultimatum. Metaxás, proche sur le plan diplomatique des démocraties occidentales, répond en français : « *Alors, c'est la guerre* » (2). L'Italie attaque la Grèce. Les Grecs résistent. Le 27 avril 1941, Athènes est occupé par les allemands. Durant l'occupation les nazis détruisent plus de 1 770 villages, assassinent 56 225 civils et pillent 8 500 trésors archéologiques. Le nombre total des victimes d'exécutions (3), la famine et la maladie a été estimé à 1 106 000

personnes, soit 13,5 % de la population grecque. Le taux le plus élevé dans toute l'Europe.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, une terrible guerre civile éclate entre les résistants de l'EAM (*Front de libération nationale*) et les troupes royalistes encadré par les britanniques (4). Le président américain Harry S. Truman, de peur que la Grèce ne succombe « à la tentation communiste », envoie une aide de 250.000 millions de dollars aux royalistes. Entre 1946 et 1949, le pays se déchire et fait plus de 160 000 morts.

Vingt-huit ans plus tard le 21 avril 1967, des officiers supporteurs du régime du dictateur

Metaxás prennent le pouvoir par la force. Le colonel Géorgios Papadopoulos en est le meneur (5) de cette nouvelle dictature militaire, la troisième en Grèce au XX<sup>ème</sup> siècle (6). La crise chypriote de l'été 1974 provoque la chute des colonels. Les dictateurs sont emprisonnés et Konstantinos Karamanlis est démocratiquement élu premier ministre. Commence alors « l'ère de la démocratie » (7). Pourquoi raconter tout cela ? Tout d'abord, pour souligner que dans la Grèce des années 70, on trouve de tout : des royalistes, des fascistes, des communistes, des anarchistes, des démocrates et des croyants. Enfin : tout, sauf des nazis. Alors comment sont-ils arrivés ?



## L'histoire de l'Aube Dorée

Tout commence en 1973, quand un jeune fanatique de 16 ans rejoint le *Parti du 4 août* de Kontantinos Plévrís (8). Son nom est Nikolaos Michaloliakos. Impliqué dans plusieurs attentats à la bombe, Michaloliakos connaît la prison à mainte reprise. En 1984, depuis la prison de Korydallos, l'ex-dictateur Géorgios Papadopoulos forme le parti *L'Union politique nationale (EPEN, Ethniki, Politiki Enos)* (9) et nomme Michaloliakos chef de son organisation de jeunesse.

Trop extrémiste aux yeux du dictateur fasciste, ce jeune garçon assoiffé d'idéologies ultras est écarté de l'EPEN. Dans un article intitulé *Géorgios Papadopoulos, tel que je l'ai connu* (10), Michaloliakos, écrit : « *En janvier 1985, j'ai démissionné de la direction de l'EPEN et ce pour deux raisons : tout d'abord, je ne tolérais plus les questions en forme d'interrogatoire que certains me posaient pour savoir si j'étais un national-socialiste pur ou pas ; deuxièmement, parce qu'à l'insu de Géorgios Papadopoulos, l'EPEN avait intégré le groupe des amis d'Israël.* » Ce poste de dirigeant de la jeunesse d'EPEN sera confié à Makis Voridis, ministre de l'actuel gouvernement de Kyriakos Mitsotakis...

Restant fidèle à ses croyances, Michaloliakos finit par fonder son propre clan. Il ne s'agit pas encore d'un parti, mais plutôt d'un groupuscule de jeunes extrémistes « fascinés » par la personnalité et la radicalité d'Hitler (11). Le premier numéro du journal néonazi grec *Chyssi Aygi (Aube Dorée)* avait vu le jour en décembre 1980 (12). Dès son premier numéro la revue était accusée de nazisme et de paganisme. Le groupe assume complètement ses convictions : « *Nous sommes des nazis, si cela ne vous pose pas de problème terminologique (et bien que cela nous en pose un), car nous avons vu dans le miracle de la révolution allemande de 1933, la Force qui va libérer l'humanité de la pourriture juive (...)* Nous sommes des païens parce que nous sommes grecs et nous ne pouvons pas adopter d'autres valeurs que celles qui émanent du miracle de l'esprit grec. (...) Nous sommes des anarchistes, car nous sommes irréductibles et fanatiques, mais aussi parce que c'est à l'heure actuelle la seule option pour afficher notre différence. Nous sommes anarchistes et nous le resterons jusqu'au triomphe de l'autorité du pouvoir national-socialiste. »

Avec les années 1990, le monde change. La chute des régimes communistes dans les Balkans entraîne en Grèce une nouvelle vague nationaliste et xénophobe. Suite à de

terribles guerres sanglantes, l'ex-Yougoslavie se divise en une multitude d'états dont l'un d'entre eux se proclame « République de la Macédoine ». La Grèce s'oppose violemment à la reconnaissance de ce nouveau pays. D'une part, parce qu'une région de Grèce porte déjà ce nom et d'autre part, parce qu'elle a peur que ce nouvel état cherche à s'approprier par son nom et ses symboles, l'héritage culturel grec. Simultanément le régime communiste Albanais s'effondre, ce qui amorce des flux migratoires aux frontières nord du pays.

Si la mentalité grecque mute soudainement, c'est surtout à cause de l'apparition au début des années 90, des premières chaînes de TV privées. Le nombre de poste télévisuels augmente brusquement. Les foyers sont conquis. Ce peuple bon viveur et décontracté, s'enferme alors chez lui et se laisse endotrainer par une nouvelle télévision anxiogène « à l'américaine » (13). Cette ambiance de peur et d'insécurité offre à L'Aube Dorée l'occasion de remettre en question ses priorités. Pour se faire une image « un peu plus acceptable », elle va renouer des liens avec certains mouvements monarchistes et d'autres nostalgiques du temps des dictatures... L'Aube dorée commence à cacher ses drapeaux hitlériens et se présente comme un « mouvement grec nationaliste ». En 1996, le parti « Aube Dorée » se présente pour la première fois aux législatives et obtient tout juste 4 537 voix (0,07 du suffrage national).

F. Foinikiotis

1) Régime inspiré des formes autoritaires du régime de Mussolini en Italie et assez comparable à celui de Franco en Espagne (1939). On suppose que ce régime était une réponse à une montée en force des communistes en Grèce.

2) Le *Jour du Non* (28 Octobre) est une des deux fêtes nationales grecque durant laquelle les grecs fêtent le refus « héroïque » de Metaxás de s'allier aux forces de l'Axe (Rome-Berlin-Tokyo).

3) Le 10 juin 1944, dans le village de Distomo en Béotie le capitaine de la Waffen-SS, Fritz Lautenbach, juste pour se venger d'une attaque partisane massacre en seulement deux heures, 117 femmes, 111 hommes et 53 enfants, (bébés et foetus).

4) Les résistants de l'EAM s'étaient alliés au KKE (Partie communiste grec).

5) Dans son ouvrage *Alexis Tsipras, une his-*

*toire grecque*, le journaliste Fabien Perrier affirme que le putsch militaire du 21 avril 1967, qui a débouché sur la dictature des colonels, a été orchestré par la CIA.

6) 1925: Th. Pangalos; 1936: I. Metaxas et 1967: G. Papadopoulos. NB : il ne faut pas confondre le dictateur Théodoros Pangalos avec son petit-fils Theodoros Pangalos, président du *Conseil de l'Union européenne* en 1988 et vice-premier ministre de la Grèce, en 2009 et 2011.

7) En Grèce, hors périodes de dictature, le pouvoir a presque toujours été monopolisé par trois grandes familles : les Papandreou, les Mitsotakis et les Karamanlis. L'actuel premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis est le fils de l'ancien premier ministre Constantin Mitsotakis (1990-1993), neveu d'Eleytherios Venizélos (7 fois premier ministres entre 1910-1933). Géorgios Papandreou (2009-2011) est le fils de l'ancien premier ministre Andréas Papandreou (2 fois premier ministre entre 1981-1996) et arrière-petit-fils de Géorgios Papandreou (3 fois premier ministre entre 1945-1965). Les Karamanlis s'en sortent moins bien. Kostas Karamanlis (2 fois premier ministre entre 2004-2009) est le neveu de Konstantinos Karamanlis (4 fois premier ministre entre 1955-1981) !

8) On s'en doute, ce nom est inspiré par le régime dictatorial du 4 août de Ioannis Metaxas.

9) Petite anecdote : le 3 Décembre 1984, lors d'un rassemblement d'extrême-droite à l'hôtel Divani Caravel à Athènes, Jean Marie Le Pen, invité d'honneur ne cache son admiration pour le parti EPEN. Sous forme de « boutade » il déclare : « *Comment ne pas admirer un parti qui porte mon nom.* »

10) Chryssi Avgi du 2 juillet 1999.

11) Peut-on être nationaliste grec et nazi ? Pour Michaloliakos : oui ! Pour comprendre cela, il est important d'expliquer que le nazisme en tant qu'idéologie ne se limite pas au nationalisme Allemand. Aux yeux de Michaloliakos, c'est le nationalisme-socialisme allemand qui a copié le modèle politique de Sparte. N'est-ce pas Hitler lui-même qui en 1928, avait écrit que Sparte était le modèle du Troisième Reich à venir. Selon ces propres termes : « *Le premier État raciste de l'histoire* ».

12) « Nous », Chryssi Aygi, n°5, mai-juin 1981 (...)

## Pourquoi Aube Dorée ?



L'Ordre Hermétique de l'Aube Dorée, est une société secrète anglaise, fondée à Londres par Wynn Welscotte en 1888. Ce mouvement, inspiré d'écrits comme « Isis dévoilé » d'Helena Blavatsky était consacré à l'étude des sciences occultes par le biais de l'art, du théâtre et des rites. Bref, rien de fasciste. Il s'agit juste d'un petit groupe de jeunes artistes illuminés (un peu comme les surréalistes) qui s'adonnent à des pratiques occultes, étudient la Kabale, pratiquent le spiritisme, l'écriture automatique, la magie. Parmi ses membres, on trouve William Yeats, Bram Stoker (auteur du *Dracula*), Alester Crowley. Oscar Wilde, sans en être membre, a lui aussi participé à quelques séances de table tournante de la *Golden Dawn*. Suite à des conflits internes, le groupe se disloque en 1905. Quel rapport avec le nazisme et l'Aube Dorée grecque ? Aucun. Sinon que le baron antisémite Rudolf Von Sabottendorf, disciple de Gurdjieff Karl Hanshoper (admirateur de Blavatsky), s'est énormément inspiré des doctrines et rituel du *Golden Dawn* pour fonder en 1918, l'ordre de Thulé (*Société occulte issue du courant völkish, qui inspirera l'idéologie nazi*). Comme le symbole de la swastika hindou a été récupéré par l'ordre de Thulé, de même Michaloliakos se sert du nom *Aube Dorée* pour fonder sa revue. Je suppose que

s'il a appelé sa fille « Urania », c'est en hommage à la loge de la *Golden Dawn*, « Isis-Urania », inauguré en mars 1888, à Londres. Dans une interview du journaliste Stayros Theodorakis (Protagonistes, 13/05/2012), Michaloliakos confesse : « *J'ose dire même si cela est aux antipodes de mon idéologie que je suis fasciné par les poètes maudits du 19ème siècle. Je pense que la vie est un poème qui n'a de sens uniquement si elle est vécue dans l'extrême.* » « *Quel sont les limites de cet extrême ?* », riposte Theodorakis. « *L'extrême n'a pas de limite* », répond en souriant Michaloliakos.

Je vous invite également à découvrir le programme du « *Cycle de formation idéologique* » de l'Aube Dorée en 1983 : « *a) Objectifs, visée et idéologie d'Aube dorée (Nikolaos Michaloliakos) ; b) Adolf Hitler, le symbole du siècle (Foivos Natsis) ; c) L'âme raciale et son cours historique (Loukas Stavrou) ; d) L'idéal homérique comme principe et fondement de notre idéologie (Ioannis Lefkaditis) ; e) La Sparte antique et le national-socialisme (Theodoros Maniatis) ; f) Le cours historique des théories raciales et l'importance du racialisme pour la vision national-socialiste du monde (Géorgios Iliopoulos) ; g) Le danger sioniste (Dimitrios Kosmopoulos) ; h) Na-*

*tional-socialisme, la légende d'avenir (Nikolaos Michaloliakos) ; i) La vision du paganisme et son importance pour notre ère (Nikiforos Germanos).* » (Articles du n°8 de la revue Chyssi Avgi.)

13) Ayant grandi dans les années 80, dans un village sans eau et dont l'électricité venait à peine d'arriver, j'ai connu une autre Grèce. Enfant dans mon école, j'étais le seul étranger. Dans le cadre de ma scolarité tous les matins on faisait la prière, on avait deux fois par semaine un cours de religion et on nous emmenait souvent à l'église. Même si j'étais le seul à ne pas être baptisé, je ne peux pas dire que j'ai mal vécu tout ça ou que je me suis senti exclu. C'était une époque où on dormait encore les portes ouvertes. Le lendemain on se réveillait avec deux chiens errants sur nos genoux. Les gens étaient presque toujours dehors (*La seule fois où ma mère m'a dit « aujourd'hui tu rester à la maison », c'était le jour qui a suivi la catastrophe du Tchernobyl.*) Les portes des maisons ne fermaient jamais. Un jour, jeune adolescent, ma mère me dit : « *Maintenant ce n'est plus comme avant, il faut fermer la porte* », « *Mais pourquoi ? Une porte ça se ferme ?* ». Depuis, avant de me coucher je ferme toujours la porte...

# NOUS SOMMES DONC IMPLIQUÉS

## Mouvement No Muos. 8 janvier 2020.

Cela semble désormais certain, la base US de Sigonella a eu un rôle dans l'acte de guerre des USA contre le général Soleimani, l'un des principaux chefs militaires du gouvernement iranien.

En dépit du caractère secret de l'opération, il est possible de reconstruire la dynamique de l'attaque en partant de quelques éléments.

Le drone MQ9 – Reaper utilisé pour réaliser l'attaque couvre une distance de 1550 milles, soit 1850 km. La distance entre Sigonella et Bagdad est de 2680 km à vol d'oiseau. Ceci exclurait un pont direct depuis la Sicile et rend plus plausible l'utilisation de l'une des nombreuses bases de drones installées sur toute la zone du Moyen-Orient (Koweït, Émirats Arabes, Qatar et même l'Irak). Quelques sources suggéreraient en particulier un départ depuis le Qatar.

Pouvons-nous pour autant nous exonérer de toute responsabilité ? Pas même en rêve.

Depuis 2016 au moins, la base sicilienne abrite en fait les nouveaux MQ9, nouvelle version du MQ1, avec le consentement du gouvernement italien. Néanmoins, l'État italien a émis des obligations légales concernant l'utilisation des avions sans pilote au travers des accords bilatéraux approuvés par les décrets 135/11/4 Sect. du 15 septembre 2012 et 135/10063 du 17 janvier 2013. Ces obligations prévoiraient la nécessité pour les USA d'informer le gouvernement italien. Une communication qui, nous l'apprenons par diverses sources de presse, n'a jamais eu lieu.

Une nouvelle fois, nos gouvernants se montrent les valets stupides des intérêts impérialistes du gouvernement états-unien qui, pour défendre son hégémonie au Moyen-Orient (de plus en plus remise en question), est prêt à déchaîner une guerre dont les victimes seront une fois de plus les peuples durement éprouvés de ces territoires. Parce que, même si le drone n'est très probablement pas parti de la base de Sigonella, il pourrait y avoir fait une escale technique.

Et nous apprenons de plusieurs sources sûres que le Muos aurait servi à la géolocalisation et la vérification de la cible.

Donc Sigonella et le Muos ont-ils ou pas à voir avec l'attaque ? Nous avons beau croire que notre responsabilité n'est pas engagée, nous sommes tout de même impliqués.

Nous savons que la base US de Ramstein en Allemagne a eu un rôle crucial dans la guerre invisible des drones. Le cœur hi-tech de Ramstein est le système satellitaire UAS Satcom Relay, qui permet aux opérateurs de drones assis devant un écran dans une base US de communiquer en temps réel avec les avions sans pilote de l'autre côté de la planète, en envoyant des ordres aux drones et en recevant des images de ce que le drone voit sur place.

Mais, depuis 2011, Sigonella aussi dispose d'un système identique à celui de Ramstein. Le système fournit en temps réel les données à la base Creech Air Force Base située au Nevada, le centre d'où sont pilotés les drones et d'où est partie l'attaque visant le général Soleimani selon tous les observateurs internationaux.

Sigonella et le Muos ont donc, à l'insu du gouvernement italien et comme nous le dénonçons depuis des années, eu un rôle crucial dans l'attaque terroriste : dans la guerre 3.0, la responsabilité politique et militaire des bases US présentes sur le territoire national ne peut en effet se cantonner au simple repérage, désormais dépassé, de la localisation de l'aéroport de départ.

Sigonella et le Muos, tout comme les autres bases US sur le territoire italien, représentent donc des instruments essentiels per les nouvelles guerres mais également des éléments dans la responsabilité et l'implication de notre État dans ces actions illégales et criminelles.

Comme nous l'avons déjà affirmé au cours de ces dernières années, notre exposition en cas de conflit est très élevée. Notre territoire

est devenu le porte-avions des USA en Méditerranée et, en conséquence, l'un des objectifs les plus exposés aux frappes.

Nous considérons, de plus, inadmissible qu'un président en plein *impeachment*, probablement aussi à des fins électorales et sans même l'autorisation du Congrès, accomplisse un tel crime de guerre amorçant ainsi une escalade belliciste à ce point dangereuse.

Le moment est donc venu d'organiser une mobilisation massive qui pousse enfin l'Italie à quitter l'OTAN, afin de mettre un terme à la servitude militaire dévolue à l'État et à la soif de profit des multinationales de la guerre.

Nous disons donc : « Ça suffit ! Stop à cette guerre qui semble se profiler à l'horizon ainsi qu'à tous les conflits du monde ».

### Traduction d'un communiqué publié le 8 janvier 2020.

Monica Jornet - Individuelle FAI Napoli et Groupe Gaston Couté de la FA.

Traductrice et editrice pour les Éditions du Monde Libertaire de la brochure « La lutte No Muos » en novembre 2018 (cf. Invitée dans l'émission Trous Noirs sur Radio libertaire). Autrice d'une interview dans le Monde Libertaire n° 1795 de mai 2018 d'une activiste No Muos : « Don Quichotte de la Sicile contre les paraboles à micro-ondes ».

1) **Mobile User Objective System** : système de communication à ultra-hautes fréquences par satellites de la marine de guerre étasunienne et dont une des antennes de réception est en Sicile. NDLR



# LA HAVANE : MORT DU CHERCHEUR ET ESSAYISTE LIBERTAIRE CUBAIN SERAFIN "TATO" QUIÑONES

Serafin "Tato" Quiñones nous a quittés le dimanche 12 janvier à La Havane, à l'âge de 77 ans, victime d'une crise cardiaque. Il était l'auteur de nombreux ouvrages sur la culture afro-cubaine.

J'ai rencontré Tato lors de différentes réunions organisées par l'Observatoire critique de Cuba à San José de Lajas et lors des Journées libertaires de La Havane. Cet autodidacte m'a toujours impressionné par ses connaissances sur le processus révolutionnaire initié en 1959, son savoir sur les cultures d'origine africaine et sa sagesse.

Voici ce qu'écrivait Isbel Díaz, membre de l'Atelier libertaire Alfredo López de La Havane, en annonçant le décès de notre vieux compagnon Tato Quiñones :

« Il était l'un des nôtres. Aujourd'hui, est un jour triste pour Cuba, surtout pour la gauche critique qui a dénoncé de manière frontale les maux du gouvernement de l'île. Nous sommes fiers d'avoir côtoyé Tato au sein de la Chaire Haydée Santamaría, de l'Observatoire critique (1), dans l'Atelier libertaire Alfredo López et dans le Centre social ABRA. Ses initiatives dans le cadre de la *Cofradía de la Negritud* (2) et son bulletin *Desde la Ceiba* (Depuis le fromager) (3) ont été des exemples de travail indépendant et de volonté afin de promouvoir la pensée critique et antiraciste à Cuba. Comme il l'a dit lui-même, lors d'un hommage, devant la tombe de Quintín Bandera (4) : "Ne repose pas en paix". Reste proche de nous Tato, où que tu sois, en nous guidant et en nous piquant pour renoncer au confort et pour maintenir l'esprit critique que tu nous as inculqué, à nous les jeunes. Ne va pas trop loin. Ceux d'entre nous qui sont au fond du chaudron ont besoin de toi ».

Tato Quiñones est né à La Havane en 1942. Combattant sincère de la révolution de 1959, Tato a vécu et s'est battu pour un Cuba sans racisme et sans classes. Tato est mort, 60 ans après la prise du pouvoir par les frères Castro et leurs complices, en luttant toute sa vie pour ceux qui vivent « au fond du chaudron ». Tato possédait une connaissance approfondie des diverses religions et pratiques d'origine africaine. Écrivain, scénariste, promoteur culturel, Tato Quiñones s'est consacré à l'étude et à la promotion de l'héritage africain dans la culture cubaine et à la participation de la confrérie *Abakuá* (5), dont il faisait parti, aux guerres d'indépendance au XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'au militantisme contre la discrimination raciale.

Il y a moins d'un an, Tato Quiñones estimait



Tato Quiñones entouré des compas au local de l'Atelier libertaire Alfredo López de La Havane

que bien qu'« il n'y ait pas de chiffres, il est clair que les inégalités sociales se sont aggravées au cours des dix dernières années. La nouvelle classe des riches devient de plus en plus voyante, ainsi qu'une nouvelle classe sociale – surtout composée de noirs – qui continue à s'enfoncer dans la pauvreté ».

Lors des obsèques de Tato, Gisela Arandia, chercheuse, écrivaine, militante antiraciste et créatrice avec Tato, de l'association *Color Cubano*, a déclaré à l'agence IPS Cuba que sa mort laisse « un vide qui ne peut pas être comblé, à moins que nous ayons la capacité de réaliser notre utopie, de nous en approcher beaucoup plus ». Gisela Arandia a rappelé comment Tato Quiñones, qui était issu du mouvement ouvrier, « avait la capacité, en tant qu'autodidacte, de continuer à se former, de continuer à lire, à approfondir, à chercher l'essence des problèmes et des conflits ».

Notre compagnon anarchiste Mario Castillo, son fils spirituel, a conclu en appelant l'esprit de Quiñones « à rester actif, à nourrir nos efforts, nos entreprises et à nourrir tout ce sens que Tato a mis dans l'idée de décolonisation de la mémoire historique populaire de Cuba. La meilleure chose que nous puissions dire à cet esprit est qu'il ne repose pas en paix, parce qu'il y a beaucoup à faire, il y a de nombreux défis dans ce pays et Tato nous accompagnera, en apportant des informations, des idées, du sens et de l'énergie ».

Daniel Pinós

Groupes d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba (GALSIC)

1. La Chaire Haydée Santamaría (sans lien avec l'université) a suscité la constitution du réseau *Observatoire critique*, qui fédère des activistes libertaires, écologistes, autogestionnaires, féministes, gays, dont les positions radicales sont au cœur du débat sur l'avenir de la société cubaine.

2. La *Cofradía de la Negritud* (la *Fraternité de la négritude*) est une association animée par un groupe d'acteurs culturels qui, depuis le début des années 1990, ont promu le débat sur les discriminations raciales à Cuba. Les membres de ce nouveau mouvement culturel afro-cubain – musiciens, artistes plasticiens, écrivains, universitaires et militants – ont en effet dénoncé le silence qui a entouré les questions raciales dans l'île depuis le début de la révolution cubaine, ainsi que l'interprétation officielle du discours national sur la fraternité raciale. Leurs efforts n'ont pas été vains. Selon plusieurs enquêtes, la plupart des Cubains reconnaissent désormais que le racisme est un problème. Le racisme ne s'élimine pas par décret. Les autorités cubaines ont reconnu que les différences raciales continuent d'exister à Cuba et elles ont commencé à être attentives aux questions de la représentation des Noirs dans les structures gouvernementales.

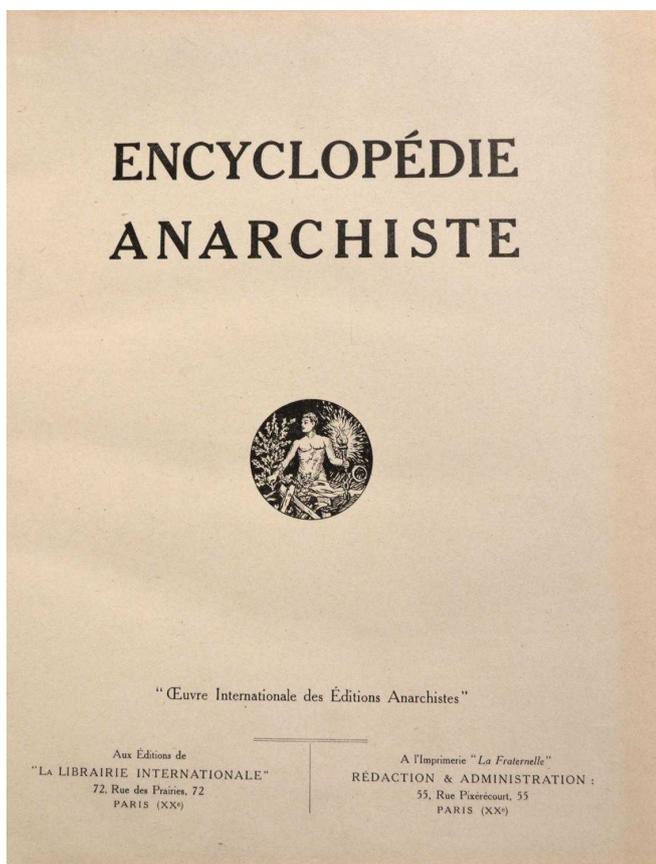
3. *Desde la Ceiba*. Publication antiraciste revendiquant l'apport africain à la culture cubaine. Le fromager est l'arbre emblématique des descendants d'esclaves africains.

4. José Quintín Bandera Betancourt, connu historiquement sous le nom de Quintín Bandera, était un combattant d'origine africaine qui prit part aux trois guerres d'indépendance contre la domination espagnole.

5. *Abakuá* ou *Abakuá* est une fraternité afro-cubaine à rites initiatiques, une société secrète née au sud-est du Nigeria et au sud-ouest du Cameroun.

Notre copain Le Guetteur a décidé, cette fois, de ne pas scruter hors des bords. Le temps de nous parler d'une mine d'informations. NLDR.

## NOTRE HÉRITAGE, NOTRE SAVOIR



En tous les cas ils méritent si ce n'est un monument mais que leur travail reste disponible.

Pour donner envie d'aller y voir, parlons un peu des collaborateurs de Sébastien Faure. Ils sont divers et variés. On y trouve entre autres un ouvrier mineur, deux acteurs de la révolution russe, un cordonnier, des cor-

recteurs évidemment, des médecins, des enseignants, des employés ou bien des commerçants. La plupart de ces collaborateurs sont des militants anarchistes, certains ne le sont pas. Il y a toute la gamme des anarchistes, individualistes, végétariens, communistes, syndicalistes etc. Si le lecteur peut trouver tous les grands thèmes anarchistes il peut en trouver aussi des inattendus.

Ixigrec aborde les questions suivantes : le kantisme – le libre arbitre – la liberté dans l'éducation – les mammifères – le magnétisme- la métamorphose – les moeurs – le néant – l'objet – l'organisme – le préjugé – la qualité – la quantité – la loi- la quintessence – la raison – le savoir – le sensualisme et la sociabilité – le subjectif – et la vertu et le vice. Cet individu était peintre en bâtiment !

Beaucoup de notices sont signées, parfois elles comportent plusieurs parties et donc plusieurs signataires comme pour la mémoire, où il y en a trois. Mais la moitié au moins est anonyme (Il y en aurait plus de deux mille !).

Pour terminer, une petite information, son adresse <http://www.encyclopedie-anarchiste.xyz>

Le Guetteur

Dites-moi, oh dites-moi qu'est ce qui traite de la psychologie des masses, du débinage, de la faim, de l'Armée du salut, du divorce ou bien du sanatorium ? Voilà donc une drôle de question. A-t-elle lieu de se trouver dans un journal sérieux qui se targue d'être anarchiste ? Eh bien oui ! Car il s'agit de l'Encyclopédie anarchiste !

Un peu d'histoire ! Je ne sais pas si ce qui va suivre est exact, mais bon.

Donc un jour, un type d'un certain âge se réveilla un matin, peut-être fût-ce juste avant de s'endormir ?

Mon petit doigt me suggère que cela eut lieu à la fin d'une de ces réunions où nous avons le secret d'étaler quelquefois notre inculture. C'est ce que ce bon Sébastien sous-entend quand il dit « *Mais que de fois aussi j'ai eu le regret d'observer que, chez la plupart (- des anarchistes), ces conceptions sont en vrac, c'est-à-dire : pêle-mêle, sans classement, sans ordre, sans méthode !* ».

Donc Sébastien Faure, puisqu'il s'agit de lui, se mit en tête de mettre sur pied une encyclopédie qui rassemble tout ce qui était nécessaire de savoir pour un anarchiste. Le projet était grandiose. Il ne peut aboutir complètement. Quatre volumes virent le jour. Dans les années 2010 un groupe de militants fédérés, (anonymes ?) se mirent en tête de les numériser. Un travail de titans ou de fourmis, ou bien de moines copiste laïques, c'est comme on veut.

Beaucoup de notices sont signées, parfois elles comportent plusieurs parties et donc plusieurs signataires comme pour la mémoire, où il y en a trois. Mais la moitié au moins est anonyme (Il y en aurait plus de deux mille !).

Parmi ces dernières, citons en vrac l'amitié, le ban, le cadran, la déduction, éluder, le feu, la grandeur, et je m'arrête là, courant le risque d'agacer le lecteur. Parmi les auteurs qui sont restés dans nos mémoires, on trouve Voline, Archinoff, Sébastien Faure bien sûr, Bertoni et Berneri, Armand, Hem Day, Aristide Lapeyre, Lorulot, Malatesta et Han Ryner.



# VEGANS ET LIBERTAIRES

Dans le numéro de Décembre, vous avez publié un article sur le véganisme qui m'a heurté et j'ai souhaité y répondre, je vous remercie de m'en laisser l'opportunité.

Cet article m'a semblé correspondre à une vision réductrice, déformée, tronquée et erronée du véganisme due certainement à une méconnaissance de ce mode de vie et une dissonance cognitive compréhensible de la part de l'auteur. Je souhaite partager ma vision de cet engagement. Ma vision, car le véganisme est un mode de vie basé sur des principes moraux, une éthique et une philosophie non dogmatique et qui propose une alternative radicale au monde dans lequel nous vivons. Il n'y a pas un véganisme pur et absolu, mais des végétariens en perpétuelle remise en question d'un système et en perpétuelle réflexion et évolution sur de nombreuses questions. C'est pourquoi je vous propose de partager avec vous ma vision de mon mode de vie végétarien qui ne correspond en rien à ce que l'auteur décrit dans ces lignes.

Bien sûr, il y a quand même de grands principes fondateurs du véganisme qui est de lutter et de ne pas contribuer autant que possible à l'exploitation animale. Cela veut dire de ne plus regarder l'animal comme un outil, une ressource, une source de richesse ou de profit potentiel, mais bien comme un individu qui a le droit de vivre avec ses spécificités et ses caractéristiques particulières. Je pense que l'homme doit être repensé non pas au-dessus de tout mais faisant partout du tout et devant trouver sa place et son rôle afin de minimiser le plus possible son impact négatif. J'enfoncerai des portes ouvertes, mais il me semble important de le rappeler, que la pensée végétarienne s'applique à un monde, à une organisation, un climat, une terre où il est compatible avec une vie en bonne santé, et sans danger comme c'est le cas dans de nombreux pays désormais. A partir de là, il reste un nouveau monde à penser.

Je commence par un fait important, non, je ne vois pas toutes les exploitations animales du même œil, je ne pense pas qu'il faut mettre dans le même panier le berger des alpages et la ferme aux mille vaches. Bien sûr que non, cela serait une aberration. Le véganisme est une position politique et radicale afin de démontrer que la vie en bonne santé sans exploitation animale est tout à fait possible et que ce système d'exploitation est injuste et doit être aboli. Cela ne veut pas dire que nous ne saisissons pas les nuances dans les différentes exploitations.

En revanche, je perçois ces deux élevages avec un regard critique identique sur la notion d'exploitation animale. Si un chevreau vient à naître et qu'on le tue parce qu'il n'est pas rentable, car sa viande ne se vend pas et que l'on souhaite prendre son lait à sa mère pour l'utiliser pour nous à son détriment, cela ne me semble pas juste, ni moral et il y a sûrement moyen de faire mieux, et cela même si l'exploitation est à petite échelle.

Encore, je ne suis en aucun cas pour la disparition des espèces domestiquées par l'Homme, mais contre la continuité de leur exploitation. La nuance me paraît importante. Si on pense que les bocages disparaîtront avec l'exploitation animale, est-ce à dire que l'on considère que l'on ne peut trouver une façon de faire pour vivre avec ses animaux dans le respect de leur vie sans les exploiter ? Est-ce la condamnation à une vie courte d'esclave ou la mort et la disparition ? N'y a-t-il d'autre voie possible ? J'espère que si.

Les bocages, alpages, pâturages disparaissent depuis l'ère industrielle, c'est un fait. Et cela ne va pas avec un arrêt de la condition d'exploitation, bien au contraire, nous n'avons jamais eu autant de têtes de bétail et de mise à mort qu'aujourd'hui. La disparition de ces espaces de biodiversité ne me semble donc pas être à imputer au véganisme. Ce dernier souhaite un changement profond du système et une redéfinition entière de notre partage de la planète avec les autres espèces animales. Celui-ci n'est pas totalement défini dans ses modalités et restent à envisager, à réfléchir. Quelle place pour les espèces domestiquées par l'Humain ? Certaines espèces ont été sélectionnées génétiquement afin de correspondre aux produits qu'on voulait en obtenir. Certaines espèces sont tellement génétiquement non viables hors des industries agro-alimentaires comme certains poulets avec une cage thoracique si grosses que leurs pattes ne les soutiennent plus, qu'elles sont vouées à disparaître, mais d'autres auront besoin d'un accompagnement, de notre aide pour leur émancipation en quelque sorte. Il est même de notre devoir de protéger ces espèces que nous avons au fil des sélections génétiques rendues dépendantes de nous. Il est à penser une société où nous pourrions vivre avec ces animaux et la nature de nos rapports et nos relations réciproques sans exploitation. Sue Donaldson et Will Kymlicka, auteurs de *Zoopolis* ont proposé une réflexion sur cette question-là. Donc non, les végétariens ne prônent pas une disparition des bocages cela pourrait même être l'inverse.

Vive les poules et les canards : je ne peux qu'aller dans le même sens !

A la lecture de l'article de Wally Rosell, j'ai l'impression qu'une erreur fondamentale s'est glissée dans la conception du véganisme, c'est que nous pourrions être contre toute vie animale ou contre toute vie commune avec les animaux. Il n'y a rien de plus faux. Une fois de plus pour en revenir à son dernier argument sur les poules et les canards qui pourraient présenter un intérêt dans la lutte contre les déchets organiques ainsi que dans l'entretien des rizières, il est tout à fait compatible de réfléchir à des cohabitations profitables pour certaines espèces non humaines et humaines sans exploitation. Mais encore une fois, il faut regarder l'ensemble du problème et l'ensemble de la chaîne d'exploitation. En effet, lorsqu'on parle "d'utiliser" les poules dans les jardins pour lutter contre les déchets et ramasser des œufs. Il y a rarement de coq dans ces mêmes jardins donc la personne qui vend ces poules, les considérant comme un simple produit de consommation, les coqs n'étant pas rentables pour lui sont donc éliminés car inutiles. Également, que se passe-t-il si la poule dans le jardin doit être soignée, alors qu'une nouvelle poule se trouve très peu chère ? Que se passe-t'il lorsqu'elle ne pond plus dans le jardin ? Certains la laisseront couler des jours heureux, d'autres la remplaceront par une autre plus productive...

Le problème est complexe, profond, et insidieux et cela demande un effort considérable de voir le problème de l'exploitation dans son ensemble.

Venons-en au sujet des abeilles abordés par l'auteur. Je crois pouvoir affirmer ici qu'aucun végétarien ne souhaite la disparition des abeilles. Nous pouvons y lire un sophisme souvent utilisé dans l'argumentaire anti-végétarien, ainsi que bon nombre d'argumentations d'ailleurs : les végétariens ne consomment pas de miel. Les abeilles produisent le miel : donc les végétariens ne veulent pas d'abeilles. Mais cela n'est en rien une relation de cause à effet. Ce n'est pas parce que je ne consomme pas de miel que je ne souhaite pas d'abeilles dans la biodiversité. Ou est-ce à croire que si l'Humain n'extrait plus le miel, les abeilles disparaîtront ? Est-ce que l'on croit réellement que le miel est prédestiné à l'être humain et que si celui-ci ne le consomme pas les abeilles s'éteignent ? Sans l'Humain, les abeilles ne feraient elles pas de ruche ? Ne polliniseraient-elles pas ? Le font-elles pour fabriquer le miel à destination des humains ? Cela me semble être une vision très anthropocentrée. Les



*Andreu Romero*  
**Black Point Tattoo**

abeilles ne font pas du miel pour les humains, c'est leur réserve de kilocalories et de nutriments pour passer l'hiver. Nous le leur prenons pour le consommer à leur place. L'arrêt de leur exploitation n'induit pas leur disparition mais un simple retour de leur juste place au sein d'un écosystème. Bien sûr encore une fois, je ne mets pas dans le même panier l'industriel qui tue chaque colonie pour les remplacer à la saison suivante parce que cela est plus rentable et le petit apiculteur des montagnes qui connaît suffisamment ses abeilles pour ne prendre que le surplus et veiller à leur bien-être et survie.

Cependant, au contraire l'exploitation toujours plus grande des abeilles, conduit l'humain à perturber cette même biodiversité défendue à juste titre par l'auteur et qu'il faut tâcher de préserver. En effet, l'abeille domestique est loin d'être la seule pollinisatrice, elle est même, bien que productrice de grandes quantités de miel, moins pollinisatrice que certaines de ses cousines sauvages, qu'elle parfois supplante dans l'écosystème. Et souvent, on l'importe, on l'implante dans des biosystèmes où elle n'était pas endémique et cela contribue à de grandes perturbations dans celui-ci. De même la sélection génétique et l'hybridation des abeilles domestiques dans le seul but de l'exploitation et de la production du miel conduit là encore à une grande perte de la biodiversité des différentes variétés d'abeilles. Encore une fois, le modèle d'exploitation animale conduit à cet appauvrissement génétique et il est nécessaire de repenser notre modèle et abolir ces exploitations injustes et immorales. Il est à penser un fonctionnement

éthique de vie commune avec les abeilles, de les protéger contre les ravages humains avant de les considérer comme productrice du précieux nectar si délicieux.

La dernière partie de l'article nous présente un contre-exemple de l'impact de la lentille et du quinoa qui est intéressant dans le sens de l'intérêt de la réflexion que nous devons tous avoir face à la consommation de telle ou telle chose, notamment lorsque cela traverse des océans et utilise des pays surexploités. Néanmoins, l'auteur parle de "quinoa végétal", mais même si le quinoa est bien végétal comme toutes céréales ou pseudo-céréales, est-il réellement végétal au sens où il serait, semble croire l'auteur, l'aliment végétal par excellence et donc que ceux-ci seraient à l'origine de sa consommation excessive ? N'y a-t-il que des végétaliens qui mangent du quinoa ? Personnellement je n'en mange quasiment jamais mais mes amis non végétaliens en mangent en plus grande quantité. Quelle quantité de quinoa est mangé par un végétalien chaque année ? Et quelle quantité par un non végétalien ? Ces chiffres primordiaux si l'on tient à faire porter aux végétaliens des maux engendrés par l'augmentation de la demande de quinoa m'auraient semblé judicieux, voir nécessaires à apporter à l'argumentaire. Les végétaliens ont-ils une consommation réellement plus importante en quinoa ? Je ne suis pas sûr que cela soit si tranché que cela. Également, un grand nombre de végétaliens sont sensibles à différentes autres causes que celle des animaux et la planète et l'écologie en font partie, par conséquent il est fréquent que les végétaliens, en plus de ne

consommer aucun produit d'origine animale, vont apporter une attention particulière à la provenance de leurs aliments ou à leur mode de production. Le mouvement végétalien fait souvent partie intégrante d'une convergence des luttes pour ses militants.

Pour finir dans la critique de cet article, je pense que contrairement à ce qui est argumenté dans celui-ci, en tant que végétalien je me bats pour la biodiversité, une biodiversité riche et variée dénuée de la notion d'exploitation aussi bien du monde animal que végétal.

Je pense qu'à la lecture de ces lignes vous comprendrez que ma vision du végétalisme est une réflexion qui est ouverte à l'échange, à la discussion afin de construire un monde plus juste, plus éthique respectueuse de toutes et tous. Le végétalisme comme toute pensée philosophique morale et éthique ne doit pas s'enfermer dans les carcans idéologiques au risque de devenir ce qu'elle cherche à combattre. Cependant, une fois que la bataille d'argument a fait rage, il reste principalement trois raisons de ne pas adopter un mode de vie végétalien : la gourmandise, l'histoire/la coutume/la tradition ainsi que la difficulté sociale qui peut en résulter. Il appartient à chacun de choisir en dehors de toute dissonance cognitive où l'on place ces arguments sur notre échelle de valeur et de modifier ou non son comportement pour qu'il soit en phase avec nos valeurs, ce qui n'est pas une mince affaire. Vous comprenez que le végétalisme est profondément anticapitaliste, elle élargit le concept d'abolition du lien de domination aux animaux. Je me bats pour un monde où l'humain arrêterait de penser et de regarder le monde à travers le prisme de la domination et de l'exploitation et où il chercherait plutôt une place au sein d'un système où il interagit avec les autres formes vivantes dans le respect et un gain réciproque. Je suis pour un végétalisme libertaire car les deux ont des causes communes. Je finirais enfin par un passage de l'article auquel j'adhère totalement, ce qui est à combattre c'est le capitalisme qui est l'origine de la surexploitation animale, "qui pourrait la terre et détruit nos vies". Il ne peut y avoir de victoire végétalien sans l'abolition pure et simple du système capitaliste, il me semble plus intéressant au regard de ce grand ennemi commun de ne pas diviser nos forces et que plutôt toutes les mouvances anticapitalistes s'unissent contre celui-ci afin de bâtir un monde plus juste.

*Un lecteur végétalien*

## L'anarchie soluble dans le capitalisme numérique

Lecteur puis abonné du Monde libertaire, cela fait une quinzaine d'années que je lis ce journal régulièrement. Je souhaite vous faire part de mon désarroi à la lecture des derniers numéros. La transformation que je perçois et que je vois tenter d'analyser semble s'inscrire dans l'air de notre pauvre temps numérique. Elle en reprend les errements, les dislocations et la soumission. Cela me paraît d'autant plus incompréhensible que les anarchistes ont de tout temps refusé la bureaucratie étatique et les dominations qu'elle induit sur l'organisation de la vie sociale.

L'Internet, les smartphones, les ordinateurs et toute l'infrastructure colossale nécessaire à leur connexion sont inhérents à la société capitaliste. Ils en sont l'étape actuelle. Ils poursuivent le développement de la société industrielle qui, depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, vise à aliéner les peuples en les transformant d'abord en main d'œuvre malléable et échangeable, puis en ouvrier sans qualification et enfin en consommateur béat complètement dépolitisé. Elle s'appuie sur une économie libérale, basée sur le seul profit, qui lors de son déploiement technique a réussi à vider les humains de leur substance, de leur âme dirait Elisée Reclus, tout en s'attachant à détruire la vie sur Terre et tout ce qui permet celle-ci. Mais les ravages vont bien au-delà de l'écoumène écologique que relaie, de temps à autres, les grands organes de presse et les médias. C'est en cela que se situe la gravité des dégâts. C'est la pénétration de l'idéologie numérique, et de ses pratiques, dans nos existences et dans nos relations à l'autre ; ainsi que son impact sur nos cerveaux, nos mémoires, notre chair et ce qu'il nous reste de rêves qui est extrêmement préoccupante. C'est précisément ce qui transparaît, me semble-t-il, dans les colonnes du Monde Libertaire.

Il est curieux de constater que bon nombre d'anarchistes ont "réussi" à se soumettre à la dictature numérique tout en continuant à combattre le capitalisme et la coercition étatique<sup>1</sup>. Cette dichotomie est, sans conteste, une réussite du système technique industriel. Elle révèle, sans aucun doute, un égarement politique et la perte de l'analyse d'une certaine continuité historique dans l'évolution des sociétés occidentales. Pourtant Jacques Ellul, qualifié de libertaire par certains<sup>2</sup>, avait alerté dès 1954 de l'ambivalence de la technique. Ainsi le confort moderne, invention des industriels américains, n'a pu s'accomplir sans la destruction, les nuisances d'innombrables encyclopédistes du même nom, concomitante de notre condition humaine, de notre autonomie réelle et simultanément des éléments naturels. Bernard Charbonneau, complice du précédent, s'est attaché à montrer comment l'État était au service du progrès technologique et d'une organisation scientifique de la vie sociale. Cette dernière consistait à détruire la liberté, la vie sauvage et à instaurer la dictature du nombre :

« Le recensement est l'acte décisif, l'opération magique qui saisit l'être vivant dans le piège d'un signe : rite de profanation qui l'objective en réduisant la vie et l'esprit à la catégorie et à la chose, le nom au matricule. Violence abstraite qui ouvre la voie à toutes les autres : la statistique de tout annonce la manipulation de tout. » (Bernard Charbonneau, *Le système et le chaos*, 1973, éditions Anthropos)

Internet, et les machines qui vont avec, est l'apogée de cette mutation totalitaire. Il permet un contrôle intégral de nos vies, une marchandisation de tout et la perpétuité des ravages de la Terre. Il poursuit également l'anéantissement des peuples et de leurs cultures, commencé avec le colonialisme, et la fabrication d'une uniformisation culturelle abominable. Il autorise, dans le

1. J'ai présenté récemment mon livre dans trois cercles anarchistes (Lyon, Paris et Limoges) et le constat est malheureusement identique.

2. Bernard Charbonneau & Jacques Ellul, deux libertaires passés unis par une pensée commune, Jean-Denis Maugiron, éditions Les amis de Nothé, 2015.

même temps, l'atomisation de la vie sociale et le remplacement des humains par les machines. L'addiction, qui crève les yeux, de l'ensemble de la population aux smartphones connectés sont le glas du discernement, de l'esprit critique, de la pensée autonome et de la mesure humaine.

Cela ne semble pas interroger les anarchistes ...

Et que dire de la main mise sur la vie connectée ininterrompue (même le sommeil est en voie de réduction et de marchandisation) par quelques industriels américains ?

Ces derniers ne sont-ils pas l'illustration parfaite de l'évolution du capitalisme marchand qui se concentre à mesure qu'il s'étend à toute la planète ?

Leurs machines ne possèdent-elles pas la puissance pour organiser le cauchemar orwellien de "1984" et même pire ?

Aucun de nos questionnements n'apparaît dans *Le Monde Libertaire*, mensuel de la Fédération anarchiste. Au contraire, les auteurs de texte se soumettent volontiers à la tyrannie numérique et réussissent même la gageure de défendre, çà et là, cette nouvelle société uniformisée, fonctionnelle, hiérarchisée et dévastatrice qui point.

Ainsi toutes les tentatives de l'anarchie semble avoir fondu dans le capitalisme numérique : la monnaie électronique, les logiciels libres, les réseaux dits "sociaux" considérés comme la nouvelle voie du peuple, les caméras connectées en boucle d'oreille pour défendre les femmes noires, ... La société marchande capitaliste a réussi à faire tomber dans son escarcelle tous les révoltés, les insoumis en les transformant en rouages du système. Ce tour de force a consisté, notamment, en la parcellisation à l'extrême des luttes, chacun s'inscrivant dans la défense d'une infime minorité, voire de l'individu. Le collectif s'est affadi. Chacun est seul, rivé à son écran, baignant dans la croyance quasi-religieuse qu'un clic informatique permettra de lancer la révolution ou de « sauver la planète ».

Tous les libertaires connectés refusent-ils de voir que les machines auxquelles ils prêtent de précieuses vertus émancipatrices sont fabriquées par des sociétés capitalistes dans le seul but de servir leurs intérêts et leur soif insatiable de pouvoir ? Elles seules ont les moyens d'investir des sommes colossales pour parvenir à extraire tous les matériaux nécessaires à la confection des ordinateurs, smartphones et autres tablettes utilisés en amont et des innombrables machines, routeurs, échangeurs, PFE, fibres optiques, etc. ... qui sont nécessaires à la connexion en aval et qui en sont la face cachée. Des milices, des armées sont au service de cette industrie mortifère. Elles écrasent, assassinent, mutilent, et empoisonnent des peuples partout sur la planète, au Pérou, en Chine, au Congo, au Mali, ... Des pays comme le Canada servent de plaque tournante à toutes leurs filiales offshore, basées dans des paradis fiscaux.<sup>3</sup> Veulent-ils également se voiler la face devant l'esclavage dans les usines d'assemblage en Chine, qui n'a rien à remier à celui qui sévissait en Europe au XIX<sup>ème</sup> siècle ?

Peut-on envisager que ce système technique aliénant puisse servir les causes de l'Internationale anarchiste : la justice sociale et la destruction de la domination de l'État ?

Cela me paraît être exactement l'inverse.

Le contrôle qui s'installe tranquillement à chaque instant de nos vies connectées est la promesse inattentive d'une liberté abolie et d'une fraternité atomisée. Chacun, de nos gestes, passant obligatoirement par l'interface numérique, sera enregistré et noté. Cela donnera lieu à un classement, social autorisant, limitant ou interdisant l'accès aux derniers services de l'État (école, université, train, eau, électricité, hôpitaux, ...) et augmentant ou diminuant le prix des services privés.

Il suffit de sillonner le pays pour voir fleurir les "smart city", "smart retrait", "smart musée".

<sup>3</sup> Lire L. Ornéga, *Canada, le de Vitry*, éditions Bahir party 2009.

<sup>4</sup> Lire *Paradis sous terre*, Alain Demerut et Wilfried Sadez, Éditions Écosociété, 2012.

"En-train"...

L'État organise joyeusement l'incarcération de la population entière dans la mégamachine, au bénéfice des industriels. Et, de façon incompréhensive et à mon grand désespoir, la plupart des anarchistes s'y conforment et l'acceptent.

Les plus de quarante ans possèdent quelques résistants isolés dans leur rang. En revanche, on peut observer que les trentenaires n'envisagent plus la vie sans smartphone, envois incessant de "textes", emails et listes de diffusion, dans le culte de l'instantanéité. Les moins de quinze ans, eux, s'accrochent à leurs smartphones comme à une bouée de sauvetage en temps de naufrage. Ils vivent hors-sol, le temps s'efface et la notion d'espace peu à peu disparaît, entraînant avec elle celle de l'ancre à la Terre et à la beauté.

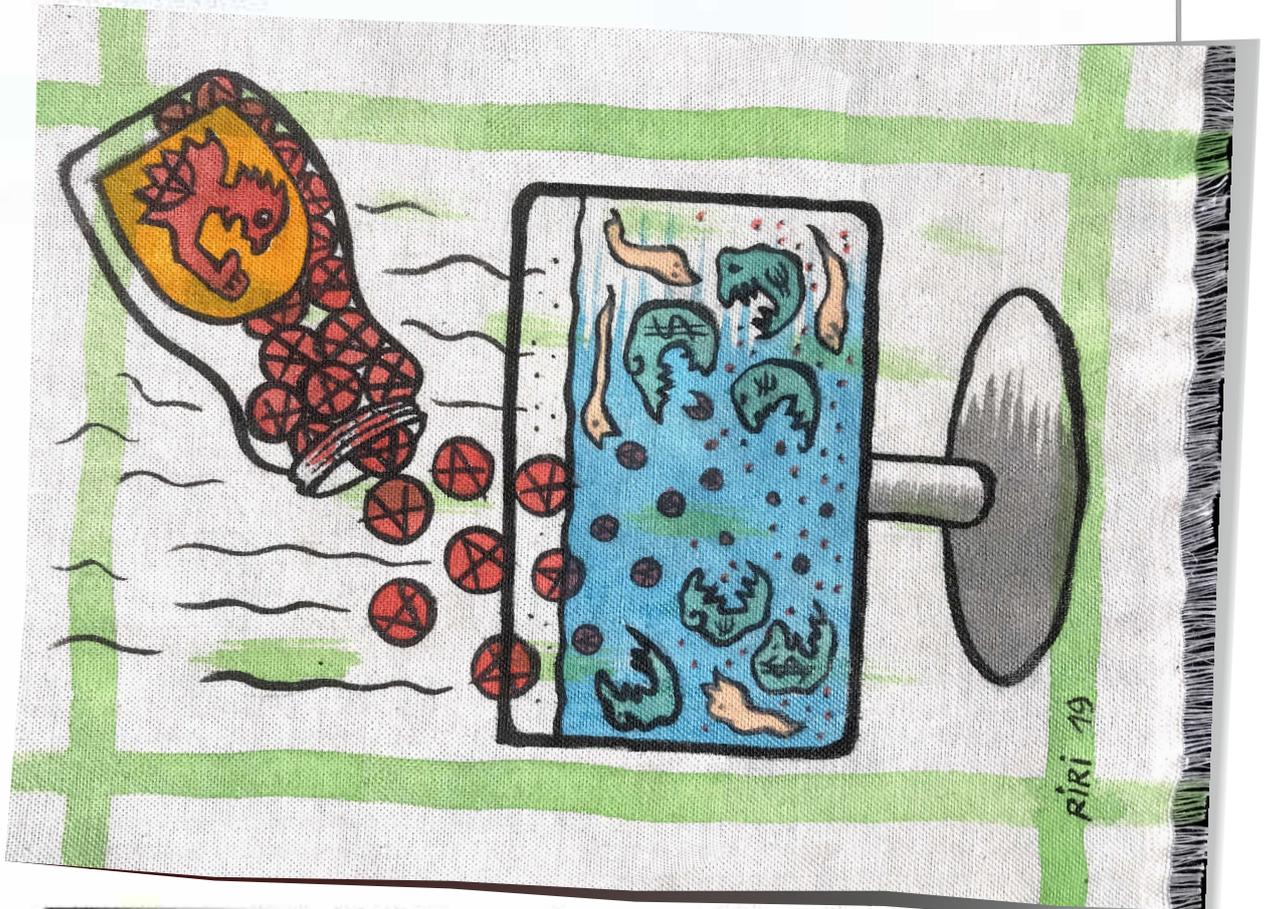
La carte bleue sans contact, les robots, les automates, impliquant la disparition des services publics et des services (médecins, banques, commerces, ...), augurent la gestion des personnes comme des flux et des ressources.

La dictature qui s'annonce ne produira aucun opposant car nous sommes déjà à genoux, priant pour qu'elle adienne. Internet semble être l'exacte antonymie d'anarchie et pourtant...

Hervé Krief,

musicien, auteur du livre « Internet ou le retour à la bougie »,

le 28 août, Haslev.



5 - La SNCF se réserve le droit de vendre 100% écologiques simplement parce que les billets sont disponibles uniquement sur Internet!

# ENNEMIS D'ÉTAT

« Toute loi prise en urgence en vue de traiter une situation spécifique finit toujours par s'appliquer au-delà des personnes qu'elle vise et par menacer l'ensemble des citoyens »

Rafaël Kempf,

Ennemis d'État – Les lois scélérates, des anarchistes aux terroristes

## L'anarchiste, cet « ennemi intérieur »

L'État régalien (Police-Justice-Armée) adapte ses armes répressives à l'évolution des menaces contre la Société dominante qu'il protège.

Après la Grande Peur de la bourgeoisie en 1871, le sang des Communards à peine séché, une loi de mars 1872 interdit l'adhésion à l'Association internationale des travailleurs. Mais les luttes sociales reprennent de l'ampleur, notamment les émeutes ouvrières à Montceau-les-Mines en 1878 et 1882, appuyées par « la Bande noire », organisation syndicale anarchiste d'ouvriers mineurs. La Grande Peur renaît face à la multiplication de groupes et journaux anarchistes, objets de surveillance et d'intimida-

tion des argousins de la rousse. L'agent provocateur Georges Garraud est utilisé par la police et une vaste opération de perquisitions et arrestations est montée pour montrer que la République ne transige pas avec l'Ordre.

Lyon, premier centre d'activités anarchistes en France, est particulièrement visé, c'est là que démarre le 8 janvier 1883 le « Procès des 66 » ou « Procès des anarchistes de Lyon » sous l'inculpation « d'avoir été affiliés à l'AIT, organisation ayant pour but de provoquer la suspension du travail, l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion, et d'avoir ainsi commis un attentat contre la paix publique ». Les accusés lisent une déclaration commune : « L'Histoire est là pour nous apprendre que tous les gouvernements se ressemblent et se valent. Les meilleurs sont les pires. Plus de cynisme chez les uns, plus d'hypocrisie chez les autres ! Les anarchistes se proposent donc d'apprendre au peuple à se passer du gouvernement comme il commence à apprendre à se passer de Dieu ». De lourdes peines de prison sont prononcées, dont 5 ans pour Pierre Kropotkine. Fabreguette, qui dirige le parquet général de Lyon, va par la suite consacrer une grande part de son activité à penser la répression contre les anarchistes.



## État scélérat - Lois scélérates

Le 1er mai 1891, la soldatesque tire sur les ouvriers manifestant pour la journée de 8 heures à Fourmies. Le même jour, trois anarchistes sont victimes d'une « provocation policière qui avait presque transformé en émeute un simple incident », Maurice Garçon, avocat. Au procès, le président Benoit appuie l'avocat général Bulot qui demande la peine capitale pour l'un d'eux, condamné par les jurés à 5 ans de prison. C'est ce qui détermine Ravachol à déposer le 27 mars 1892 une bombe au domicile des deux magistrats : « J'ai voulu faire comprendre à tous ceux qui ont à appliquer les peines, qu'il fallait à l'avenir qu'ils soient plus doux ». Cela enclenche un cycle répression-vengeance-répression, notamment l'engin explosif rempli de clous, de morceaux de zinc et de plomb, lancé dans l'hémicycle de la Chambre des députés par Auguste Vaillant, le 9 décembre 1893. Le gouvernement se saisit de cet événement, qui n'occasionne que quelques blessures,

pour « sauvegarder la cause de l'ordre et celle des libertés » et aussi faire oublier sa déconsidération suite au récent scandale de Panama. Les lois scélérates se succèdent : - Celle du 12 décembre porte sur la liberté de la presse. Le texte, non imprimé, est seulement lu à la tribune. Il modifie la loi du 29 juillet 1881, ajoutant la notion d'apologie de crime qui permet saisies et arrestations préventives : « Qui est le vrai coupable ? C'est le journaliste, car c'est lui qui a conduit le bras », Fabreguette. - Celle du 18 décembre porte sur les associations de malfaiteurs. Elle permet de « poursuivre toute forme d'entente établie dans le but de préparer ou de commettre des attentats contre les personnes et les propriétés ». L'État va pouvoir frapper quiconque est mêlé aux activités anarchistes, même pour une participation anodine et occasionnelle. La délation est encouragée, garantissant l'impunité du mouchard.

- Celle du 28 juillet 1894 utilise l'émotion suscitée le 14 juin par l'assassinat par Sante Caserio du président Sadi Carnot, qui avait refusé la grâce de Ravachol et d'Auguste Vaillant. Répondant aux vœux du juriste Loubat : « Tout individu convaincu d'anarchisme devrait être relégué à perpétuité », elle permet d'envoyer en prison, puis au bagne, tout militant libertaire. La propagande anarchiste ou antimilitariste est interdite. Vont s'ensuivre surveillance policière élargie aux sympathisants, établissement de listes sur tout le territoire, perquisitions, arrestations, procès, condamnations. Abolie le 23 décembre 1992, elle inaugure un système au cœur de nos démocraties, permettant d'exclure de l'action politique les forces risquant de bouleverser la paix sociale, d'établir une démarcation nette entre contestation « légitime », le parlementarisme, et « illégitime », l'action directe.

## Nous sommes tous des malfaiteurs

L'État a fait évoluer l'application de la notion d'association de malfaiteurs en fonction de ses besoins répressifs, jusqu'à l'utilisation actuelle (Bure, Gilets Jaunes). Napoléon l'invente en 1810 : « *C'est un crime contre la paix publique* ». Elle vise des bandes émeutières structurées et hiérarchisées.

Cela ne s'appliquant pas aux anarchistes, en 1893 est mis en avant la notion bien plus large d'entente. Mais l'élément essentiel est de faire évoluer la présomption d'innocence qui ne permettait pas de condamner l'intention. Le 2 février 1981, la loi « Sécurité et liberté » élargit le champ d'application de l'association de malfaiteurs : les soutiens en sont considérés comme des membres actifs, le tribunal correctionnel se substitue aux assises avec jury.

Le 4 août 1981, une autre opportunité est la suppression de la Cour de sûreté de l'État, juridiction d'exception utilisée par De Gaulle contre l'IOAS et les généraux putschistes.

Une partie de ses procédures exceptionnelles passe alors dans le droit commun.

En 1992, le terme « tout groupement » est introduit, considérant que la seule présence ou un échange de mails valent participation. Alors que les délits visés sont ceux punis d'au moins 10 ans, en 2001 la loi élargit aux délits d'au moins 5 ans. Des peines complémentaires sont prévues : interdiction de travailler dans la fonction publique, interdiction de séjour.

Des associations de malfaiteurs « spéciales » se rajoutent à l'arsenal judiciaire : absence de justification de ressources, infractions informatiques... La plus redoutable est l'association de malfaiteurs terroriste adoptée en 1996 : un voyage, la consultation d'un site, un prêt de véhicule, une communication entre deux personnes, peuvent suffire.

Le 13 novembre 2014, sur simple suspicion une seule personne peut être accusée d'association de malfaiteurs !

Cette arme tout-terrain est utilisée à grande échelle contre le mouvement des Gilets Jaunes, par exemple :

4 mises en examen pour « *association de malfaiteurs en vue de commettre des destructions par substance incendiaire* » à Rouen, 2 mises en examen pour « *transport de substances incendiaires* » à Toulon,

8 mises en examen suite à la dénonciation d'un indic pour préparation de cocktails incendiaires à Toulouse,

6 condamnations pour « *complicité de dégradations et avoir un allumé un feu devant le centre des impôts* » à Nîmes,

9 arrestations de « *suspects de destruction de radars, horodateurs, pompes à carburant* » en Haute-Marne.

Cette stratégie est utilisée pour faire peur et dissuader d'agir et de manifester : « *Ceux qui viennent manifester là où de la casse est annoncée sont complices* », Castaner. Paris, 1er mai 2019 : 17 706 contrôles « préventifs », 254 gardes à vue, 38 blessés.

## Totalitarisme nucléocrate

Même si les charges sont finalement abandonnées, interrogatoires, perquisitions, saisies de matériel, filatures, infiltrations servent le travail policier d'« anticipation ». Le cas de Bure est exemplaire : toutes ces données, complétées par l'écoute de 104 000 communications téléphoniques, figurent dans un dossier qui atteint 15 000 pages. Les ACO, « experts » en « analyse criminelle opérationnelle » les utilisent avec le logiciel ANACRIM pour définir des « profils-type » et révéler le réseau permettant de cibler tous les complices. De cinq personnes accusées d'association de malfaiteurs en juin 2018, on en est aujourd'hui à dix : mise en examen, placement sous contrôle judiciaire, interdiction de territoire et d'entrer en contact pour « ne pas nuire à l'enquête ». Ces actes scélérats réduisent fortement les capacités d'action du mouvement contre Cigéo et son monde. Les « malfaiteurs » de Bure en sont parfaitement conscients : « *Si rêver d'une vie libérée des contraintes du capitalisme et de l'État fait de nous des malfaiteurs, des criminels ou des bandits, alors nous en sommes. Si ce qu'on nous reproche ce sont des ententes, des complicités ou des associations, alors nous les revendiquons fièrement. Nous vivons ensemble, tissons des liens et des amitiés, pour contrer le désastre vers lequel court le monde actuel. Nous lisons, écrivons et distribuons des livres, des journaux, des tracts et des brochures, nous participons aux luttes sociales, réfléchissons ensemble à l'état du monde qui nous entoure et à la manière de hâter sa chute. Nous rencontrons d'autres révoltés, construisons nos propres outils de communication et d'organisation, bâtissons des solidarités loin des quotidiens aliénés auxquels nous assignent les démocraties libérales* ».

Élan Noir

Un site : <https://noussoyonsdesmalfaiteurs.noblogs.org/>  
Une émission de *Radio Libertaire* du 27 janvier, avec une « malfaitrice » de Bure :  
<http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>



# SUR LA HAINE DE LA POLICE

## « Tout le monde déteste la police » retour sur un slogan

C'est lors des manifestations du printemps 2016 contre la loi « Travail » que le slogan « *Tout le monde déteste la police* » s'est imposé dans les manifestations, prenant le pas sur le traditionnel « *Police partout, justice nulle part* », qui prévalait depuis deux décennies. Cela n'a rien d'étonnant si l'on songe que ces manifestations ont été le théâtre de deux phénomènes concomitants.

D'une part, elles ont constitué pour les autorités policières une occasion d'expérimenter tous azimuts des pratiques plus ou moins nouvelles (et auxquelles l'actuel mouvement pour les retraites est à son tour confronté) : utilisation de drones survolant les manifestants, harcèlement des cortèges et tentatives de les scinder, nasses, usage massif de nouvelles armes prétendument « non létales » (LBD 40, grenades de désencerclement, etc.). Il s'agissait du coup d'envoi d'une brutalisation des manifestants qui n'avait pas été vue depuis plusieurs décennies et qui allait culminer (mais l'histoire n'est pas finie !) dans la répression du mouvement des Gilets Jaunes trente mois plus tard, avec son cortège d'yeux crevés et de mains arrachées. La banalisation des violences policières a atteint un tel degré qu'aucun habitant des grandes villes faisant ses emplettes un samedi après-midi ne s'étonne plus, désormais, de voir flotter au-dessus du centre-ville un nuage de gaz lacrymogènes.

Mais d'autre part, d'une manière autrement plus réjouissante, ces manifestations du printemps 2016 ont vu la réapparition de cortèges offensifs, dont le signe le plus évident fut l'irruption du « cortège de tête » (celui-là même qui popularisa le fameux slogan), en lieu et place des traditionnels carrés de tête composés de bureaucrates syndicaux. Par l'usage, d'ailleurs prohibé, de divers dispositifs de camouflage du visage, certains de ces manifestants des têtes de cortège signifient depuis lors que l'une des principales tâches du pouvoir policier est désormais d'identifier, à des fins de fichage et de poursuite – il n'est qu'à se rappeler le déploiement de moyens (policiers et judiciaires) mis en place pour retrouver les auteurs d'un banal incendie de voiture de police au printemps 2016 quai de Valmy à Paris. On ne sait d'ailleurs si ce sont les cortèges de tête qui ont suscité cette frénésie d'expérimentation policière ou si le phénomène constituait déjà une réponse à l'intensification de la répression. Toujours est-il que lors des récentes manifestations, on en est parfois venu à compter davantage de personnes dans la tête que dans le corps de la manifestation.



## Anarchisme et hostilité à la police

En septembre 2016, j'avais été convié sur France Culture pour évoquer « La haine de la police ». Comme je l'avais deviné, ce n'était pas pour mes travaux sur la police (sur laquelle je n'avais jamais rien écrit), ni d'ailleurs comme spécialiste de la haine (que je ne pratique pas outre mesure), mais parce que la haine de la police (exprimée par des slogans, mais aussi par des affrontements avec les forces de l'ordre, ainsi que par des agressions voire des meurtres de policiers) était immédiatement associée à l'anarchisme. Il fallait donc demander à un universitaire ayant travaillé sur l'anarchisme d'analyser la haine de la police.

Pourtant, cette association n'a rien d'évident. La priorité des anarchistes n'est pas la disparition de la police, mais, plus globalement, de l'État, du capitalisme et du patriarcat. Il n'y a en outre aucune raison de leur attribuer plus particulièrement des voies de fait, motivées par de la haine envers les policiers. Rappelons-nous par exemple qu'Aragon lança en 1931 son fameux cri « *Descendez les flics / Camarades* » dans un poème intitulé *Front rouge* qui faisait par ailleurs l'éloge de l'Union soviétique de Staline – ce qui ne l'empêcha pas d'être poursuivi pour propagande anarchiste. Et pour passer des paroles aux actes, rappelons-nous encore que celui qui, animé par une haine obsessionnelle des policiers (entre autres!) en assassina deux en juin 2016 à leur domicile dans les Yvelines

n'était ni un anarchiste, ni un stalinien en devenir, mais un militant de Daech qui voyait dans les policiers « la tête de la mécréance » – ce qui n'empêcha pas le premier ministre d'alors Manuel Valls, porte-voix des syndicats de policiers, de faire subtilement le lien avec le « climat anti-flics » entretenu par les opposants à la loi « Travail »...

Il y a encore une raison supplémentaire pour ne pas associer les anarchistes à la haine de la police : c'est que la plupart des morts violentes de policiers sont l'œuvre de policiers eux-mêmes, parfois à raison de plusieurs par semaine. Voilà qui pourrait venir alimenter l'idée que « tout le monde déteste la police, à commencer par les policiers eux-mêmes » pour reprendre une formule apparue peu de temps avant les manifestations du printemps 2016, dans la foulée de la mort de Rémi Fraisse, et qui est l'origine probable du slogan qu'on a évoqué. On n'ira toutefois pas jusqu'à soutenir, comme le suggère le mot provocateur « *Flic suicidé à moitié pardonné* », de plus en plus utilisé à mesure que s'accroît le nombre d'amputés et d'éborgnés par armes « non létales », que de tels actes tiennent au sentiment de culpabilité que ressentiraient les policiers concernés (1). On sait en effet que, pour défendre l'ordre établi (et parfois faire éclore les germes d'un ordre nouveau), les policiers n'en sont pas moins soumis au même management pathogène que les travailleurs qui le contestent.



### La haine de la police, c'est tout naturel

Quoi qu'il en soit, tout cela n'empêche évidemment pas qu'une hostilité à l'institution policière, comme à l'institution carcérale d'ailleurs, soit une composante inaliénable de la tradition anarchiste. Mais être hostile à la police, ce n'est pas être motivé par la fameuse « haine anti-flics » dénoncée depuis quelques années par des syndicats de police qui ne semblent pas voir le lien entre cette haine (réelle ou supposée) dirigée contre les personnes des policiers et l'extension de la brutalisation policière de la population, dans une impunité à peu près générale, au-delà des quartiers de relégation auxquels elle était jusqu'à présent cantonnée.

S'il y a lieu de s'étonner, ce n'est pas tant de l'existence d'une haine de la police que de l'étonnement qu'elle semble susciter. Même un libéral qui voit dans l'État un veilleur de nuit, même un partisan de l'État fort pour qui la violence policière est nécessaire pour contenir les mauvais penchants de l'humanité devrait conclure à la parfaite *naturalité* d'une telle haine. De fait, ceux qui déplorent cette haine de la police sont eux-mêmes embarrassés par cette focalisation sur les sentiments qui sont réputés sous-tendre tel ou tel comportement plus ou moins délictueux – d'où parfois l'idée que cette haine est jouée par des personnes qui finissent par la ressentir, ou encore que quelques irresponsables y excitent. Mais le plus étonnant, c'est que cette haine soit si rarement rapportée au comportement effectif des policiers dans les opérations de maintien de l'ordre, et en particulier à celui des BAC (Brigades anti criminalité) et plus récemment des BRAV-M (Brigades de répression de l'action violente – Motorisées), ou encore à l'utilisation massive des accusations d'outrage et de rébellion, qui ne reposent que sur la parole des policiers, pour inculper à peu près n'importe qui.

### Une haine humaine, trop humaine ?

Mais on peut en venir à se demander si, finalement, ce qui offusque le plus les contempteurs de cette haine de la police, bien plus que l'existence de cette mauvaise passion, ce n'est pas sa profonde humanité. Car haïr, c'est humain. Les animaux ne connaissent pas la haine, mais s'en tiennent le plus souvent à la crainte, que peuvent venir contrebalancer la curiosité et leurs divers appétits. Ce qui peut-être dérange, dans la haine de la police, c'est que ceux qui l'éprouvent et l'expriment ne s'en tiennent pas à ce qu'on attendrait d'eux : la peur de la police. La haine de la police se développe lorsque les cibles de la violence policière sortent de leur rôle de proie terrorisée. Or la haine, on le sait au moins depuis Descartes, suppose déjà un minimum de connaissance, qui passe par le fait qu'une chose nous soit « représentée comme mauvaise ou nuisible » (2), et cette connaissance nous sort de la crainte animale. Haïr, c'est ne plus s'en tenir à la peur, c'est affirmer d'une manière embryonnaire son humanité contre des pratiques de *brutalisation*.

Assurément, cette haine bien humaine est aussi trop humaine, et le passage à la détestation, forme de haine rationnellement motivée, est à l'évidence un progrès – tout autant que le fait que cette détestation porte sur l'institution et non sur ceux qui en sont les représentants. Il n'en reste pas moins que les cris d'orfraie suscités par le simple fait de trouver une institution détestable en disent long sur l'état des libertés publiques dans un pays où les vaches sont désormais sacrées (et leurs retraites protégées).

### Aux marges du droit

Fondamentalement, deux éléments permettent de comprendre ce qu'a de structurel la haine de la police dans nos sociétés libérales. Le premier, c'est que la police agit toujours aux marges du droit. C'est ce que nombre de policiers eux-mêmes reconnaissent lorsqu'ils affirment « faire le sale boulot ». Walter Benjamin l'exprimait déjà dans sa *Critique de la violence* (1921) lorsqu'il évoquait ce qu'avait de particulièrement odieux la violence exercée par la police. Par où il n'entendait pas seulement les brutalités exercées quotidiennement par les forces de police en toute impunité, mais l'activité ordinaire d'une police qui « intervient dans d'innombrables cas où il n'existe aucune situation juridique claire ».

Dans ce contexte, la police ne sert pas seulement à maintenir l'ordre, elle en instaure un en généralisant l'exception, elle est la possibilité toujours présente et bien réelle de l'arbitraire généralisé. Dès lors, dans des sociétés où le rapport à la loi et au droit joue un rôle sans cesse croissant, la haine et le mépris de la police ont quelque chose de structurel, et il n'y a rien d'étonnant si ces sentiments trouvent un si large écho dans la culture populaire (de Brassens au rap), au-delà du fait qu'ils sont d'abord exprimés par ceux qui constituent la cible habituelle de la police (marginaux, classes dangereuses, etc.).



### Une violence délégitimée

Mais le second élément qui vient donner une telle prégnance à la haine de la police, ce sont bien évidemment les violences exercées par les forces de police, violences devenues particulièrement visibles ces derniers mois en France parce qu'elles ont cessé de s'appliquer principalement aux « habitants des quartiers », comme on dit (c'est-à-dire pour l'essentiel à des jeunes hommes issus de l'immigration post-coloniale). Or ces violences sont loin de constituer un simple épiphénomène.

Le sociologue allemand Max Weber définissait l'État comme « ce qui revendique avec succès le monopole de la violence physique légitime ». Tous les termes de cette définition doivent être médités. L'État est le nom que l'on donne au dernier prétendant à l'exercice légitime de la violence, et il possède ce statut parce qu'il est parvenu à monopoliser le droit de contraindre, au cours d'une histoire qui l'a vu évincer ses rivaux. La légitimité qu'il revendique n'a rien d'une conformité à une norme supérieure (même si c'est bien ainsi qu'il l'habille), elle désigne simplement le fait qu'une chose soit *considérée comme légitime*, ce qui pose la question des sources de la légitimation (qui, chez Weber, peuvent être de l'ordre de la tradition, du charisme ou de la raison). La meilleure preuve de ce succès, c'est que le citoyen d'un État moderne,

si réfractaire qu'il soit par ailleurs, ne regardera pas spontanément les violences exercées par une troupe en uniforme de la même manière que celles exercées par une bande de voyous, et il sera tout aussi spontanément enclin à justifier rationnellement l'usage de la violence par la police, et à éprouver un malaise lorsque cette violence lui est retournée. Enfin, pour Weber, cette définition de l'État par son moyen spécifique (la contrainte considérée comme légitime) ne signifie pas que l'institution exerce en permanence une violence, au contraire elle sera d'autant plus légitime qu'elle l'exercera moins. Or précisément, la police, en tant qu'elle est chargée d'exercer la contrainte physique, incarne ce qu'il y a d'explicitement violent dans l'action de l'État, et elle représente de ce fait le moment où cette dernière est constamment menacée de perdre sa légitimité (c'est-à-dire de cesser d'être regardée comme légitime). Cela explique pourquoi les responsables politiques ont autant de réticence à parler de violences policières que Macron à parler de pénibilité du travail. Reconnaître que la police exerce une violence, bien que cela signifie très banalement qu'elle parvient à ses fins en utilisant contrainte physique, menace et intimidation, c'est déjà admettre qu'une partie de l'action de l'État manque de légitimité. D'où ce paradoxe : dans nos sociétés, l'État ne peut revendiquer avec succès le monopole de la violence physique

légitime qu'à la condition que celle-ci ne soit pas perçue comme une violence.

On pourrait être tenté de soutenir que s'en prendre à l'institution policière, c'est se tromper de cible et qu'il vaut mieux s'en prendre à l'ordre qu'elle protège. Il y a néanmoins quelque chose de symptomatique à l'explosion des violences policières et à la détestation dont la police fait désormais l'objet dans de larges secteurs de la population. À travers l'expression d'une détestation généralisée de l'institution policière, se joue aussi une contestation de la légitimité de la violence exercée par l'État, non pas au nom d'une autre violence légitime dont il s'agirait de revendiquer le monopole, mais au nom d'une critique de la violence et de sa généralisation, non seulement comme violence policière, mais encore comme violence judiciaire, institutionnelle, managériale, sociale, sexiste, symbolique ou guerrière. Autrement dit, l'expression d'une haine de la police est la marque d'un moment d'insubordination, où les sources de légitimation de la violence étatique sont affaiblies, à défaut d'être taries. Peut-être ne pourra-t-on bientôt plus soutenir, suivant le mot d'Albert Camus, que notre monde est « composé pour trois quarts de policiers ou d'admirateurs de policiers » ?

Jean-Christophe Angaut

1) L'hypothèse psycho-sociologique contenue dans ce slogan semble avoir échappé aux magistrats qui ont condamné plusieurs manifestants qui l'avaient scandé ou affiché à des peines de prison avec sursis.

2) Des passions de l'âme, art. 56.

# VIOLENCES POLICIÈRES : VIOLENCE D'ÉTAT

Toutes les formes d'organisation étatique sont opprimantes et coercitives, elles ont toujours nécessité, pour assurer leur bonne marche, une ou plusieurs forces à leur service, destinées principalement à contrôler et à réprimer leur peuple – parfois à se contrôler l'une l'autre. Appelées le plus souvent, *forces de l'ordre*, il s'agit, le plus généralement, de la police. De par son essence même, il apparaît donc logique que celle-ci use et abuse de la violence afin d'être en mesure de remplir sa mission. Attachons-nous ici à essayer de bien comprendre, le comment et le pourquoi des forces de l'ordre de l'État français, donc de sa police.

## Trois types de « polices »

Débutons pour un extrait de l'article 12 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : « *La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée.* » Encore une fois, l'on reste perplexe devant un extrait de cette Déclaration pourtant hautement estimable, tellement ces principes se trouvent bafoués et dévoyés.

Il existe, en France, trois types de police : la police nationale (civile et nationale), la gendarmerie nationale (militaire et nationale) et la police municipale ou rurale (civile et territoriale). Les deux premières sont les forces de maintien de l'ordre tandis que la dernière, qui nous intéresse moins ici, est censée être essentiellement dédiée à l'amélioration de la qualité de vie des personnes.

Nous trouvons, dans le Code de déontologie de ces deux premiers types de police, ceci : « *La Police nationale et la Gendarmerie nationale ont pour mission d'assurer la défense des institutions et des intérêts nationaux, le maintien de la paix et de l'ordre public, la protection des personnes et des biens.* » Ce qui, dans la réalité contemporaine, se traduit surtout par : « Les forces de police protègent l'État et sa bourgeoisie afin que ces derniers conservent leurs privilèges au détriment du peuple qui rame pour vivre décemment. » Hormis quelques interventions, somme toute utiles dans la société dans laquelle nous vivons, il est indéniable que la police ne peut qu'exercer la violence afin de remplir ses missions.



## Violence policière ?

Mais, qu'entend-on exactement par violence policière ? Je reprends ici quelques définitions et explications données par le site internet wikipédia :

« La violence policière, ou brutalité policière, caractérise l'action violente conduite par des policiers, dans l'exercice de leurs fonctions, envers d'autres personnes hors du cadre

défini par la loi. On parle de bavure policière dans les cas les plus graves, en particulier dans les cas conduisant à la mort de la personne violentée. Sous le terme de violence policière, on regroupe différents actes d'abus policiers tels que l'abus de surveillance, l'arrestation frauduleuse, l'intimidation, la répression politique, l'abus sexuel. La violence

policière est autorisée dans le cadre de la loi lorsqu'elle est commanditée par le gouvernement dans le but de protéger les citoyens d'actes criminels. Mais, même dans ce cadre, les policiers sont tenus de n'employer la force qu'à des fins légitimes ou pour exécuter des ordres légitimes et ce, proportionnellement au risque couru. »

« Le terme de *violence policière* désigne la perpétration par des policiers en exercice d'actes violents envers d'autres personnes. La définition exacte donne cependant lieu à interprétation. En France, le policier est au sens du droit pénal un *dépositaire de l'autorité publique*.

En effet, dans la plupart des pays disposant d'une police, la loi autorise celle-ci à faire emploi de la force dans certaines situations (arrestations, évasions, flagrants délits, etc.). Il est par conséquent courant de faire la distinction entre violence *légitime*, sous couvert de la loi, et violence *illégitime*, c'est-à-dire

non nécessaire ou exagérée et donc hors du cadre légal. On peut considérer que certains usages légaux de la force constituent effectivement des violences policières ou au contraire défendre le caractère légal afin d'écarter cette qualification pour caractériser l'usage de la force. La barrière entre ce qui constitue l'usage légitime de la violence, dont le monopole revendiqué constitue une définition essentielle de l'État, et son usage illégitime, est donc un enjeu de conflits d'interprétation, quel que soit le système politique que sert la police. »

« En France, une bavure policière est l'emploi par la police de la force hors du cadre défini par le code de déontologie de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale, adopté par un décret du 18 mars 1986 pour la Police et étendu à la Gendarmerie à partir de 2014. Cette notion familière, qui ne correspond juridiquement à aucun chef d'inculpation, renvoie souvent à la notion de *violence policière* dont la *bavure* est l'expression factuelle. D'autres expressions sont parfois utilisées comme « *dérapage policier*, *dérive policière* ou *débordement policier*. »

## C'est l'État qui définit les lignes rouges

Voilà pour la terminologie et la sémantique, mais que faut-il en retenir ? D'abord, un certain flou entretenu sciemment par l'État afin de laisser à la police la plus grande marge de manœuvre possible, même s'il est parfois difficile de faire la différence entre violence légitime et violence illégitime. Mais, nous savons bien que ce sont les fondements même de l'État qui sont la principale source de violence. Ensuite, lorsque l'on gratte un peu, on s'aperçoit que l'État cherche en outre à ne plus considérer comme violent ce qui est pourtant illégal. Un simple contrôle routier ou d'identité, une retenue au commissariat ou à la gendarmerie, une perquisition surprise à 6h du matin, une destruction de serrure ou de porte, une fouille de véhicule, un passage de menottes... sont des actes qui sont très souvent d'une certaine violence, et d'un degré plus ou moins élevé selon les cas, les circonstances et les individus qui les commettent. Pour l'État, ces actes ne sont pas particulièrement brutaux et n'entrent donc pas dans la catégorie des violences policières. On le comprend bien ici : la police est par

essence même, violente, et l'État s'en sert pour s'approprier le monopole de la violence physique qu'il rend ainsi légitime.

**QUE FAIT LA POLICE ?**  
 — milice —  
**ELLE PROTÈGE LES CITOYENS, ELLE**  
 — frappe —  
**LUTTE CONTRE LA DÉLIQUANCE,**  
 — contestation —  
**ELLE MAINTIEN L'ORDRE PUBLIC,**  
 — brise —  
**ELLE VEILLE À L'EXÉCUTION DES LOIS**  
 — protège les puissants —  
**en toute impunité.**

Il nous faut également distinguer deux grands types de violences policières. Le premier, ce sont celles perpétrées en masse, si je puis dire, et directement sous la férule de l'État qui donne ses ordres pour réprimer une manifestation ou pour déloger des opposants la plupart du temps. Il lui faut ensuite légitimer cette violence aux yeux de l'opinion publique afin que celui-ci ne se retourne pas contre lui. On criminalise alors les manifestants ou les opposants en les faisant passer pour des « casseurs » ou pour des « terroristes ».

Le second type de violences policières regroupe celles perpétrées en roue libre, si je puis dire, où les policiers ou gendarmes ont agi sans ordres explicites de leur hiérarchie. On parle souvent dans ces cas-là, de bavures policières. Et dans ces cas-là, l'État trouve toujours le moyen de ne pas les condamner directement, voire même de les justifier, comme s'il souhaitait laisser planer sur la population une certaine menace disant en filigrane : *Attention, cela pourrait aussi vous arriver si vous ne vous tenez pas tranquille !*

## Un baromètre alarmant

Notons à présent un fait plutôt alarmant. Depuis une quinzaine d'années, le nombre de plaintes de particuliers pour manquement de policiers ou gendarmes à la déontologie est en hausse vertigineuse. La Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité (CNDS) qui dénombrait 140 plaintes en 2006 et 185 en 2010 a été remplacée en 2011 par un nouvel organisme, nommé le Défenseur des droits, auquel on attribue moins de pouvoir tout en lui réduisant sa marge de manœuvre. C'est pourtant depuis sa création que le nombre de réclamations s'envolent : 363 réclamations en 2011, 485 en 2012, 570 en 2013, 702 en 2014, 910 en 2015, 1225 en 2016, 1228 en 2017 et 1520 en 2018 ! Qui

a dit que nous ne nous dirigeons pas de plus en plus vers un État autoritaire et policier ? Il n'a jamais existé, en France, de statistiques officielles concernant les violences policières, contre les particuliers j'entends, parce que celles contre les forces de l'ordre sont-elles bien évidemment recensées. Toutefois, depuis 2017, l'IGPN (Inspection Générale de la Police Nationale) réalise un recensement des particuliers blessés ou décédés à l'occasion des missions de police. Celui-ci dénombre, en 2017, 14 décès et une centaine de blessés et, en 2018, 15 décès et 106 blessés. L'Observatoire des libertés publiques recense lui, depuis une quarantaine d'années entre 10 et 15 morts par an,

soit entre 500 et 1000 morts en tout, à la suite d'opérations de police.

Selon l'enquête menée par StreetPress en 2017, sur les 47 morts intervenues durant la période 2007-2017 à la suite d'une intervention policière, plus d'un tiers des procédures (16 sur 47) ont abouti à un classement sans suite, un non-lieu ou un acquittement des fonctionnaires, l'essentiel des dossiers (28) sont encore en cours, trois condamnations ont donné lieu à des peines de prison assorties de sursis et aucune condamnation n'a donné lieu à une peine de prison ferme.

## Violences systémiques et hors la loi

En 2009, Amnesty International évoque le comportement de la police française. Dans un rapport intitulé *France, des policiers au-dessus des lois*, l'organisation affirme que les forces de l'ordre bénéficient d'une certaine impunité et se plaint de « l'existence d'un racisme institutionnalisé au sein des organes chargés de l'application des lois en France ».

En 2010, lors des manifestations contre la réforme des retraites, des témoignages et un constat dénoncent les méthodes de la police française qui aurait reçu l'ordre de se déguiser en « casseurs » afin de faire accuser faussement, et ainsi d'interpeller des manifestants. On tente de cette manière de discréditer ceux qui manifestent en les faisant passer pour de vulgaires délinquants.

Depuis peu, on s'en prend aussi aux journalistes qui couvrent les événements. Pas ceux qui sont à la botte du pouvoir bien sûr, comme Bonne Fouille Merde TV (BFMTV) ou Télé Foutaises 1 (TF1), mais les journal-

istes indépendants ou de la presse militante ou opposante, ceux qui montrent la véritable violence de la police et ses exactions. Ainsi, en couvrant les manifestations des Gilets jaunes entre le 17 novembre 2018 et le 17 mai 2019, 54 journalistes ont été blessés par les forces de l'ordre, dont 12 sérieusement, selon un décompte réalisé par Reporters sans frontières (RSF). Des dizaines de reporters, vidéastes et photographes ont été touchés par des tirs de LBD (Lanceurs de Balles de Défense), y compris au visage, ou ont reçu des coups de matraque et des jets de grenades.

Récemment, au-delà des traditionnelles associations non gouvernementales, telles la Ligue des Droits de l'Homme ou Amnesty International, ce sont jusqu'à l'ONU et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, qui ont condamné l'État français pour l'exercice d'une répression extrêmement violente des manifestations, comprenant un usage excessif et disproportionné de la force. Signalons en-

core qu'un arrêt de la Cour Européenne des Droits de l'Homme du 23 mai 2019, condamne la France pour violation de l'article 2 sur le droit à la vie, à la suite du tir d'un policier sur un délinquant en fuite. Et pour finir, un petit bilan sur le Mouvement des Gilets jaunes : au 5 juillet 2019, le journaliste David Dufresne dénombre, 1 décès, 314 blessures à la tête, 24 éborgnés et 5 mains arrachées. Précisons, avec un brin d'humour toutefois, que les blessures occasionnées par les agents des forces de l'ordre s'étant « dé-foulés » sur les manifestants ne sont pas forcément toutes prises en compte dans les chiffres que nous avons donnés ici.

Au terme de cette évocation des violences policières en France, il apparaît clairement que celles-ci sont la conséquence directe de l'existence même de l'État. Soutenant et protégeant le capitalisme qui, dans sa course folle au profit accroît les inégalités et fait de plus en plus de ravages dans la population, l'État français, pour répondre aux mécontents toujours plus nombreux, augmente obstinément son niveau de répression et d'autoritarisme. La police, violente de par son essence même, et donc, les violences policières, sont par conséquent une nécessité pour la pérennité de l'État.

Il y a quelques années, un haut responsable des forces de l'ordre déclarait : « *C'est nous, l'institution, qui fixons le niveau de violence de départ. Plus la nôtre est haute, plus celle des manifestants l'est aussi.* » Une partie de l'opinion publique étant favorable à une certaine fermeté de la police et même partisane d'une police musclée, les élu.es y voient une opportunité politique très souvent payante électoralement. Il est facile ensuite, pour ces chasseurs de voix, de se dégager de la responsabilité des violences, en faisant porter le chapeau à celles et à ceux qu'elle aura définis comme de « dangereux délinquants », des « casseurs », des « terroristes » ou je ne sais quelles autres élucubrations encore. Le tout, avec la collaboration précieuse des médias complices, qui jettent à la face des téléspectateurs leurs images spectaculaires et putassières de batailles urbaines et de dévastations épouvantables.

Quel que soit le régime politique et économique qu'il applique, il ne peut exister d'État sans oppression, donc, sans violence. C'est pourquoi, nous devons combattre l'État et l'anéantir, pour lui substituer le municipalisme libertaire.

Frédéric Pussé,  
Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste  
Janvier 2020



# VIOLENCES POLICIÈRES FAITS ET MÉFAITS



Alors qu'il a 14 ans, il est arrêté avec ses parents et Eugénie sa sœur aînée âgée de 16 ans, lors de la rafle du Vélodrome d'Hiver en juillet 1942, par un policier, un temps voisin de palier. Maurice Rajsfus est relâché avec sa sœur à la suite d'un ordre aléatoire excluant les enfants juifs français de 14 à 16 ans de la rafle. Ses parents, eux, ne reviendront pas. Depuis lors, il militera dans diverses organisations d'extrême gauche, et ne cessera de documenter les dérives des forces de l'ordre. Président de Ras l'Front de 1991 à 1999, il fonde, en 1994, l'Observatoire des libertés publiques qui relèvera, des années durant, dans son bulletin mensuel *Que fait la police ? les violences et bavures policières*. Historien, journaliste et écrivain, **Maurice Rajsfus** a réalisé une forme d'encyclopédie des violences policières de Mai 68 à 2014, sous formes de fichier. Âgé aujourd'hui de 91 ans, Maurice Rajsfus cherche désormais à transmettre ses archives.

Les forces de l'ordre de l'État français, que certain.es de mes ami.es appellent à juste titre, *les forces du désordre*, sont responsables de nombreux méfaits et d'une répression souvent brutale et disproportionnée. Voyons ici, à travers une évocation forcément non exhaustive, les principaux événements qui se sont déroulés depuis la seconde

guerre mondiale.

Remplaçant le corps des gardiens de la paix publique, la Police nationale française naît le 14 août 1941, sous le régime de Vichy, par un décret signé par le maréchal Pétain, qui enjoint notamment à tous les fonctionnaires de lui prêter serment de fidélité ! Bravo pour le symbole ! Je crois qu'on ne pouvait pas faire mieux ! Évidemment, la police française apporta une précieuse collaboration au III<sup>ème</sup> Reich dans la mise en œuvre de la « solution finale » nazie. En effet car elle s'est elle-même chargée du recensement des Juifs, de leur arrestation et leur rassemblement dans les camps de concentration. En outre, l'Allemagne hitlérienne s'est servie de la police française pour faire régner l'ordre nazi et réprimer ceux qu'elle appelait alors des « terroristes » : gaullistes, francs-maçons, communistes, anarchistes et toutes sortes d'autres résistants.

Le 14 juillet 1953, à Paris, la police tire intentionnellement et sans sommation sur les manifestants du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) algérien, alors que ces derniers, selon les principales sources, se dirigeaient vers leur camion afin d'y déposer pancartes et drapeaux, avant de se disperser. Les Algériens utilisent alors les barrières pour affronter les

policiers. On décomptera 7 morts et une centaine de blessés dont 40 par balles du côté des manifestants, et une quinzaine de blessés, par des armes de fortune dont quelques-uns à l'arme blanche, du côté des forces de l'ordre.

Quelques années plus tard : suite à l'instauration d'un couvre-feu nouvellement appliqué aux seuls Nord-Africains de Paris et de sa banlieue, la fédération de France du FLN (Front de Libération Nationale algérien) appelle à boycotter celui-ci. Pour ce faire, elle organise, le 17 octobre 1961, une grande manifestation pacifique, en interdisant les armes, au cours de laquelle défilèrent, après la nuit tombée, hommes, femmes et enfants. Ces cortèges donneront lieu à des affrontements au cours desquels des policiers, sous les ordres de Maurice Papon (Tiens, tiens !), alors préfet de police de Paris, feront feu. S'ensuit, au-delà de cette nuit déjà sanglante, une répression d'une brutalité féroce, essentiellement perpétrée dans l'enceinte des centres d'internement. Le bilan humain, encore sujet à polémique aujourd'hui, fait état de 38 à 98 morts ainsi que de plus de 100 disparus, du seul côté algérien. Il est établi depuis, qu'il s'agit d'un véritable massacre, doublé, d'exécutions sommaires.

Le 8 février 1962, une manifestation contre l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète) et la guerre d'Algérie, organisée par le PCF (Parti Communiste Français) et d'autres formations de gauche, fut violemment réprimée sur l'ordre exprès du préfet de Police de Paris, le récidiviste Maurice Papon (Tiens, encore lui !), avec l'accord du président Charles de Gaulle. Au moment où le cortège commençait à se disperser, une unité des compagnies spéciales d'intervention se mit à le charger. Pas d'autres issues possibles pour les manifestants que les petites rues latérales, les portes cochères des immeubles ou les bouches du métro Charonne. Dans l'une de celles-ci, plusieurs personnes chutent, sur lesquelles les suivants tombent et s'entassent, matraqués par les policiers qui projettent sur eux des grilles d'arbres, ainsi que des grilles d'aération du métro descendues à cet effet. Mortes étouffées ou de fractures du crâne dues aux coups de matraque, on dénombrera neuf victimes, dont un gamin de 15 ans, assassinées sauvagement par la police. Neuf morts, auxquels s'ajoutent environ 250 blessés.

Mai 68 : Bien que l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre soit resté assez exceptionnel, du moins, pour un mouvement de cette ampleur, on déplore de trop nombreuses exactions commises par ces dernières. Résumons simplement le bilan en disant que les événements ont causé la mort de 7 personnes, dont un jeune de 17 ans, et ont fait environ 2000 blessés, dont 200 graves.

Le 18 octobre 1980, à Marseille, un jeune de 17 ans, Lahouari Ben Mohamed, est abattu d'une balle dans la tête par un CRS lors d'un contrôle de routine.

Le 6 décembre 1986, à Paris, après une manifestation étudiante, Malik Oussekin, qui vient de sortir d'un club de jazz dont il est un habitué, décède après avoir été frappé à mort par deux policiers du peloton des voltigeurs motoportés. Ce sont les sinistres

Robert Pandraud et Charles Pasqua qui ont remis en service ces voltigeurs, binômes de policiers montés sur une moto tout terrain ; l'un conduit, l'autre est armé d'un « bidule », grande matraque de bois dur destinée à faire le vide au passage de la moto. Ils ont pour mission de « nettoyer » les rues après les manifestations en pourchassant les « casseurs ». Ce corps de police sera heureusement dissous à la suite de cette affaire. Selon plusieurs témoignages, trois CRS rouent de coups de pied et de matraque, dans le ventre et dans le dos, Malik Oussekin qui, tombé à terre, leur dit pourtant qu'il n'a rien fait. Le témoin direct de l'agression essaie de venir en aide au jeune homme mais il reçoit, lui aussi, des coups de matraque. Il déclare dès le week-end suivant à la télévision que les policiers « se sont précipités sur le type réfugié au fond et l'ont frappé avec une violence incroyable. Il est tombé, ils ont continué à frapper à coups de matraque et de pied dans le ventre et dans le dos ».

Le 27 octobre 2005, à Clichy-Sous-Bois, Zyed Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans) meurent électrocutés dans un transformateur électrique dans lequel ils s'étaient réfugiés avec leur camarade Muhittin Altun (17 ans) pour échapper à un contrôle de police.

Le 25 octobre 2014, à Gaillac, Rémi Fraisse, un militant écologiste de 21 ans, est tué lors d'un tir de grenades offensives, pendant une manifestation sur le site du barrage de Sivens. L'interdiction définitive de l'usage de ces grenades offensives dans l'exercice du maintien de l'ordre sera d'ailleurs effective suite à la mort du jeune homme.

Le 19 juillet 2016, à Beaumont-sur-Oise, Adama Traoré, 24 ans, est plaqué au sol par trois gendarmes lors de son interpellation. N'opposant pas alors de résistance, il les prévient qu'il a du mal à respirer. Les pompiers le retrouveront à la gendarmerie, gisant sur le sol, attaché par des menottes, face contre terre et ne respirant plus. Il sera déclaré mort par asphyxie.

Le 11 mai 2017, à Sailly, Jérôme Laronze, éleveur de vaches qui a dit non à l'agriculture industrielle, refuse de se soumettre à un contrôle administratif destiné à lui retirer son troupeau et prend la fuite. Il est retrouvé après neuf jours de cavale, le 20 mai 2017, et est abattu comme un criminel, de trois balles, par un gendarme, dans des conditions révoltantes.

Le 3 décembre 2018, le procureur de la République, Xavier Tarabeux, indique à la radio que Zineb Redouane est morte d'« un choc opératoire ». Selon lui, « on ne peut pas établir de lien de cause à effet entre la blessure et le décès ». Une seconde autopsie menée à l'hôpital Mustapha Pacha d'Alger où elle a été rapatriée conclut que le traumatisme facial est « imputable à l'impact d'une projectile non pénétrant [...], pouvant correspondre à une bombe lacrymogène » et qu'il est « directement responsable de la mort par aggravation de l'état antérieur de la défunte ». Le seul tort de Zineb : sa fenêtre était ouverte pendant une manifestation des Gilets Jaunes à Marseille.

Le 22 juin 2019, lors de la fête de la musique à Nantes, une soirée est violemment interrompue et dispersée par la police, qui charge et fait usage de gaz lacrymogènes, malgré l'existence de rapports indiquant la dangerosité d'une telle action. Plusieurs fêtards finissent dans la Loire et Steve Maia Caniço, 24 ans, qui ne savait pas nager, est porté disparu. Il sera retrouvé mort dans la Loire le 29 juillet 2019, cinq semaines plus tard.

2020 ne sera pas en reste : ce dimanche 5 janvier Cédric Chouviat, coursier, père de cinq enfants, meurt à l'hôpital. L'autopsie indique « une manifestation asphyxique avec une fracture du larynx », en clair, il est mort étranglé. Son seul tort, avoir tenté de filmer son propre contrôle par trois policiers.

#### Pas de témoin, pas de crime...

Voilà pour les événements les plus emblématiques ou médiatiques car il en existe des centaines d'autres bien évidemment, tel que les cas de répressions violentes subies par les militants antinucléaires ou les zadistes par exemple, ou des milliers d'autres même, si l'on prend en compte tous ceux passés sous silence ou qui n'ont pas fait l'objet de plaintes ou de réclamations. Combien d'abus d'autorité, d'intimidations, d'arrestations arbitraires, de tabassages, de blessures et d'assassinats dont on ne sait rien ? Et encore combien entre le moment où j'écris ces lignes et le moment où vous les lisez, chers et chères lecteurs et lectrices avisés.es du Monde Libertaire ?

Frédéric Pussé,

Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste  
Janvier 2020



# L'IMMOLATION ET L'ÉTAT

Tous médias confondus ont tendance aujourd'hui à inscrire l'immolation depuis peu dans le cadre du suicide, il ne rentre pas dans les critères "traditionnels", pour autant ce n'est pas un acte "innocent", la plupart des immolations montrent que ce geste d'une extrême violence n'est pas le fait d'un acte culturel ou religieux, mais bien d'un sacrifice à caractère symbolique, c'est exposer au monde son désespoir, seul moyen pour ces femmes et ces hommes de se faire entendre, cela peut sembler paradoxal c'était en quelque sorte un moyen de survie et c'est devenu malheureusement un fait de société. Sa particularité fondamentale est de porter sa propre mort en direct devant un public dans le but d'avoir des témoins, afin d'exposer au monde son désespoir, il peut être interprété comme un acte politique face à la situation instable du système administratif d'un pays. À l'inverse, le suicide tel qu'on l'entend traditionnellement consiste à se supprimer pour des raisons personnelles dans un cadre privé.

La multiplication des cas d'immolations en France, en Italie, en Grèce ou au Tibet montre que le recours à ce geste d'une extrême violence dépasse les cultures et les religions. Même si les significations peuvent diverger.

Nous avons pour exemple celui du jeune tunisien Mohammed Bouazizi, vendeur ambulant de fruits et légumes qui s'est immolé devant la sous-préfecture de Sidi Bouzid le 17 décembre 2010 et qui est mort le 04 janvier 2011 pour protester contre la décision de justice de ne pas lui avoir délivré une autorisation afin de pouvoir exercer son activité légalement.

Son geste a déclenché une révolution qui aboutira à la fin du règne (23 ans) du président Zine el-Abidine Ben Ali et au Printemps arabe. Dans les pays du Maghreb où les immolations sont fréquentes, les autorités religieuses y ont vu un péché et ont décrété que ceux qui se mettraient le feu ne bénéficieraient pas d'un enterrement conforme à la tradition, considérant qu'il appartient à dieu seul de donner et de retirer la vie.

En mars 2011, l'Italie était sous le choc après que deux hommes désespérés par leurs problèmes d'argent ont commis cet acte fou. En Grèce, à Thessalonique, l'image de cet homme, Apostolos Polyzonis de 55 ans se mettant le feu à la sortie d'une banque après avoir demandé, en vain, à l'établissement financier une renégociation de ses remboursements, a fait le tour du monde le 16 septembre 2011, il survivra.

Le 14 juillet 2012 en Israël, Moshé Silman, 57 ans, un militant israélien s'immole, acculé par les dettes et ne recevant pas d'aide de l'État, le ministère du Logement ne lui aurait pas reconnu le droit à une allocation logement, il mourra six jours plus tard ; 4 autres tentatives d'immolation ont eu lieu, le 21 juillet est la dernière en date, toutes pour dénoncer les inégalités sociales accentuées selon eux par les mesures du gouvernement de Benyamin Netanyahu.

Dans l'Hexagone, nous avons des cas depuis de nombreuses années, tous les quinze jours depuis 2011, des immolations ont été recensées dans un lieu public. À l'issue de deux ans d'enquête, le photographe Samuel Bollandorff et la journaliste Olivia Colo, auteurs du webdocumentaire *Le Grand Incendie*, retiendront sept histoires, qui a été diffusé le lundi 16 décembre 2013 sur les sites Internet de FranceTVinfo et Lemonde.fr et un petit livre a été publié dont a été tiré cet extrait :

«L'immolation n'est pas un cri comme les autres. Il s'agit bien d'un acte extrême de contestation politique.



En France, il raconte la quasi disparition de la lutte collective, la fin des solidarités et le délitement du service public.

Nous connaissons les immolations au Vietnam, à Prague, au Tibet, en Inde ou plus récemment en Tunisie pour leur portée révolutionnaire. Lorsque ces actes ont lieu à l'étranger, c'est bien la protestation qui interpelle, là où en France un discours sur la fragilité psychique des individus qui commettent ces actes occulte leur message ».

Le 17 novembre 2010, Jonathan Destin, un élève de 18 ans du lycée Toulouse-Lautrec, à Bordeaux, (victime de harcèlement nldr) tente de se suicider de la même manière en plein cœur de son établissement scolaire. Un an après, il était toujours hospitalisé au sein du service des grands brûlés du CHU de Bordeaux.

Le 17 janvier 2011, un adolescent de 17 ans est admis au service des grands brûlés de l'hôpital de la Conception, à Marseille, après avoir tenté de s'immoler par le feu, la veille, dans son établissement scolaire.

Le 12 mars 2011. Un homme de 45 ans s'était aspergé d'essence et avait mis le feu, à l'accueil de la mairie de Saint-Denis (93). Il a pu être sauvé in extremis par deux agents de médiation qui étaient présents à l'accueil. Ces derniers ont en effet aspergé la victime avec un extincteur. L'homme ne souffre que de brûlures superficielles « au visage et à la main ». Son geste a vraisemblablement été motivé par le refus de sa demande de logement, effectuée un mois auparavant.

En Gironde, le 26 avril 2011, Remy Louvradou, âgé de 57 ans, employé de France Telecom-Orange, s'immole par le feu sur un parking de son ancien lieu de travail, à Mérignac (33), près de Bordeaux. Le salarié avait été très affecté par la période de redéploiement, de suppression d'emploi. Le groupe avait été marqué par une vague de 35 suicides en 2008 et 2009 essentiellement pour des cas de harcèlement au travail. Le 5 août 2011, en Dordogne, une femme de 56 ans est retrouvée morte à son domicile à Sourzac, au lieu-dit La Gravette. Elle s'est immolée par le feu.

Le 13 octobre 2011, Lise Bonnafous, une enseignante de mathématiques de 44 ans s'est immolée dans la cour de son lycée Jean-Moulin à Béziers dans l'Hérault. « Je fais ça pour vous » dira-t-elle, le corps en flamme. Elle mourra le lendemain. À l'origine de son geste un conflit avec ses élèves. Le jour même en Gironde, une retraitée de 77 ans s'était transformée en torche humaine, exprimant sa « lassitude de la vie » et sa « fatigue morale » à s'occuper de son enfant handicapé.

Le 16 octobre 2011, à Talence (Gironde), une femme de 77 ans met fin à ses jours en s'immolant par le feu au pied de la résidence

Fénelon, qu'elle habitait depuis très longtemps. Le voisinage la trouvait « fatiguée et diminuée ». Le même jour, une femme de 61 ans, dépressive, tente de s'immoler par le feu dans son appartement à Aix-les-Bains, en Savoie. La sexagénaire, pour laquelle le pronostic vital est engagé, est transportée au centre des grands brûlés de l'hôpital de Lyon.

Le 26 octobre 2011, une femme de 68 ans tente de s'immoler par le feu devant le palais de l'Élysée après avoir évoqué ses « problèmes de logement » ; une policière a aussitôt éteint le feu.

Le 11 novembre 2011, le corps calciné d'une femme d'une quarantaine d'années est retrouvé dans un bois sur la commune de Lège-Cap-Ferret (Gironde). Elle s'est immolée, après s'être imprégnée le corps d'un liquide inflammable.

Le 15 février 2012, une femme d'une quarantaine d'année en demande de logement a tenté de s'immoler par le feu dans le hall de la mairie de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Hébergée par le 115 dans un hôtel du Val-de-Marne, elle était dans l'attente d'un logement stable. Pronostic vital de cette femme réservé. Selon le communiqué publié par la mairie, la femme a été rapidement secourue par les agents d'accueil et de sécurité et par un habitant. La mairie précise aussi qu'elle « s'était adressée sur un ton violent aux agents d'accueil puis avait commis cet acte ».

De nouveau en Gironde, le 22 février 2012, une femme de 62 ans, habitant Lormont, souffrant de graves problèmes psychiatriques, met également fin à ses jours en s'immolant sur son balcon.

Le 16 avril 2012, une femme de 52 ans s'immole par le feu, chez elle, dans la commune de Borrèze, en Dordogne. Secourue par son mari, elle est transportée dans un état grave à Bordeaux.

Le 13 novembre 2012, à Mouguerre (Pyrénées-Atlantiques), un jeune homme gare sa voiture au niveau d'une sortie de l'autoroute A64 avant de s'asperger d'essence et de s'enflammer. Il décède deux jours plus tard, à Bordeaux.

En 2012, le 29 novembre, à Villars-le-Pau-tel (Haute-Saône), une femme, après s'être versé un bidon d'essence sur le corps, pendant que ses enfants de 11 et 13 ans dorment à l'étage, décède sur place.

Le 8 août 2012 celui d'un infirmier de 51 ans qui a choisi de s'immoler dans les locaux de l'agence CAF du Val Fourré, à Mantes-la-Jolie après avoir appris la baisse du montant de ses allocations familiales. Il mourra de ses blessures quatre jours plus tard à l'Hôpital Saint-Louis à Paris.

Le 13 février 2013, Djamel Chaab, un chômeur de 43 ans en fin de droit ayant annoncé ses intentions quelques jours auparavant et devant rembourser des allocations perçues

s'est immolé par le feu devant son agence Pôle emploi à Nantes et est décédé le même jour.

Le 4 mars 2013, un cadre d'une agence France Telecom de Pau s'est immolé par le feu à son domicile, et est décédé dans la matinée, à la suite de sa mise à pied temporaire pour présomption de fraude.

Le 18 juin 2018. Un homme s'est donné la mort en s'immolant par le feu, à Saint-Denis, (en Seine-Saint-Denis). Transporté en urgence par le SAMU à l'hôpital Saint-Louis, à Paris, il n'a pas survécu. Une bouteille de white-spirit ainsi qu'une lettre expliquant son geste désespéré ont été retrouvées à son domicile. Un différend avec d'autres locataires de son immeuble serait à l'origine de son suicide.

Le 3 décembre 2018. Une femme a été hospitalisée dans un état très préoccupant après s'être immolée. Elle souffre de graves brûlures et son pronostic vital est engagé.

Le vendredi 8 novembre 2019, en passant à l'acte, un étudiant de 22 ans s'est immolé par le feu, il s'est aspergé de liquide inflammable et a mis le feu à ses vêtements, devant un restaurant universitaire de Lyon (Rhône). Ce geste, qu'il a justifié par ses conditions de vie précaires et celle d'autres étudiants, a suscité une vive émotion. Il s'était brûlé sur 90 % du corps. L'étudiant, qui s'est immolé devant le siège du Crous à Lyon, a évoqué dans une lettre ses difficultés financières (voir le ML 1812) – il avait perdu sa bourse en « triplant » sa deuxième année de licence – et dénoncé la précarité dans laquelle sont plongés nombre d'étudiants. A. a laissé un message sur son compte Facebook, relayé après son geste par le syndicat Solidaires de Lyon. Dans ce texte, il explique avoir choisi sciemment le bâtiment du Crous de Lyon : "Je vise un lieu politique, le ministère de l'Enseignement supérieur et par extension le gouvernement." Le jeune homme évoque ensuite la précarité de sa situation et revendique "le salaire étudiant et d'une manière plus générale, le salaire à vie, pour qu'on ne perde pas notre vie à la gagner". Il termine son message en accusant "Macron, Hollande, Sarkozy et l'UE de [l'] avoir tué". "J'accuse aussi Le Pen et les éditorialistes d'avoir créé des peurs plus que secondaires". Des proches d'A. ont lancé une cagnotte de soutien pour l'étudiant en sciences politiques et sa famille. L'acte désespéré d'A. a mis le monde étudiant en émoi. Cinq jours après l'immolation par le feu du jeune homme devant un bâtiment universitaire de Lyon, les étudiants se sont massivement mobilisés à travers toute la France pour soutenir leurs camarades et dénoncer leur précarité.



Comment l'étudiant lyonnais, malgré ce geste radical, est devenu un symbole de la lutte contre la pauvreté ?

Le lundi 25 novembre 2019. Une jeune fille de 18 ans a tenté de s'immoler par le feu dans son lycée de Villemomble (Seine-Saint-Denis), peu après 15 heures. Cette élève se serait rendue dans son établissement en milieu de journée, alors qu'elle ne s'était pas présentée en classe ce jour-là. Elle se serait isolée dans un coin du hall pour s'asperger d'un liquide « inflammable ». Alors que le feu prenait, elle a ensuite couru au premier étage, a appelé à l'aide et s'est jetée depuis une passerelle dans l'atrium de l'établissement. Transférée à l'hôpital dans un état « d'urgence absolue ». Le geste de la lycéenne survient après la tentative d'immolation par le feu, le 8 novembre à Lyon, de A. La défenestration fait penser à ces femmes qui sont soit défenestrées par leur conjoint ou qui se défenestrent afin d'échapper à la violence de ces mêmes conjoints. Symboliquement, par ce double suicide par le feu et par la défenestration, cette jeune fille a cherché à signifier une protestation contre la précarité dans laquelle sont les jeunes ainsi que contre la violence qui est faite aux femmes.

L'immolation par le feu de tous ces exemples fait appel à une symbolique qu'on croyait réservée à des pays connaissant de graves crises politiques ou sociales (Maroc, Tchécoslovaquie, Grèce, Italie, Viêt-Nam, Tibet...). La violence qui se profile dans notre monde occidental est liée à cette politique ultralibérale et violente de la part d'une minorité (les oligarques) qui s'enrichit en sacrifiant ses peuples. Il s'agit pour tou.tes ces sacrifié.es d'une offrande de sa vie comme témoignage, autrefois il y avait la grève de la faim, mais le niveau de sacrifice est monté d'un cran. Notre société n'est plus à l'écoute, il y a un mal être, un mal de vivre, un renfermement sur soi, la seule manière de communiquer est le sensationnel et, dans la gamme actuelle des actes protestataires individuels, l'immolation par le feu reste le plus spectaculaire. Elle touche le corps, c'est une attaque à son intégrité et est perçue comme une transgression. Le phénomène est en nette recrudescence, il suffit de voir les exemples cités plus haut dans l'article. Des politiques ainsi que des journalistes ont tendance à banaliser le phénomène car ceux qui commettent ces actes sont généralement identifiés comme des gens fragiles psy-

chologiquement. Et pourtant leur geste à une portée politique. L'avenir est sombre pour ces jeunes, toute une jeunesse est condamnée au statut de travailleur pauvre qui a un emploi et qui ne s'en tire pas, mais aussi pour le reste de la population, s'insérer dans le marché de l'emploi devient de plus en plus difficile, c'est le parcours du combattant. Les conditions de vie sont dures, ces sacrifié.es se sentent être des victimes innocentes immolées par la société sur l'autel de la souffrance et de l'indifférence, c'est quelque part un symbole qui dénonce cette mondialisation où la place de l'individu n'est plus de mise, seuls comptent le profit et le gain à court terme. La violence de cette politique mondiale donne le sentiment d'un échec cuisant à tou.tes ces sacrifié.es dans ce monde actuel, sacrifié.es dans l'indifférence la plus totale.

Dans ce climat d'instabilité, de violence, d'effacement de soi, de mépris, de cynisme, d'individualisme, d'égoïsme peut-on espérer pouvoir bâtir quelque chose de durable ?

*Juan Chica Ventura*  
du groupe anarchiste Salvador-Seguí

# OPPRESSION

## PAS DE POLICE DANS NOS VIES !

A Rennes, dans la nuit de mercredi (8 janvier) à jeudi (9 janvier 2020), une jeune femme et un jeune homme ont été fauchés par une voiture de police alors qu'ils traversaient un passage piéton. Les policiers de la brigade cynophile conduisaient un véhicule banalisé avec gyrophare allumé sans sirène, en empruntant une double voie réservée aux bus et aux véhicules d'urgence. Le jeune homme est toujours hospitalisé. Quant à Maëva, 21 ans, animatrice périscolaire, elle est décédée dans la matinée du jeudi au CHU. En ce début d'année 2020, Maëva fut la deuxième personne tuée par la police française quelques jours après Cédric, livreur mort étouffé lors de son interpellation à Paris. S'ajoutant ainsi aux violences policières qui s'exercent notamment contre les manifestants opposés à la réforme des retraites ...  
*le 10 janvier 2020*

## PAS DE VEHICULES MOTORISES DANS NOS VIES !

Doit-on rappeler que chaque jour, les véhicules motorisés, quels qu'ils soient (consommant des énergies fossiles ou des énergies renouvelables industrielles, cyclomoteurs électriques par exemple) envahissent nos rues, nos cerveaux et nos bronches ?

- Epouvantable « effet Doppler (1) » dès qu'un véhicule motorisé circule près d'un usager non motorisé !

- Accidents de la route qui peuvent être mortels, dont les causes les plus fréquentes sont l'alcoolémie, la vitesse, la fatigue, la somnolence et la distraction.

- Transports polluants dans les déplacements quotidiens, une des causes majeures du réchauffement climatique.

- Aménagement des voies publiques et urbanisation dans le cadre d'un capitalisme vert donnant priorité financièrement et géographiquement aux véhicules motorisés ; les quelques initiatives locales avec voies partagées entourées de bosquets, étant des-

tinées à mettre une petite touche verte aux paysages des communes concernées !

Il est grand temps qu'il n'y ait plus d'auto-cyclo-moto qui « prennent » la route ! Et c'est dans le cadre d'une lutte anticapitaliste que la population doit se libérer de cette domination de l'auto-cyclo-moto ! Pour une transformation radicale de nos espaces de vie par une Révolution sociale écologique libertaire !

## PAS DE PSY DANS NOS VIES !

Dans de nombreux domaines, on voit et on entend du « psy » ... En France, la psychanalyse est toujours très présente alors qu'elle connaît un déclin dans la plupart des pays. Elle connaît toujours un succès dans les métiers de la « petite-enfance », de l'éducation spécialisée, de la justice, des médias, etc. Dans les domaines de la santé, le « psy » prend plus de place finalement au détriment des connaissances issues des neurosciences, elles-mêmes malheureusement aux mains du monde industrialo-pharmaceutique ! Des alternatives à la psychanalyse peuvent être proposées mais pas du tout ou très mal remboursées : thérapies cognitive-comportementales notamment. Dans tous les cas, tout ce qui est « psy » n'aboutit pas du tout à l'émancipation des individus, relevant ainsi de la « pseudo-science », de la « novlangue » ou de la religion ... « Esprit », « déni », « subconscient », « complexe d'Œdipe », « surmoi », « psychopathe », « pervers narcissique », « refoulement », etc. : Dans nos conversations, dans nos lieux de travail, dans nos lieux d'études, dans tous nos lieux de vie, débarrassons-nous vite de toutes ces balivernes !

Le cerveau humain en particulier et le corps humain en général sont de précieuses ressources pour faire face aux aléas de la vie. On s'en rendrait plus facilement compte si la société était organisée selon les besoins et les capacités de chacun, s'appuyant sur la solidarité et l'entraide, dans le cadre d'un système basé sur l'égalité économique et sociale et la liberté. Pour une transformation radicale de nos modes de vie et de nos modes de pensée par une Révolution sociale écologique libertaire !

## HANDICAP ET MILITANTISME : PAS D'EXCLUSION DANS LES ENGAGEMENTS MILITANTS ! (2)

Les personnes en situation de handicap peuvent se sentir exclues lorsqu'elles souhaitent avoir un engagement militant. « *Les pratiques militantes ne sont pas du tout pensées pour être adaptées à tou-te.s ; inaccessibilité des locaux, mais aussi les formats traditionnels comme les manifestations ou les actions coups de poings* » peuvent provoquer ou accentuer des problèmes de santé chez les personnes en situation de handicap, et demandent énormément d'énergie. L'univers militant est en réalité avant tout validiste, créant de la souffrance, ne prenant pas en compte les différences, « *dans un contexte qui se veut théoriquement militant pour l'égalité* » ; le décalage se ressentant alors encore plus. Les militant.es valides sont en fait très rarement prêt-es à faire des efforts. C'est donc souvent la personne en situation de handicap qui s'épuise à essayer de s'adapter. Par exemple, « *prendre la parole est considéré comme un acte militant indispensable pour les militants validistes* », au point de considérer peu active toute personne militante ayant peu ou pas d'habiletés dans le domaine de l'oralité. « *Face au manque de compréhension et d'adaptabilité, certaines personnes en situation de handicap préfèrent s'engager dans des organisations liées au handicap* ». Mais dans ces organisations, le plus souvent, l'associatif prime sur l'aspect politique : il n'y a pas de remise en question profonde de la société. Or, « *l'oppression rencontrée par les personnes handicapées doit être dénoncée dans le cadre d'une lutte politique anticapitaliste, qui défend tou-te.s les opprimé-e.s, et qui s'inscrit au croisement de toutes les luttes sociales* ».

Liaison LACINAPSE

1) L'effet Doppler, ou effet Doppler-Fizeau, est le décalage de fréquence d'une onde (mécanique, acoustique, électromagnétique ou d'une autre nature) observé entre les mesures à l'émission et à la réception, lorsque la distance entre l'émetteur et le récepteur varie au cours du temps.

2) Cf. phrases écrites à partir d'un article lu dans le webzine « *Les ourses à plumes.info* »

# A-T-ON BIEN VU PIOTR PAVLENSKI ?



J'ai rencontré l'artiste et dissident russe Piotr Pavlenski le 9 décembre dernier. Neuf jours plus tard, il devait donner une conférence à l'université de la Sorbonne pour sa première intervention publique depuis sa condamnation pour avoir mis le feu aux portes de la Banque de France, place de la Bastille, dans son œuvre *Éclairage* (2017). Pavlenski s'était avant cela fait connaître en Russie par des actions radicales sur son propre corps : il s'était cousu les lèvres dans *Suture* (2012) lors du procès des Pussy Riot, s'était cloué les testicules sur les pavés de la Place Rouge dans *Fixation* (2013), avait accompli le geste de Van Gogh, se tranchant un lobe d'oreille, juché sur le mur d'enceinte de l'Institut Serbski (1) de Moscou dans *Séparation* (2014), et avait embrasé les portes de l'ancien bâtiment qui abritait le KGB place Loubianka à Moscou dans *Menace* (2015). Protégé par l'asile politique en France depuis 2017, Pavlenski s'est donc exprimé dans un amphithéâtre de la Sorbonne le 18 décembre 2019 dans un contexte de forte agitation sociale et peu de temps après l'arrestation de Julian Assange, avec lequel le dissident russe entretient une correspondance. Notre rencontre privée et l'intervention publique en Sorbonne ont nourri le portrait ci-dessous.

Il faudrait que la critique d'art n'existe pas et qu'une œuvre, si elle est capable de frapper immédiatement le spectateur, se passe de

commentaire. L'œuvre d'art qu'on discute, même pour la célébrer, a peut-être déjà manqué quelque chose, et la critique s'est piégée elle-même. Parler de l'art sans le corrompre est une gageure.

Il y a un défi plus difficile à relever encore : commenter l'art anarchiste ou du moins certaines tentations anarchistes dans l'art. Je dis *tentation* car, lors de notre rencontre, Pavlenski s'est résolument dressé contre tout étiquetage : « Je ne suis pas anarchiste... Peut-être que je suis plus proche de l'anarchisme que du fascisme, du libéralisme, ou du nationalisme... Oui... Mais je ne suis pas anarchiste ». Quelle attitude plus anarchiste, pourtant, que ce refus des étiquettes et de la réduction identitaire qu'opèrent les prédicateurs ? Pavlenski est Pavlenski et rien d'autre.

Lui coller des étiquettes, c'est cependant ce à quoi ont joué les grands médias français jusqu'à *Éclairage* : tous se sont d'abord émus de l'arrivée en France du « dissident », de « l'artiste », de « l'artiste contestataire ». Lors de la soirée exceptionnelle « Sonnon l'alarme », *Médiapart* a même invité Pavlenski à s'exprimer, tout juste une semaine après son entrée sur le territoire. Une fois le feu mis aux portes de la Banque de France, Pavlenski n'était plus qu'un « artiste russe », qu'un « performeur ». Réprouvé, il me confie avoir eu le sentiment d'avoir été « l'outil d'une propagande libérale », au point qu'on ne parlait

plus du tout de lui de la même façon en France après *Éclairage*, quand on en parlait encore...

Et en effet, la couverture médiatique de cette soirée du 18 décembre 2019, avait été abandonnée à la seule télévision russe et à un journaliste du média financé par le Kremlin *Sputnik.news*, auteur d'un article d'ailleurs honteusement caricatural. C'est que l'œil de Moscou devait certainement tourner devant un amphithéâtre sorbonnard comble et ne tarissant pas d'interrogations lorsqu'il s'agissait de questionner l'artiste sur ses influences, sur sa vision de la politique contemporaine, sur les enjeux du siècle...

Ce mutisme des grands médias, en vérité, dévoile une réussite. Il est le révélateur de la complicité des professionnels de l'information avec la mécanique du pouvoir, de leurs indignations toujours intéressées et reposant sur des logiques géopolitiques. Ce n'était pas Pavlenski que l'on vantait, mais bien la Russie de Poutine que l'on critiquait, cette condamnation dut-elle emprunter le détour d'une œuvre artistique. Sitôt que l'artiste récidiva et changea de cible, les médias tournèrent casaque. « *Éclairage* était en vérité un hommage rendu à la France. La Banque de France, qui a manipulé les communards en 1871 n'a rien à faire place de la Bastille, c'est un symbole révolutionnaire » précise Pavlenski le 18 décembre.

## Changer la dissidence en art

Par ses mises en scène solitaires, Pavlenski répond à une longue tradition de dissidence soviétique. Il fait signe aux Victor Fainberg et Vadim Delaunay, qui n'envisageaient pas non plus à leur époque de gagner la Place Rouge par le nombre. Le 25 août 1968, quand les deux dissidents et leurs six acolytes se rendent sur ce haut lieu du pouvoir soviétique pour clamer leur opposition au Printemps de Prague, il n'est question que d'image, certainement pas de foule ou d'insurrection. Les caméras dépêchées pour l'occasion capturent des paroles inouïes jusqu'alors et des gestes qu'on n'avait jamais vus auparavant dans l'espace public soviétique. Piotr Pavlenski tient fermement à cette filiation : « Je n'invente rien, tous ces gestes que je fais existaient déjà avant moi : se coudre les lèvres, mettre le feu... même se clouer les testicules, c'est une pratique des *zeks*, les prisonniers du Goulag. Anatoli Martchenko l'a décrite (2). Moi, je donne un autre contexte, je fais qu'une pratique qu'on ne voit qu'en prison ou dans des lieux fermés soit rendue visible » explique-t-il en Sorbonne.

La plus grande atteinte au pouvoir consiste ainsi à créer l'exception d'une situation dont ce pouvoir ne saura que faire, à engendrer une anomalie qui échappe aux machineries administrative, judiciaire, pénitentiaire. Il n'y a qu'à constater la risible maladresse des policiers lorsqu'ils s'efforcent de décloquer Pavlenski, ou de le chasser de son perchoir à l'Institut Serbski. Plus cette exception se fait dérisoire, minime, plus la mécanique du pouvoir fait face à ses apories. Tout le sel de l'œuvre de Pavlenski réside ironiquement dans l'effort maximum de réduction de la menace qu'il représente pour le pouvoir. Se flétrir, s'amoindrir, se faire moins que rien, sans qualité : voilà qui explique pourquoi Pavlenski tient tant à apparaître nu dans la plupart de ses performances ; et plus il se fait ridicule, moindre, amputé, cloué, plus on est gauche avec lui, plus il dérange. La dissidence triomphe par la petitesse comme l'avait déjà montré Claude Lefort en reprenant Soljenitsyne et en faisant le portrait du dissident comme celui d'*Un homme en trop*, comme un grain de sable que ne parvient pourtant pas à écraser la machine totalitaire.

Pavlenski raffine ce portrait en y ajoutant une utilisation tout à fait paradoxale et à contre-emploi de son propre corps. Sa mortification, l'atteinte à son endroit deviennent l'homme suprême au corps et à son activité contre le pouvoir. La critique ricoche sur les instances du pouvoir et heurte en second temps tout un peuple russe rendu apathique par la télévision et la propagande nationale débilite. Les performances de Pavlenski referment ainsi cette béance entre l'image d'un homme amoindri, faible, ridicule, et l'exercice que cet homme nu et soustrait à tous les déterminismes fait de sa liberté en *forçant* le pouvoir. Pareille inversion des rapports de domination constitue le mot d'ordre de « l'art politique » (*politicheskoye iskusstvo*) que revendique Piotr Pavlenski, « un type d'art qui fait action dans la mécanique du pouvoir, qui force cette mécanique afin que cette mécanique apparaisse. »

## Si le pouvoir est partout, l'œuvre aussi

Mais de même que l'on n'embrasserait pas pleinement l'art de Pavlenski en le réduisant à un exercice sur le corps, on aurait tort de circonscrire chacune de ses œuvres au moment strict du *happening*. Plutôt, la performance n'est que le coup de feu inaugural, le point de départ d'une œuvre que viendront nourrir la circulation des images dans la presse, l'instruction d'un procès, une enquête médicale ou un séjour en prison. Une à une sont conduites à se démasquer les instances du pouvoir que sont les médias, la justice, le système pénitentiaire, et, plus inattendues encore, la médecine et la psychiatrie.

Aux lecteurs de Michel Foucault il n'apparaîtra pas étonnant que la psychiatrie soit un organe du pouvoir. Dans la « Table ronde sur l'expertise psychiatrique », publiée dans le tome I des *Dits et Écrits* du grand philosophe, se trouve rappelée l'ambition de l'expertise psychiatrique de s'imposer à la pratique pénale autour des années 1830, ambition réalisée en 1838, au moment où la psychiatrie obtient le droit de faire interner un patient reconnu dangereux. Dès 1832, le psychiatre avait également gagné le droit d'influer sur la forme de la peine retenue à la fin du procès, une fois acquise cette idée « qu'au fond de tout crime il y avait un peu de folie ».

Reste que Pavlenski donne à voir d'une façon tout à fait éloquente la collusion des institutions psychiatriques et pénales quand il s'agit de solidifier l'édifice disciplinaire du pouvoir. Fainberg avait été interné, Pavlenski est examiné. Il subit en effet plusieurs examens psychiatriques après ses performances, notamment en France après *Éclairage*. Or, le jour de l'interrogatoire, l'aveu n'était pas du côté de l'artiste. Il déchirait plutôt la bouche de l'enquêteur, comme aveu d'impuissance d'un pouvoir dépassé : « puisque nous ne pouvons les comprendre, c'est qu'ils sont fous ; puisqu'ils ne partagent pas notre régime de rationalité, ont-ils un avenir hors du confinement, de la relégation, de l'internement ? »

## De l'artiste politique au spectateur émancipé

Dans son entreprise d'élaboration conceptuelle, Piotr Pavlenski oppose l'art politique à l'art décoratif (*dekorativnoye iskusstvo*), forme d'art dominante dans l'histoire humaine mais à la portée critique très faible. L'art décoratif, en se cantonnant à maquiller le réel, place l'œuvre artistique entre l'œil du spectateur et la réalité de la domination. Il est le lieu de la propagande et l'action de l'artiste soumis au pouvoir, esclave et instrument de celui-ci.

Quatre années avant la première œuvre notable de Pavlenski, Jacques Rancière avait, dans *Le Spectateur émancipé*, déjà fait la

fortune de l'expression « art politique ». Si le sens de la locution diffère dans ces deux usages, reste que l'analyse de Rancière donne des clés de lecture intéressantes des œuvres de Pavlenski. Le philosophe distingue trois régimes historiques de l'efficacité politique de l'art, trois façons différentes, pour l'art, d'entrer en politique. Le premier de ces régimes, celui de la « médiation représentative », est le plus évident : il est le régime de la métaphore et repose sur l'hypothèse tacite qu'il faut raconter le mal par les mots, le faire voir sur une scène de théâtre ou sur un écran de cinéma pour le conjurer. Ainsi Tartuffe ridiculise-t-il tous les faux dévots,

ainsi les gendarmes de Genet et le Ubu de Jarry font-ils voir l'obscénité d'un certain pouvoir. Il n'y a là que des représentations d'un mal en actes, il a un nom, il a une adresse (Tartuffe, les gendarmes, Ubu...). Le second régime de l'efficacité politique de l'art, celui de l'« immédiateté éthique », triomphe dans la *Lettre sur les spectacles* de Rousseau et fonde aujourd'hui les formes d'art politique participatif. Selon ce régime, il faut investir le spectateur dans le processus artistique, qu'il monte sur scène, et qu'il informe lui aussi l'œuvre en train de se faire.

L'art de Pavlenski s'épanouit dans le troisième



régime, le « régime esthétique ». Il n'y est plus question ni de représentation, ni de collaboration avec le spectateur. Dans ce régime se trouve suspendu tout rapport direct entre la production des formes de l'art et la production d'un effet déterminé sur un public déterminé. L'œuvre ne s'adresse plus à aucun public et doit apparaître dans la gratuité la plus pure ; c'est un art qui fait se manifester, plutôt qu'il ne montre ; un art qui ne touche plus aux symboles ; qui se contente de présenter une forme esthétique la plus ouverte possible et de l'offrir au spectateur.

Le régime esthétique de l'art tient sa fonction éminemment politique de cette indétermination, de cette « vacance » du sens de l'œuvre que doit remplir l'activité critique du spectateur. Or, la politique, au sens où Rancière l'entend c'est-à-dire dans son sens le plus noble, procède, elle aussi, d'une ouverture de sens, rompant « l'évidence sensible de l'ordre naturel qui destine les individus ou les groupes ». La politique c'est l'ouverture de la possibilité d'habiter un monde commun, contre la « police », qui est la nomination, l'enfermement dans une identité, qui est ce qui destine, qui assigne et qui s'assure que chaque chose soit à sa place. Si une performance de Pavlenski n'est pas un objet d'art, tant s'en faut, elle n'est pas plus un sujet d'art au sens où l'actant s'y anéan-

tit pour mieux agir. Ce qui fait art politique chez Pavlenski c'est cette éclatante manifestation de la mécanique du pouvoir, dévoilée telle quelle, sans « médiation représentative » et dans sa forme la plus crue, dans sa nudité, sa cruauté, sa bêtise et sa vulgarité. Il suffit par exemple de lire les entretiens que renferment l'ouvrage *Le Cas Pavlenski*, entretiens où se confrontent l'artiste et le portefaix chargé d'instruire le dossier d'enquête qui suit *Liberté* (2014) pour se convaincre de cette bêtise et de cette vulgarité, derrière lesquelles transparissent les traits de Père Ubu.

La main tendue empoisonnée du pouvoir occidental, Pavlenski n'en a pas voulue. Mieux, il l'a balayée d'un revers de sa propre main en incendiant les portes de la Banque de France. Aussi, la question de la soutenabilité d'une telle attitude est-elle d'importance : peut-on toute sa vie vivre « contre » ? Quel idéal politique et quel modèle de cité dériver d'un tel comportement, si radicalement contestataire ? Peut-on, au juste, échapper au pouvoir ?

Quand je lui demande s'il est possible de se soustraire au marché et s'il ne craint pas de voir un jour écouler des stocks de tee-shirts à son effigie, de devenir bête de foire ou phénomène pop comme le sont devenus la

figure de Che Guevara où le récit de Chuck Palahniuk *Fight Club*, Pavlenski me répond qu'il s'en moque et qu'après tout, libre à l'heureux malin qui aura trouvé la combine de vivre sa vie en escroc, ce n'est pas son problème. Le ferment d'une organisation civile se situe peut-être là : dans la conviction que, face au pouvoir, concéder parfois n'est pas céder pour autant, tant qu'on s'efforce toujours de se battre pour se « défendre soi-même » (*zashchishchat'sya*). L'effort est infini, certes, mais il est la voie d'accès à un stoïcisme d'un nouveau genre, un stoïcisme qui assume de changer l'ordre du monde et qui devait bien inspirer cet homme inflexible cloué au sol sur la Place Rouge, cet homme impavide du haut des murailles de l'Institut Serbski, faisant la nique au pouvoir absolu en même temps qu'il se mutilait.

Kefir Kibaltchitch

1) Institut Serbski : Institut de « psychiatrie légale », instrument de persécution souvent utilisé par les autorités soviétiques qui avaient fait de la dissidence une maladie mentale. (nldr)

2) *Mon Témoignage, les camps en URSS après Staline*, Anatoli Martchenko Paris, éditions du seuil (nldr)

# MAKE ANARCHISM GREAT AGAIN

Quitter la France pour de longs mois, alors que la pénurie de mazout pointe le bout de son bec, que les syndicats sont déter', que les transports sont à terre et que Castaner est toujours debout, quelle folie ! Vraiment, partir, c'est pourrir (au mieux) – pensais-je en crevant le plafond de mon bilan carbone à bord d'un coucou vers l'*America Great Again* de Trump. Cependant, et même si, ici non plus, y en a pas un sur cent, l'anarchie a quelques beaux restes dans le coin.

Dans un numéro sur les résistances et représentées, il n'est pas absurde de dire un mot de la récente *Noise Demonstration* de New York : le 31 janvier, à l'appel de l'*Anarchist Black Cross*, avait lieu un rassemblement au pied de la zonzon locale, le *Metropolitan Correctional Center*, un sacré dégueulis de béton qui mérite le nom caressant de « Guantanamo de New York ». Avec ses 800 détenu.e.s pour une capacité de 450, rendu.e.s barges par des conditions de détention sans nom, ladite taule se hausse au top des dispositifs barbares d'un pays qui concentre à lui seul 25% de la population carcérale (connue) de la planète. Devant ce monument grotesque de majesté et pitoyable d'inhumanité comme seuls les cerveaux autoritaires savent en produire, une centaine de tonitruant.e.s énergumènes de noir vêtu.e.s fêtaient le nouvel an en s'agitant, avec casseroles et fumigènes, tambours, pétards et fusées, interagissant ainsi avec les dépossédé.e.s qui répliquaient derrière leurs barreaux par des signaux lumineux. Un manifeste anti-carcéral entonné d'une seule voix par cette troupe solidaire enveloppa enfin la scène ; puis les mots "*You are not alone*", scandés à l'unisson jusqu'à plus soif, débordèrent sur les avenues alentour, par-delà les bagnoles de cognes et l'inferral tribunal faisant l'angle. Rejaillissant et se répercutant sur les vitres des gratte-ciels, ces mots d'espoir formèrent un dense écho dont on pouvait croire qu'il ne finirait jamais de gronder... Il y flotta donc un drapeau vagabond de la Fédération Anarchiste, ravi de mettre pour une fois en pratique l'estampille « IFA » qui l'orne en coin car, en même temps que les prisons, « mur par mur, pierre par pierre », nous détruirons toutes les frontières !

L'anarchie par ici a donc de beaux restes, mais elle a aussi une histoire – que la fière Europe tend trop facilement à éclipser. Je ne reviendrai pas ici sur les communautés libres du premier XIX<sup>ème</sup> siècle, qui virent dans ces étendues soi-disant inhabitées – et rendues presque telles à grands coups de pratiques génocidaires – un horizon des possibles infiniment ouvert, ni sur les grandes figures de l'anarchisme états-unien, dont je remarquerai seulement à quel point il fut cos-

mopolite et internationaliste, féminin et féministe, ostracisé et antiraciste, ainsi que l'illustrent les trajectoires de l'Italien Luigi Galleani, des Juifs lituaniens Emma Goldman et Alexander Berkman, de l'émigré allemand Johann Most ou de la fille d'esclave virginienne Lucy Parsons. Les années 1880-1920, que l'on connaît surtout pour leurs grèves, leurs attentats et leurs *rallies* géants, sont moins familières du point de vue de la répression, et c'est précisément de cela que je compte dire quelques mots.

La célèbre affaire du Haymarket Square, qui donna naissance aux célébrations du 1<sup>er</sup> mai, demeure un point de départ incontestable. Après avoir pendu les anarchistes George Engel, Adolph Fischer, Albert Parsons et August Spies, conduits à l'échafaud en entonnant la *Marseillaise*, l'État intensifia sa politique anti-anarchiste. Déjà, on agitait le torchon sanglant du *Red Scare*, du « péril rouge ». En 1892, Alexander Berkman tenta d'assassiner Henry Clay Frick, créateur du géant industriel *U. S. Steel* et prêt à briser les grèves de ses ouvriers par les moyens les plus meurtriers. Le directeur du FBI d'alors, J. Edgar Hoover, écrivit à cette occasion : « Emma Goldman et Alexander Berkman sont, sans aucun doute, deux des anarchistes les plus dangereux de ce pays, et leur retour dans la société provoquera des dommages exorbitants ». Berkman fut jeté au trou immédiatement, et pour dix-huit ans ; Goldman connut aussi la prison à plusieurs reprises au cours des années suivantes.

Pendant ce temps, l'État perfectionnait ses mesquins dispositifs de surveillance, depuis le contrôle des empreintes digitales jusqu'aux procédés de bertillonnage – identification biométrique par photographie d'identité judiciaire. En même temps, il déployait tout l'arsenal du droit existant pour lutter contre le venin anarchiste. Et, vu que ces oiseaux-là venaient souvent de l'étranger, jetés sur les routes par leur propre flicaille, la première arme de l'État restait le droit de l'immigration. Dans une caricature de 1919, "*Put them out and keep them out!*", on voit ainsi un rouge (en l'occurrence identifié comme bolchevik, mais au diable la finesse dans la propagande !) brandir le flambeau de « l'anarchie » en s'infiltrant subrepticement sur la terre américaine pour y bouter le feu.

C'est d'ailleurs Emma Goldman elle-même qui inaugura, dans l'histoire du droit états-unien, le dispositif de « dénaturalisation » politique. La justice se creusait le crâne chauve depuis des années sur son cas, puisque cette anar avait obtenu la nationalité au moment de son mariage avec Jacob Kerschner, Juif russe lui-même naturalisé. Un

parfait petit stratagème fut alors pondu : on prouva que celui-ci avait menti sur quelques détails de sa vie au moment de sa propre naturalisation, ce qui suffisait à l'annuler, et à dénaturer du même coup la gênante libertaire ! Celle-ci vécut dès lors dans la crainte quotidienne d'une expulsion, qui intervint en 1919, lorsque les États-Unis décidèrent à s'en débarrasser en la refilant aux Soviétiques – qui n'en voulurent pas davantage...

Niveau répression, la situation se durcit après l'assassinat en 1901 du président des États-Unis William McKinley par un anarchiste – faisant écho à celui de Sadi Carnot en 1894, de l'impératrice Élisabeth d'Autriche à Genève en 1898, du roi d'Italie Umberto I<sup>er</sup> en 1900... drôlement à la mode, le régicide ! C'est ainsi qu'en 1903 fut passé l'*Immigration Act*, qui interdisait l'entrée du territoire états-unien aux anarchistes. Tout bonnement. Celles et ceux qui étaient passé.e.s entre les mailles de ce filet anti-anar dans les décennies précédentes s'insurgèrent : et le premier amendement, la liberté de parole, tout ça, c'est pour les clébardes ? La justice, pas folle, trancha : l'auto-préservation de l'État prime sur toute autre considération.

Les années qui suivirent présentent l'aspect d'une sordide descente aux Enfers du droit. Les idées anarchistes devenaient illégales en elles-mêmes, leur propagande et leur enseignement qualifiés de *federal crime*. Pendant ce temps, la police de New York se dotait d'une *anarchist squad*, tandis que l'on devisait dans les basses sphères de l'État d'un projet de déportation aux Philippines de tous les empêcheurs-de-gouverner-en-rond, ascendant poseurs de bombes. Un pas fut franchi en 1917 : en pleine guerre, alors que l'armée ne se contentait pas de « tendre la main » pour recruter, mais levait massivement de la chair à tranchées par conscription, Goldman et Berkman eurent la bonne idée de s'y opposer en fondant la *No Conscription League*. Cette action tomba sous le coup de l'*Espionage Act* de juin 1917, qui interdisait (sous peine de \$10 000 d'amende et jusqu'à 20 ans de prison) toute manifestation d'hostilité à la guerre ou tentative d'obstruction aux levées de troupes. *Fun fact!* C'est cette même loi qui permit aux États-Unis d'attaquer Julian Assange, Edward Snowden, ou encore les célèbres époux Rosenberg exécutés en 1953... Le *Sabotage Act* de 1918 accrut encore la portée de ces dispositions en rendant illégale toute expression publique d'opposition à la guerre et de critique du gouvernement ou du président. Jamais deux sans trois : en 1918, le *Sedition Act* fut la cerise sur le gâteau liberticide, en proscrivant tout langage déloyal, scandaleux ou injurieux envers le gouverne-

ment, la Constitution, l'uniforme ou le drapeau des États-Unis ! Autant d'extravagances juridico-policières qui accablèrent tout de même plus de deux mille personnes...

Le 16 octobre 1918, enfin, l'État policier revint à ses vieilles amours, en durcissant l'*Immigration Act* dans un sens visant explicitement les anarchistes. Je le cite, ça vaut son pesant de cacahuètes étatiques :

« Les étrangers anarchistes ; les étrangers qui prônent ou professent le renversement par la force ou la violence du Gouvernement des États-Unis ou de toute forme de légalité ; les étrangers qui nient ou refusent tout gouvernement organisé ; les étrangers qui prônent ou professent l'assassinat des personnalités publiques ; les étrangers qui prônent ou professent la destruction illégale de la propriété [...] seront interdits d'entrée aux États-Unis.

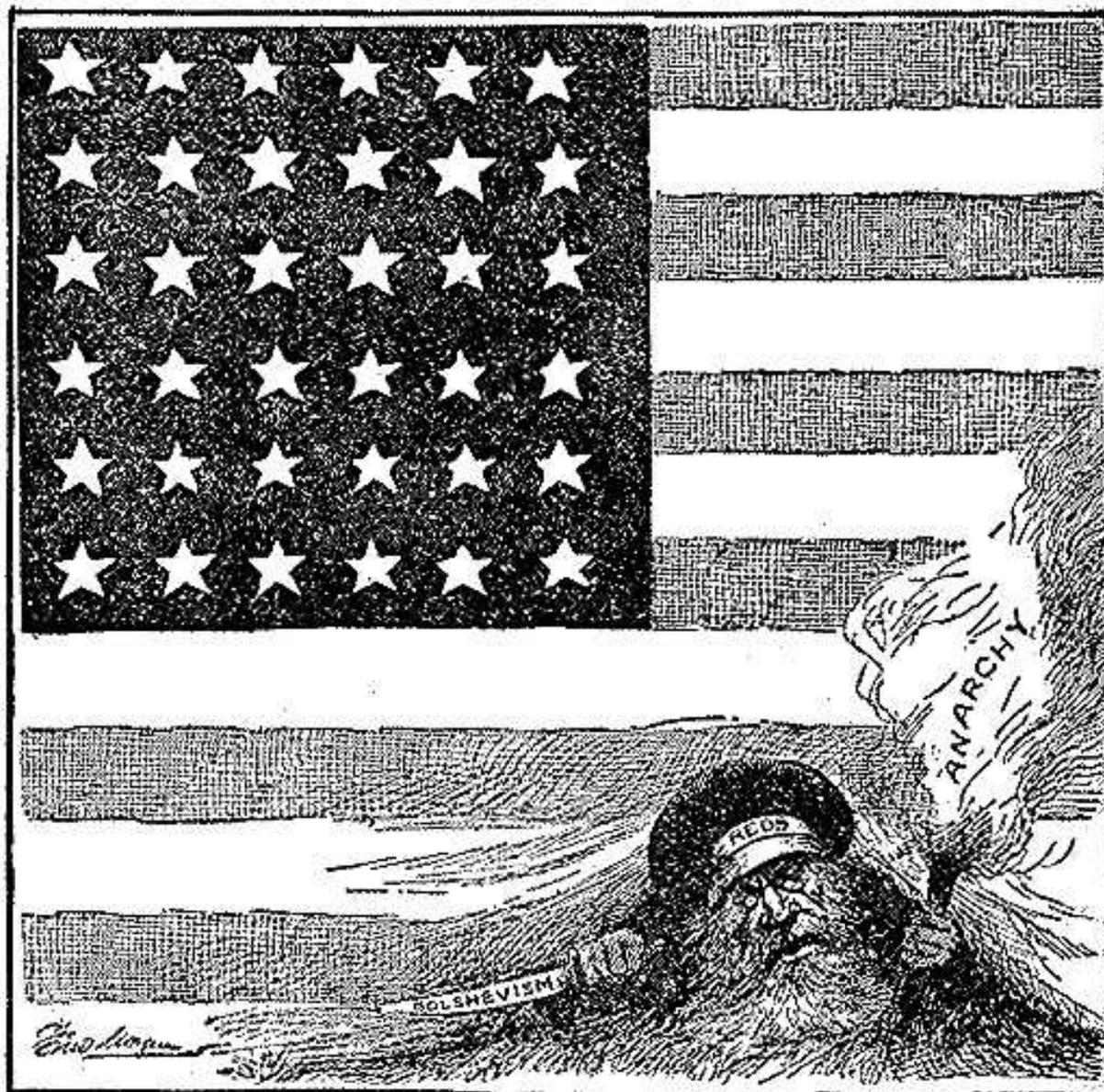
Tout étranger dont il sera établi, quelle que soit la date de son entrée aux États-Unis, qu'il était au moment de son entrée, ou est devenu depuis lors, un membre de l'une des catégories d'étrangers énumérées [...] sera placé en détention et déporté ».

Que faire de tout cela aujourd'hui, au-delà du constat que ces dispositions désormais supprimées persistent malgré tout dans le fait qu'un anarchiste ne peut pas devenir un citoyen des États-Unis ? Deux pistes. Tout d'abord, repenser aux dispositifs de résistance mis en place à l'époque, depuis la transformation des salles d'audience en véritables tribunes libertaires, jusqu'à l'instauration de caisses de défense judiciaires ainsi que d'un réseau d'organisations (comme la *League for the Amnesty of Political Prisoners*) et d'avocats militants – à l'instar d'Harry Weinberger, défenseur des prostituées, des objecteurs de conscience, des syndicalistes,

des anarchistes... de tou.te.s les oublié.e.s du premier amendement en somme ! Ensuite et enfin, observer les parallèles évidents entre l'arsenal juridique déployé avec les lois scélérates de 1893-1894 et ce droit pénal états-unien. Si le capital et ses Empires se moquent des frontières, la répression elle aussi se joue à une échelle transnationale, faisant circuler ses outils et ses logiques aux quatre coins du globe. Face à ces ombres lugubres et tentaculaires, la lutte sera internationaliste ou pourra sur pied.

Vera Ščukina  
Groupe La Révolte (Paris)

## PUT THEM OUT AND KEEP THEM OUT!



# RETOUR DU ROJAVA :

## I. CHOSES VUES, MAI-JUIN 2019

*Longtemps, la résistance kurde a présenté un visage si stalinien qu'elle repoussait toute velléité de solidarité. Sa victoire à Kobané contre Daesh a changé la donne. On ne parlait plus de résistance, mais de révolution. Et de révolution féministe. Sans tortures, sans exécutions, sans massacres. Nestor Potkine a voulu aller y voir. Voici le premier de trois articles sur son séjour en mai et juin 2019 au Rojava.*

D'abord, y aller. Pas de vol direct CDG/Révolution ! Car pas d'aéroport au Rojava. Enfin, si, un, à Qamishlo. Contrôlé par Assad. Y atterrir pour passer au Rojava revient à s'offrir un séjour gratuit de dix ans de prison. Par la Turquie, alors ? Il faut courir entre les balles. Par l'Iran, idem. Reste le KRG, Gouvernement régional du Kurdistan, vaste tranche de l'Irak, indépendant *de facto*, si pas *de jure*. Barzani, son dictateur ethno-clientéliste, est kurde, donc un peu obligé de ne pas étouffer le Rojava, et de laisser ouvert un, oui un seul, poste-frontière avec la "Fédération démocratique du Nord et de l'Est de la Syrie", notre Rojava.

Raphaël Lebrujah, auteur de l'excellent *Comprendre le Rojava dans la guerre civile syrienne*, et moi arrivons à Suleymanyé, ville du KRG, début mai. J'ai très peur lorsque, pour la carte de séjour irakienne, on nous envoie dans le bureau de l'« Intelligence Unit » où une espèce de tueur, un crâne rasé aux yeux de psychopathe, semble dire : « Encore un peu de gégène ? ». Mike Tyson avec le regard d'Hannibal Lecter. En vrai. Miracle, nous ressortons du bureau vivants. Deuxième miracle, le poste frontière du KRG nous laissera passer au Rojava.

Vous avez vu beaucoup de postes-frontières avec des roses, vous ? Le poste-frontière, du côté Rojava, est décoré de rosiers ! Du pain et des roses... Nous nous croyons attendus. Pas du tout. On nous interroge. J'ai passé bien des frontières, certaines dans des circonstances incertaines. Être libéré au bout d'à peine trois ou quatre questions me change de mes habitudes. Permis de séjour ? « Oh, allez le chercher à Aïn Issa (une ville à 150 km de là) ».

Pas trop dictatoriales, les forces de sécurité du Rojava !

Lebrujah juge Aïn Issa trop dangereuse (dijihadistes cachés mais armés) pour le sexagénaire que je suis. Nous irons à Amouda, beaucoup plus calme, à côté de Qamishlo. Presque aucune signalisation sur les routes truffées de nids de poules, le long de champs de blé, au milieu desquels battent les pompes à balanciers des puits de pétrole. À chaque fois que le conducteur double un

Arabe, reconnaissable à ses vêtements, il éructe : « Daesh ! Daesh ! », le seul raciste que j'ai rencontré au Rojava. Révolutionnaires ou non, je n'ai entendu qu'approbation pour l'apologue de Mme Amira : « - Mon modèle, c'est Adam. - Hein ?

Oui, Adam : ni Kurde, ni Arabe, ni Juif, ni Russe ni Américain. Humain. Juste humain. »

Dans le bureau d'Amouda pour notre permis de séjour, nous voyons, sidérés, le responsable enguirlander son collègue d'Aïn Issa au téléphone et signer sur-le-champ notre permis, histoire de prouver son indépendance. Une fois ce permis-là expiré, Telvin, la dame kurde qui enseignait gratis le kurmanji à Lebrujah en rédigea un ! Imaginons en France Paulette Dupont enseignant le français à Abdullah Al-Siriani, certifiant la chose par écrit, ledit écrit servant plus ou moins de permis de séjour à Abdullah. Si ça ne s'appelle pas de la décentralisation...

Après quelques péripéties, nous louons (75 euros/mois) une maisonnette. *Digression* : les cailloux, ça ne saute pas. Donc, si un caillou saute, il s'agit d'une grenouille. Au Rojava, si une grenouille n'a pas l'air d'un caillou, elle finit en dîner de prédateur. Notre maison est en brique de terre séchée couleur de cailloux. Dans la courette poussent trois sarments de vigne grimpant sur une treille, quelques pieds de menthe, un arbre aux feuilles en fin croissant de lune, et deux autres arbustes. Sur le sol, des cailloux qui sautent : d'adorables petites grenouilles, qui font hop et plop dans la cour, sautent de la treille aux pierres de la cour et vice-versa.

Devant la maisonnette, un grand gymnase. Derrière le gymnase, un très grand terrain vague. Au bout du terrain vague, une caserne. Le terrain vague sert à dégommer l'éventuel camion-suicide de djihadistes. A propos de camions, chaque nuit, une noria d'énormes 36 tonnes. Pas le jour, la nuit ; mais toute la nuit. Je m'approche. On creuse des tunnels, en cas d'attaque turque car le Rojava, plat, est sous des montagnes contrôlées par l'armée turque : indéfendable. Partout ailleurs au Moyen-Orient, examiner une installation militaire serait une seconde façon de s'offrir dix ans de prison, avec, comme animation,

des séances très électriques.

Dans les rues, un constant martèlement : le Rojava a un peu de pétrole, mais plus de grande centrale électrique, d'où l'usage d'antiques générateurs diesel. Les coupures sont quotidiennes. En général de 3h du matin à 10h, quand il ne fait pas encore 40° à l'ombre. Puis un jour le silence : un barrage a été remis en service.

Place de la Femme libre, une statue, maladroite mais très grande, d'une, oups, femme. Pas voilée, tenant une torche du même geste que la Statue de la Liberté. Combien de temps restera-t-elle debout en ces jours de « patrouilles » de l'armée du très islamiste Erdogan en 2020 ? Un tir d'obus est si vite arrivé...

Kawa, notre propriétaire, admire Öcalan mais regarde la télévision barzaniste, bien plus distrayante que la télévision du Rojava, à l'esthétique brejnévienne. Il a quatre enfants, il en veut dix. « Dix bons combattants pour le Rojava ! » Il ne nous rapporte pas l'opinion de sa femme sur le sujet.

Deux commerçants, amoureux de Lebrujah (sa blondeur ravage la ville), nous supplient de venir boire un chaï. Ils aiment Marine Le Pen et méprisent les Gilets jaunes.

Des yeux bleus qui pourraient remplacer un phare sur une falaise, des muscles en veux-tu en voilà : je découvre Ajar, ahurissant de virilité et en train de... vendre des sucreries. Flairant la bonne photo, j'entre lui demander une interview. Grand-père a fui un énième génocide turc, d'où l'installation de la famille à Amouda. Sous Assad, Ajar a dû passer un an et demi à l'armée du régime, puis a réussi à désertier et à s'engager dans les YPG, les troupes kurdes mixtes du Rojava. Pourquoi ? « Parce que je suis kurde. » (*pas bavard, le Ajar*). 5 ans dans les YPG. En face, le régime ou Daesh.

Question : « Qu'est-ce qui t'es arrivé de la plus beau, dans ta vie ? »

Réponse : « Vu la situation, il n'y a rien de beau dans cette vie. »

*Pas bavard, le Ajar.*

Conversation avec un célibataire de 40 ans qui tient une école d'anglais :

« Pourquoi y a-t-il marqué « Ofis » à la place de « office » à l'entrée de ton bureau, c'est une grosse faute d'orthographe !? »

- Oh, le gars qui a fait la plaque voulait utiliser un mot kurde.

Mais bon, en kurde aussi, c'est une grosse faute d'orthographe... Il n'y a pas grand monde qui sache écrire en kurde... »

Plus tard :

« Que penses-tu de la révolution ? En mal, et en bien ? »

- En mal ? Il n'y a plus de femmes !

- Pardon ?

- Avant, un homme comme moi, sans épouse, pas de problème, il suffisait de payer! Maintenant, plus rien. Sous Assad, désolé, c'était mieux.

- Euh... Bon, et en bien ?

- Le business !

- Pardon ? répétais-je, stupéfait.

- Ah ça oui, le business fonctionne bien mieux que sous Assad, nous gagnons bien plus d'argent. »

Sous Assad sévissent corruption et extorsion. Tout le monde paye. Tout le temps. Partout. Alors, supprimer corruption et extorsion rend tout le monde plus riche. En deux mois, je n'ai vu qu'un seul clochard à Amouda. Un malheureux malade mental, nourri par les commerçants. Saluons l'ironie de cette révolution détestée des mâles, mais adorée des mêmes, s'ils sont boutiquiers ! Et qu'on ne me parle pas d'une, inexistante, police de la pensée : j'ai parlé sans la moindre difficulté avec indifférents et opposants.

Pour autant, indifférents et opposants respectent, voire aiment, Öcalan et les YPG/YPJ. Comme les communistes français de 1946 pouvaient respecter, voire aimer, De Gaulle et les FFI. Les familles les plus barzanistes tiennent à honneur d'avoir un fils chez les YPG. Et les filles qu'avant on mariait sans leur avis sont ravies de filer chez les YPJ (les troupes kurdes exclusivement féminines du Rojava). Une fois arrivé au Rojava, je ne serai guère aidé par les militants, très occupés ailleurs. À quelque chose malheur est bon, je verrai donc la vie des gens normaux. Qui est normale. Prodigieux ! Une vie normale, sans crainte de la police DU PAYS, de l'armée DU PAYS, des politiciens DU PAYS, des patrons DU PAYS. Nommez-moi un pays du Moyen-Orient qui puisse se vanter de ça...

Grâce aux bizarres accords dont le Moyen-

Orient a le secret, à Qamishlo Assad contrôle, outre l'aéroport, quelques quartiers. On m'avertit ; si je prends une rue « du régime », je peux finir kidnappé, emprisonné, torturé. Si le Rojava l'apprend avant que je sois envoyé par avion à Damas, les YPG et YPJ envahiront les quartiers « du régime » et l'aéroport, kidnapperont une trentaine de fonctionnaires et m'échangeront. Si le Rojava l'apprend trop tard... Certaines de ces rues sont évidentes, avec sacs de sable, barbelés et mitrailleuses, d'autres non.

A 3km au nord de la route Amouda-Qamishlo, un mur qui rappelle le Mur de Berlin, ou les murs entre Gaza et Israël. Béton, barbelés, miradors. Si on s'approche, un soldat turc dans un mirador peut s'amuser à faire un carton. Régulièrement, des morts.

A Qamishlo, le « parc de la lecture ». Un jardin public, comme un square parisien. Des rosiers. 4 statues de 4 écrivains kurdes en face de 4 livres en marbre. Une baraque style Algeco, la bibliothèque du parc de la lecture. Sur les étagères, 50 titres se battent en duel. Un peu plus loin, la « Maison de la Littérature ». En fait un appartement abritant une coopérative d'édition en kurde, celle qui a publié bonne part des 50 livres. Les livres sont imprimés dans l'appartement. Sur des photocopies. 130 livres au compteur, 1000 exemplaires par livre. 1 fondateur, rejoint par 2 compères. Respect.

Le désir de rattraper l'abyssal retard kurde à l'égard de la pensée mondiale est intense. Gulistan est une personne très rare au Rojava, car titulaire d'un master de lettres modernes à la Sorbonne. Elle habitait à Afrin. Janvier 2019, Erdogan bombarde Afrin, elle perd tout, elle est réfugiée à Qamishlo. Elle travaille pour gagner sa vie. Elle milite. Mais en plus, on lui a demandé de traduire en kurmanji "*Qu'est-ce que la propriété ?*" de Proudhon. Délai ? Quatre mois...

J'ai visité le parc de la lecture et la Maison de la Littérature grâce à Sarya, coprésidente de l'union des intellectuels et écrivains. Il y a un coprésident aussi, comme pour toute position élective au Rojava. Lebrujah juge aussitôt qu'elle est « cadre ». Bref, qu'elle appartient au PKK, à qui elle a voué sa vie : elle n'habite que dans des camps ou dans des familles (ainsi les cadres n'oublient pas ce que c'est que la vie réelle, et ne peuvent pas être corrompus, puisqu'ils ne possèdent en gros rien), et n'a ni mari ni amant ni enfants. Elle dit, mi-amusée, mi-sérieuse, à Le-

brujah que la photo de couverture de son livre ne représente pas une YPJ, parce que les YPJ ne portent pas un keffieh rouge, le keffieh des barzanistes, mais noir. Pour la réimpression, il faudra changer la couverture ! Lebrujah est ravi de cette critique : « Ils ne te font jamais de compliments. Tu ne t'aperçois qu'ils ne sont contents que quand ils te donnent plus de responsabilités, plus compliquées, plus lourdes ». Après tout, une bonne manière d'essayer de filtrer les narcissiques, les vaniteux, les obsédés de gloire...

Pas un seul homosexuel au Rojava. Si, si, nous affirme l'équivalent du ministre des Cultes pour le canton (nous dirions la province) de Djéziré. Bandeau vert de descendant du Prophète, grands vêtements blancs à la bédouine, Sheikh Kadri, après cette énormité, réalise soudain qu'il parle à deux mâles voyageant ensemble et dont l'un a de longs cheveux blonds. Il croit devoir se rattraper en ajoutant que la révolution n'a rien contre les homosexuels, qui peuvent venir, oui, ils peuvent venir. Certes. La veille encore, Lebrujah et moi étions lourdement dragués par l'homosexuel notoire de la ville, qui sera très déçu quand il comprendra que le jeune dieu blond et son sugar daddy n'ont pas les désirs qu'il espérait.

Et les lesbiennes, au fait ?

Les quoi ?

La religion pose un problème majeur à la révolution. Mais l'une des meilleures caractéristiques des révolutionnaires du Rojava est qu'ils ont lu les livres d'histoire, et regardé les autres révolutions. L'URSS a imposé l'athéisme, déporté les popes, ridiculisé la religion. Résultat, dans la Russie de Poutine, les sectes et l'Église orthodoxe recrutent à tour de bras. Alors, la révolution y va doucement, ne devenant ferme que lorsque la religion met les femmes en danger. Et puis l'URSS n'avait que l'Église orthodoxe, la France révolutionnaire que l'Église catholique. Le Rojava a x versions de l'Islam et y versions du christianisme, sans parler des Yézidis, de quelques Juifs, etc. On laisse donc le seul cuisant souvenir de Daesh se charger de propager l'athéisme.

Et puisque nous sommes en plein Ramadan, au cours duquel il faut nourrir le pauvre et l'étranger, chaque jour, Kawa dépose dans l'entrée de notre maisonnette un très bon plat. Cuisiné par sa femme, cela va sans dire.

Nestor Potkine

# PAROLES DU COMITÉ CLANDESTIN RÉVOLUTIONNAIRE INDIGÈNE

Commandement général de l'Armée zapatiste de libération nationale, par la voix du sous-commandant insurgé Moisés, à l'occasion du vingt-sixième anniversaire du début de la guerre contre l'oubli 31 décembre 2019.1<sup>er</sup> janvier 2020.



Bonsoir, bonjour, bonne nuit et aube à toutes, à tous et à *tou\*te\*s*, *Compañeras* et *compañeros* bases d'appui zapatistes, *Compañeros* et *compañeras* commandantes et commandants zapatistes, Autorités autonomes zapatistes, *Compañeras* et *compañeros* miliciens, miliciennes, insurgées et insurgés, Congrès national indigène - Conseil indigène de gouvernement, *Sexta* nationale et internationale, Réseaux de résistance et de rébellion, Sœurs et frères du Mexique et du monde, par ma voix parle la voix de l'Armée zapatiste de libération nationale.

« Canek a dit :

*Dans un livre que j'ai lu, qu'autrefois dans les temps anciens les seigneurs ont voulu former des armées pour défendre les terres qu'ils gouvernaient.*

*Ils ont d'abord convoqué les hommes les plus cruels car ils supposaient qu'ils étaient accoutumés au sang ; et ainsi ils ont recruté leurs troupes parmi les gens des prisons et des abattoirs. Mais il est bientôt arrivé que, lorsque ces gens se sont trouvés face à l'ennemi, ils ont pâli et jeté leurs armes. Ils ont alors pensé aux plus forts : aux travailleurs des carrières et aux mineurs. Ils leur ont donné des armures et des armes lourdes. Ainsi ils les ont envoyés se battre. Mais il est arrivé que la seule présence de l'adversaire a rendu leurs bras faibles et leurs cœurs défaillants.*

*Puis ils ont recouru, sur de bons conseils, à ceux qui, sans être sanguinaires ni forts, étaient courageux et avaient quelque chose à défendre en justice : comme la terre qu'ils travaillent, la femme avec laquelle ils dorment et les enfants dont la grâce les réjouit.*

*C'est ainsi que, le moment venu, ces hommes se sont battus avec une telle fureur qu'ils ont dispersé leurs adversaires et se sont libérés à jamais de leurs menaces et de leurs discordes. »*

Sœurs, frères,

Il y a vingt-six ans, un soir comme celui-ci, nous sommes descendus de nos montagnes vers les grandes villes pour défier le puissant. Nous n'avions alors rien d'autre que notre mort. Une mort double, car nous mourions de la mort et nous mourions de l'oubli. Et nous avons dû choisir. Choisir entre mourir comme des animaux ou mourir comme des êtres humains qui se battent pour la vie.

Alors le jour s'est levé sur ce 1<sup>er</sup> janvier avec le feu dans nos mains. Le puissant que nous affrontions alors, était le même qui nous méprise aujourd'hui. Il avait un autre nom et un autre visage, mais il était et il est toujours le même aujourd'hui. Il s'est passé alors ce qui s'est passé et s'est ouvert un espace pour la parole.

Nous avons alors ouvert notre cœur au cœur frère et compagnon. Et notre voix a trouvé soutien et réconfort dans toutes les couleurs du monde d'en bas.

Le puissant a triché, il a joué un tour, il a menti et il a suivi son plan pour nous détruire. Tout comme le fait, le puissant d'aujourd'hui. Mais nous avons résisté et brandi bien haut le drapeau de notre rébellion. Avec l'aide de toutes les couleurs du monde entier, nous avons commencé à construire un projet de vie dans ces montagnes. Persé-

cutés par la force et le mensonge du puissant, alors comme maintenant, nous nous sommes obstinés tenacement à construire quelque chose de nouveau. Nous avons connu des échecs et des erreurs, c'est vrai. Nous en ferons sûrement d'autres sur notre long chemin. Mais nous ne nous sommes jamais rendus. Nous ne nous sommes jamais vendus. Nous n'avons jamais capitulé. Nous avons cherché toutes les voies possibles pour que la parole, le dialogue et l'accord soient les voies pour construire la paix avec justice et dignité.

Mais, alors comme maintenant, le puissant a fait la sourde oreille et s'est caché derrière le mensonge. Comme pour le puissant de maintenant, le mépris a été et est encore l'arme qui accompagne ses militaires, policiers, gardes nationaux, paramilitaires et programmes anti-insurrectionnels. Tous les puissants, ceux qui ont été en place et ceux de maintenant, ont fait la même chose. Autrement dit, ils ont essayé et essayé de nous détruire. Et chaque année, tous les puissants se consolent et se font des illusions en pensant qu'ils en ont fini avec nous.

Ils disent qu'il n'y a plus de zapatistes. Que nous ne sommes plus que très peu en résistance et en rébellion. Qu'il ne reste peut-être plus qu'un seul zapatiste. Et ils célèbrent chaque année leur victoire. Et chaque année, les puissants se félicitent en disant qu'ils en ont fini avec les rébellions indigènes. Que nous sommes déjà vaincus, disent-ils.

Mais chaque année, nous, zapatistes, nous nous montrons et nous crions : Nous sommes là !

Et nous sommes de plus en plus nombreux.

Comme toute personne au cœur honnête peut le voir, nous avons un projet de vie. Dans nos communautés fleurissent les écoles et les hôpitaux. Et la terre est travaillée collectivement. Et nous nous soutenons collectivement. Nous sommes donc une communauté de communautés. Une communauté de communautés.

Les femmes zapatistes ont leur propre voix, leur propre chemin. Et leur destin n'est pas la mort violente, l'enlèvement, l'humiliation. L'enfance et la jeunesse zapatistes ont santé, éducation et différentes options d'apprentissage et de diversion.

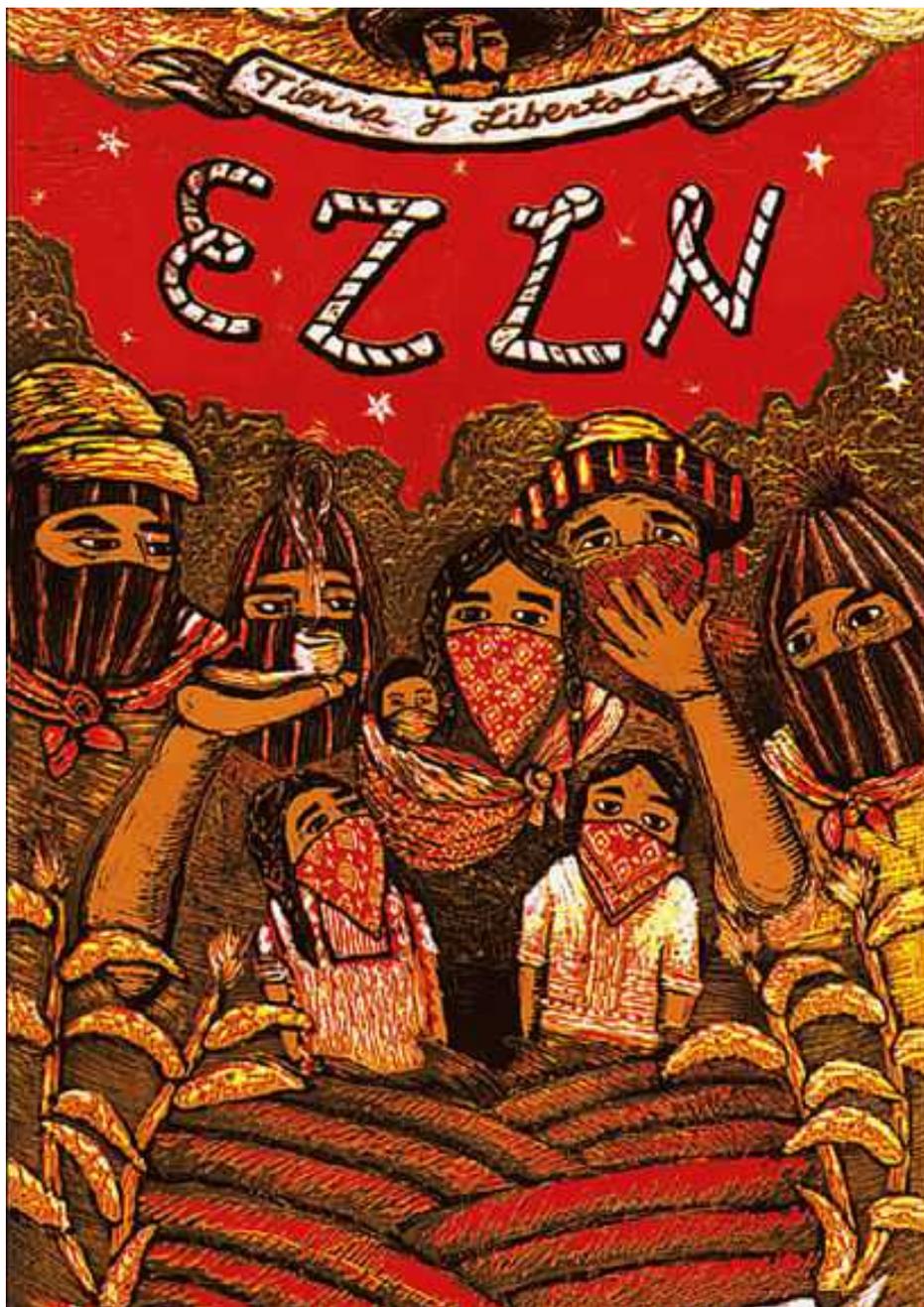
Nous conservons et défendons notre langue, notre culture, notre façon de faire. Et nous accomplissons tenacement notre devoir de peuples gardiens de la Terre Mère.

Tout cela a été possible grâce à l'effort, au sacrifice et au dévouement des peuples organisés. Et tout cela a été possible grâce au soutien d'individus, de groupes, de collectifs et d'organisations du monde entier. Avec eux, elles, *elleux*, nous nous sommes engagés à construire la vie avec leur soutien. Ainsi nous pouvons dire sans honte que nos avancées, nos réalisations, nos victoires se doivent à leur soutien et à leur aide. Les erreurs, les revers et les échecs sont de notre seule responsabilité.

Mais, de même que notre vie a avancé et grandi, la force de la bête qui veut tout manger et tout détruire, elle aussi a grandi. La machine de mort et de destruction qu'on appelle le système capitaliste a grandi elle aussi. Et la faim de la bête n'est pas rassasiée. Elle est prête à tout pour son profit. Peu lui importe de détruire la nature, des peuples entiers, des cultures millénaires, des civilisations entières. La planète elle-même est détruite par les attaques de la bête. Mais l'hydre capitaliste, la bête destructrice, cherche d'autres noms pour se cacher, attaquer et vaincre l'humanité. Et un de ces noms derrière lesquels se cache la mort est « mégaprojet ». « Mégaprojet » signifie détruire un territoire entier.

Tout. L'air, l'eau, la terre, les gens.

Avec le mégaprojet, la bête ne fait qu'une bouchée des villages entiers, des montagnes et des vallées, des rivières et des lacs, des hommes, des femmes, des *autr@s*, des petits garçons et petites filles. Et une fois qu'elle a fini de détruire, la bête va ailleurs en faire autant. Et la bête qui se cache derrière les mégaprojets a sa ruse, son mensonge, sa tricherie pour convaincre. La bête dit que c'est pour le progrès. Elle dit que, grâce à ces mégaprojets, les gens auront un salaire et les nombreux avantages de la modernité. Et sur ce discours de progrès et de modernité nous voulons nous rappeler ici un *compañero* du Congrès national indigène qui a été assassiné cette année : notre frère et *compañero* Samir Flores Soberanes. Et



nous nous souvenons de lui parce qu'il se demandait et demandait pour qui est ce progrès dont on parle tant. Autrement dit notre frère Samir demandait où va cette route qu'ils appellent « progrès », ce nom que porte comme une enseigne la bête des mégaprojets. Et il se répondait que cette route mène à la destruction de la nature et à la mort des communautés originaires. Alors il a dit clairement qu'il n'était pas d'accord, et il s'est organisé avec ses *compañeras* et *compañeros*, et a résisté, et n'a pas eu peur. Et c'est pourquoi le puissant qui est en place maintenant l'a fait tuer.

Il a été assassiné par le mauvais gouvernement parce que le travail de contremaître du mauvais gouvernement est de veiller à ce que la bête, le puissant, obtienne son profit.

Regardez et écoutez : le premier à saluer les mégaprojets et à dire qu'ils sont bons,

c'est le grand capital, le grand patron. Et il a le cœur content, le grand capitaliste, parce qu'avec les mégaprojets il va faire de gros profits.

Mais ni le contremaître ni le puissant ne disent clairement que ces mégaprojets vont semer la mort partout où ils avancent.

Il y a quelques jours, nos sœurs zapatistes ont organisé une Rencontre internationale de femmes qui luttent. Elles nous disent, nous parlent, nous enseignent, nous éduquent avec ce qu'elles ont vu et entendu dans cette rencontre. Et ce qu'elles nous montrent est comme un enfer pour les femmes et les enfants. Elles nous parlent de meurtres, de disparitions, de viols, de mépris et de violence diabolique.

Et toute cette horreur se produit dans le progrès et ce qu'ils appellent la civilisation moderne.

Et il y a quelques jours, nous étions aussi avec les peuples *compañeros* du Congrès national indigène - Conseil indigène de gouvernement. Et nous étions aussi au Forum pour la défense du territoire et de la Terre Mère. Et dans ces rencontres, nous avons écouté avec inquiétude ce qu'ils racontent. Et ils nous parlent de villages désertés, de leurs habitants expulsés. De tueries des délinquants, parfois illégales et parfois légales. En d'autres termes, il n'est pas rare que ce soit les gouvernements eux-mêmes qui font ces atrocités.

De petites filles et petits garçons victimes d'abus et vendus comme des animaux. De jeunes hommes et femmes dont la vie a été détruite par les drogues, la délinquance et la prostitution.

De commerces subissant des extorsions, de la part parfois de voleurs et parfois de fonctionnaires.

De sources polluées. De lacs et de lagunes asséchés. De rivières qui charrient des ordures. De montagnes détruites par les mines. De forêts rasées. D'espèces animales en extinction. De langues et de cultures assassinées. De paysannes et de paysans qui avant travaillaient leurs propres terres, et qui maintenant sont des péons qui travaillent pour un patron.

Et de la Mère Terre qui meurt.

Alors, en tant que zapatistes que nous sommes, nous disons clairement que seul un imbécile peut dire que les mégaprojets sont bons. Un imbécile ou un être malveillant et rusé qui sait qu'il ment et peu lui importe que sa parole cache la mort et la destruction. Alors le gouvernement et tous ses défenseurs devraient dire clairement ce qu'ils sont : si ce sont des imbéciles ou des menteurs.

Il y a un an, en décembre 2018, le contremaître qui commande maintenant l'hacienda qui s'appelle « Mexique » a fait un simulacre pour demander la permission de la Terre Mère de la détruire. Alors il s'est trouvé quelques personnes déguisées en Indiens et ils ont posé sur la terre un poulet, une boisson et des *tortillas*. Ainsi le contremaître croit que la Terre Mère lui donne la permission de la tuer et de faire un train qui devrait porter le nom de famille du contremaître. Il le fait parce qu'il méprise les peuples originaires et parce qu'il méprise la Terre Mère. Et de plus, le contremaître ne s'en tient pas là, il a aussi défié tous les peuples indiens et dit que peu lui importait ce que nous pensons et ressentons, que « cela plaise ou non » aux indigènes, il va faire ce que lui a ordonné son patron, c'est-à-dire le puissant, c'est-à-dire le grand capital. Tout comme les contremaîtres du temps de Porfirio Díaz. C'est ce qu'il a dit, et c'est ce qu'il dit, car il y a quelques semaines il a fait un autre simulacre, une prétendue consultation où il a seulement informé qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans les mégaprojets, mais il n'a rien dit de tous les

malheurs qu'entraînent ces mégaprojets pour les gens et la nature. Et de toute façon, seules quelques personnes ont participé à cette consultation pour dire qu'elles voulaient les mégaprojets.

Si c'est ainsi qu'il méprise les pensées et les sentiments des gens, alors il va mépriser tout autant la nature et les villages.

Et il le fait parce que son patron n'a rien à faire des gens ou de la nature, il ne se soucie que de ses profits.

« Que cela leur plaise ou non », dit le gouvernement. Ça veut dire « que vous soyez vivants ou morts », on va le faire. Et nous, les peuples zapatistes, nous l'entendons comme un défi, comme s'il disait qu'il a la force et l'argent, et à voir qui s'oppose à son mandat. Il dit que ce qui va se faire, c'est ce qu'il dit, pas ce que disent les peuples, et que peu lui importe leurs raisons. Alors nous, les peuples zapatistes, nous relevons notre part de ce défi. Et nous savons que le contremaître actuel des puissants nous pose certaines questions.

Autrement dit, il nous demande ceci :

« Les peuples zapatistes sont-ils prêts à perdre tout ce qu'ils ont avancé avec leur autonomie ? »

« Les peuples zapatistes sont-ils prêts à subir des disparitions, des emprisonnements, des assassinats, des calomnies et des mensonges pour défendre la terre qu'ils gardent et dont ils prennent soin, la terre où ils naissent, élèvent leurs enfants, croissent, vivent et meurent ?

Et avec ces questions, le contremaître et ses gardes nous donnent le choix « vivants ou morts, mais il faut obéir ».

En d'autres termes, il nous demande si nous sommes prêts à mourir en tant que société alternative, en tant qu'organisation, en tant que peuples originaires aux racines mayas, en tant que gardiens de la Terre Mère, en tant qu'individus et individuelles zapatistes.

Alors nous, peuples zapatistes, nous continuons notre façon d'être et notre calendrier. Dans nos montagnes, nous avons fait l'offrande à la Terre Mère. Au lieu de boisson, nous lui avons donné à boire le sang de nos morts dans la lutte. Au lieu de poulet, nous lui avons offert notre chair. Au lieu de *tortillas*, nous avons fait l'offrande de nos os, car nous sommes faits de maïs. Et nous avons fait cette offrande non pour demander à la terre la permission de la détruire, ou de la vendre, ou de la trahir. Nous avons fait cette offrande seulement pour avertir la Terre Mère que nous la défendrons. Nous la défendrons jusqu'à la mort si nécessaire.

Et alors nous avons compté le nombre de personnes qu'il faut pour défendre la terre. Et il s'est avéré qu'il suffit d'une seule personne zapatiste. Il suffit d'une femme zapatiste, ou un homme zapatiste, ou un\*e zapatiste, qu'il soit vieux, ou jeune, ou enfant. Il suffit qu'une personne zapatiste s'ob-

stine à défendre la terre pour qu'elle, notre mère, sache qu'elle n'est pas seule et abandonnée. Il suffit qu'une personne s'obstine dans la résistance et la rébellion.

Alors nous sommes allés chercher dans le cœur collectif que nous sommes. Nous cherchons seulement une personne qui soit zapatiste et qui soit prête à tout.

À tout.

Et nous avons trouvé non une, ni deux, ni cent, ni mille, ni dix mille, ni cent mille. Nous avons trouvé tout ce qui s'appelle Armée zapatiste de libération nationale, prête à tout pour défendre la terre.

Alors nous avons la réponse à la question que nous pose le contremaître. Et la réponse est :

« Oui, nous sommes prêts à disparaître comme proposition d'un nouveau monde. »

« Oui, nous sommes prêts à être détruits en tant qu'organisation. »

« Oui, nous sommes prêts à être anéantis en tant que peuples originaires aux racines mayas. »

« Oui, nous sommes prêts à mourir en tant que gardiens et gardiennes de la terre. »

« Oui, nous sommes prêts à être battus, emprisonnés, séquestrés et assassinés en tant qu'individus zapatistes. »

Ainsi le contremaître a sa réponse. Mais comme c'est notre façon d'être, à nous zapatistes, notre réponse comporte aussi une question que nous posons aux contremaîtres :

« Les mauvais gouvernements sont-ils prêts à essayer de nous détruire À TOUT PRIX, à nous battre, à nous emprisonner, à nous faire disparaître et à nous assassiner ? »

Sœurs, frères, *frères\*sœurs, Compañeros, compañeras et compañeras,*

Nous vous appelons, En tant que Congrès national indigène - Conseil indigène de gouvernement,

En tant qu'individus, groupes, collectifs et organisations de la *Sexta* nationale et internationale... En tant que réseaux de résistance et de rébellion... En tant qu'êtres humains... À vous demander à quoi vous êtes prêts, prêtes et *prêt\*e\*s* pour arrêter la guerre menée contre l'humanité, chacun dans sa propre géographie, son propre calendrier et à son propre mode.

Et quand vous aurez votre réponse selon votre pensée, faites-la connaître aux patrons et contremaîtres.

Tous les jours et en tous lieux, la bête pose à l'humanité la même question.

Il ne manque que la réponse.

C'est tout.

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain. Au nom des femmes, hommes et autres zapatistes.

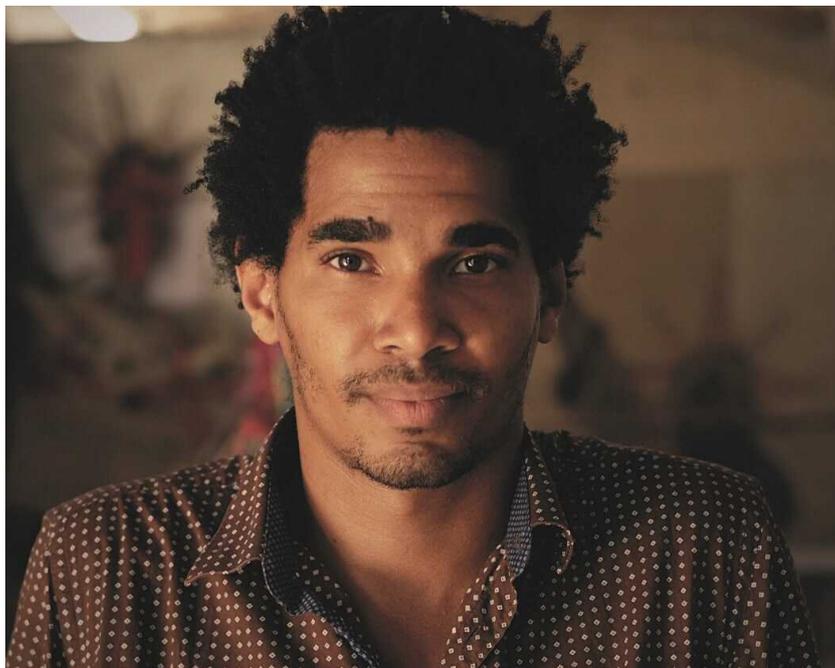
*Sous-commandant insurgé Moisés.*

Mexique, 31 décembre 2019 - 1<sup>er</sup> janvier 2020.

# CUBA : LE PAYS AU MONDE QUI COMPTE LE PLUS DE PERSONNES EN PRISON PAR RAPPORT À SA POPULATION TOTALE

Selon Europa Press, il y a plus de 90.000 prisonniers de droit commun sur l'île, reconnus par la Direction générale des prisons elle-même. De plus, il y a 37.458 personnes dans d' "autres situations sous contrôle judiciaire et policier", ce qui fait un total de 127.458 condamnés ou en attente de jugement. Rappelons que Cuba compte 11 millions d'habitants. Cuba serait selon ces chiffres le premier pays au monde en termes de personnes privées de liberté, si le classement de l'Institut de recherche sur les politiques en matière de criminalité et de justice à Cuba prenait en compte les données réelles. Les organisations de droits de l'homme cubaines affirment qu'il y a actuellement 8.400 détenus "antisociaux" ; chaque année 3.833 cas de ce type sont traités avec un niveau de condamnation supérieur à 99,5 %, dont près de 77 % sont internés en hôpital psychiatrique. 2 929 détenus subissent une peine d'emprisonnement et 885 des mesures alternatives telles que le travail d'intérêt public.

La répression et l'arbitraire sont appliqués à 11.000 prisonniers criminalisés en raison de ce que l'on appelle la "dangerosité sociale préventive", ils subissent des condamnations uniquement basées sur des préjugés sans besoin d'un délit. Il y a 11.000 familles touchées chaque année à Cuba par cette condamnation, leurs membres sont condamnés à des peines de un à quatre ans de prison sans n'avoir jamais commis de crime, uniquement parce qu'ils sont potentiellement dangereux socialement.



Luis Manuel Otero Alcantara

Mario Castillo, Isbel Diaz et Jimmy Roque



## Pas moins de répression à Cuba, mais de nouvelles tactiques de répression contre les opposants

Selon les organisations de droits de l'homme cubaines, au 1er janvier 2020, il y a un total de 126 personnes emprisonnées pour s'être opposées politiquement au régime cubain. Les protestations soutenues contre le régime ont généré un changement dans la méthodologie répressive. La diminution des détentions sur l'île n'est pas due au fait que les autorités sont devenues bienveillantes, mais plutôt à la plus grande efficacité des dénonciations des citoyens ayant accès au web et aux technologies numériques.

Le régime cubain a été obligé de modifier ses méthodes de répression contre les journalistes indépendants, les opposants politiques et les voix critiques en général. La création de bases de données personnalisées à l'étranger contenant des informations sur les forces répressives cubaines, les sanctions internationales contre le gouvernement cubain et certains de ses dirigeants, et la déportation vers l'île de plusieurs responsables de la répression qui s'étaient réfugiés aux États-Unis ont provoqué ce changement de stratégie répressive.

Les détentions à Cuba ont diminué notablement au cours des trois dernières années. Alors qu'en 2016, 9.942 arrestations arbi-

traires ont été signalées, en 2018, il y en a eu 2.873, selon les données compilées par la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale, un organisme d'opposition.

La réduction des arrestations de près de 71 % est également due au réajustement des méthodes répressives employées par le régime, suite au tollé mondial généré par les condamnations de 75 opposants et membres de la société civile indépendante, lors de la vague répressive connue sous le nom de "Printemps noir" (1), en 2003.

Pendant des années, le gouvernement a centré la répression sur des milliers de brèves détentions arbitraires, tout en continuant à utiliser des menaces, des passages à tabac, des actes de répudiation et de harcèlement pour les opposants et leurs familles et d'autres formes de coercition très visibles.

Parmi les nouvelles tactiques, la Fondation pour les droits de l'homme à Cuba mentionne les interdictions de quitter le pays (de soi-disant "règlements" de migration) et l'intensification des mesures administratives contre les personnes qui ne sont pas membres d'organisations d'opposition, mais qui sont considérées comme des voix critiques.

Elles comprennent également l'arrestation arbitraire de militants et de journalistes indépendants chez eux, la fabrication de crimes de droit commun pour condamner des dirigeants politiques à la prison, ainsi que des menaces de ne pas pouvoir quitter le pays contre les personnalités de la société civile ou contre les auteurs de troubles.

Novembre 2019 a été un mois où les tactiques répressives de la dictature ont changé et où le gouvernement a utilisé une vieille formule pour remplacer les arrestations : garder les dissidents emprisonnés chez eux, avec la présence de policiers politiques et de patrouilles de police les empêchant de sortir. La Fondation pour les droits de l'homme a également demandé l'enregistrement des cas de militants ou de dissidents qui ont été criminalisés en raison de ce que l'on appelle la "dangerosité sociale préventive", et a préconisé la création de bases de données sur les forces de répression cubaines, qui devraient être sanctionnées au niveau international pour des méthodes portant atteinte aux droits fondamentaux comme le refus de visa et l'interdiction des transferts de fonds.

## La répression contre les libertaires

Nos compagnons de l'*Atelier libertaire Alfredo López* et du *Centre social ABRA* de La Havane subissent aussi cette répression. L'année 2019 a été marquée par l'exil de nos camarades Jimi Roque et Isbel Díaz, constamment harcelés par la police en tant que militants anarchistes et LGBTIQ. Le départ de ces deux compagnons n'empêche pas les autres militants de l'*Atelier* de continuer à faire un travail solidaire dans le quartier de Lawton, où se trouve le *Centre social ABRA* et de développer de nouvelles activités avec leur réseau militant.

Une des activistes de ce réseau d'amis d'ABRA est en train de contester le renvoi d'une militante pour raisons politiques de son poste de professeur d'art africain à l'Institut des Arts de La Havane. Un processus dans lequel les compagnons de l'*Atelier libertaire* sont impliqués dans le soutien à cette professeur mère célibataire et sans emploi.

Des liens ont été créés par les anarchistes avec le *Mouvement San Isidro* et le militant Luis Manuel Otero Alcántara, ce qui a rapidement déclenché une réaction de la police. Ce mouvement conteste le décret 349, un

instrument du régime qui institutionnalise la censure dans l'art et lui permet de contrôler l'activité culturelle indépendante sur l'île.

Au cours des deux dernières années, Luis Manuel Otero Alcántara a été détenu arbitrairement à 18 reprises ; plus de la moitié des arrestations ont eu lieu en 2019, année au cours de laquelle Cuba a connu une répression croissante contre les journalistes, les militants et presque tout citoyen qui exprime publiquement son désaccord avec le régime. Luis Manuel a été arrêté dans la rue, lors d'événements culturels, à l'aéroport de La Havane, et même à l'intérieur de sa propre maison. Il a également été disqualifié sur les réseaux sociaux par le vice-ministre de la Culture Fernando Rojas, qui l'a accusé de "n'avoir aucun soutien artistique". Aujourd'hui Luis Manuel n'est pas autorisé à quitter le pays. Le *Mouvement San Isidro* travaille en relation avec l'*Atelier libertaire Alfredo López* à promouvoir un changement de politique envers la société civile.

Daniel Pinós

Groupes d'appui aux libertaires et aux syndicalistes indépendants de Cuba (GALSIC)

1) Le "Printemps" noir est une répression politique menée en 2003 par les autorités cubaines à l'encontre des dissidents, accusés notamment d'être des agents des États-Unis. Le gouvernement cubain a emprisonné durant cette période 75 dissidents, dont 29 journalistes, des bibliothécaires, des militants pour la démocratie et des droits de l'homme. Après la mort du prisonnier Orlando Zapata en 2010, à la suite d'une grève de la faim de 85 jours, les négociations entre l'Église cubaine et le régime communiste conduisirent à la libération des derniers membres du "groupe des 75" en 2012.

## MAURICE JOYEUX : « ALBERT CAMUS ET LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE »

Le Monde libertaire, no 57, février 1960, p. 4.

*NdlR. (= Maurice Joyeux) – MM. Sartre, Bourdet, Roy, Daniel et quelques autres s'interrogent, inquiets, sur la révolte de Camus « qui malgré la lucidité des analyses débouche sur le vide, exaltant finalement la révolte individuelle aux dépens de toute révolution... ».* *Rassurons vite ces « bonnes âmes » auxquelles les pages que nous publions ci-dessous ont certainement échappé.*

Quant à savoir si une telle attitude (la défense de l'individu dans la révolution) trouve son expression politique dans le monde contemporain, il est facile d'évoquer, et ceci est un exemple, ce qu'on appelle traditionnellement le syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme même n'est-il pas inefficace ? La réponse est simple : c'est lui qui, en un siècle, a prodigieusement amélioré la condition ouvrière depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures. L'empire idéologique, lui, a fait revenir le socialisme en arrière et détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme. C'est que le syndicalisme partait de la base concrète, la profession, qui est à l'ordre économique ce que la commune est à l'ordre politique, la cellule vivante sur laquelle l'organisme s'édifie tandis que la révolution césarienne part de la doctrine et y fait rentrer de force le réel. Le syndicalisme, comme la commune, est la négation, au profit du réel, du centralisme bureaucratique et abstrait. La révolution du XXème siècle au contraire prétend s'appuyer sur l'économie ; mais elle est d'abord une politique et une idéologie. Elle ne peut, par fonction, éviter la terreur et la violence faite au réel. Malgré ses prétentions, elle part de l'absolu pour modeler la réalité. La révolte inversement s'appuie sur le réel pour s'acheminer dans un combat perpétuel vers la vérité. La première tente de s'accomplir de haut en bas, la seconde de bas en haut. Loin d'être un romantisme, la révolte au contraire prend le parti du vrai réalisme. Si elle veut une révolution, elle la veut en faveur de la vie, non contre elle. C'est pourquoi elle s'appuie d'abord sur les réalités les plus concrètes, la profession, le village, où transparaissent l'être, le cœur vivant des choses et des hommes. La politique pour elle doit se soumettre à ces vérités. Pour finir, lorsqu'elle fait avancer l'histoire et soulage la douleur des

hommes, elle le fait sans terreur, sinon sans violence et dans les conditions politiques les plus différentes.

Mais cet exemple va plus loin qu'il ne paraît. Le jour précisément où la révolution césarienne a triomphé de l'esprit syndicaliste et libertaire, la pensée révolutionnaire a perdu en elle-même un contrepoids dont elle ne peut, sans déchoir, se priver. Ce contrepoids, cet esprit qui mesure la vie, est celui-là même qui anime la longue tradition de ce qu'on peut appeler la pensée solaire et où, depuis les

Grecs, la nature a toujours été équilibrée au devenir. L'histoire de la Première Internationale, où le socialisme allemand lutte sans arrêt contre la pensée libertaire des Français, des Espagnols et des Italiens, est l'histoire des luttes entre l'idéologie allemande et l'esprit méditerranéen.

*Albert Camus, extrait de L'Homme révolté, choisi par Maurice Joyeux ; in : Albert Camus : Écrits libertaires (1948-1960), rassemblés et présentés par Lou Marin, Éditions Indigènes, 5ème édition 2020, pp. 134-135.*



# NOUS N'IRONS PLUS AUX URNES

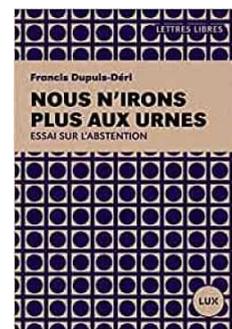
Tel est le titre de l'essai du québécois Francis Dupuis-Déri, le tout assorti du sous-titre : *Plaidoyer pour l'abstention*. L'auteur ne se contente pas de couper les lauriers de l'électoralisme mais il argumente avec force sur l'inutilité du suffragisme. Son apologie de l'abstention est bâtie d'une part sur un refus du « vote utile » et du voter pour le moins pire, ritournelle très utilisée en France depuis plusieurs années. D'autre part sur l'inefficacité du vote en matière de transformation sociale ; d'autant que pendant longtemps les « élites » se réservèrent ce « devoir civique » par crainte des pauvres, des femmes ou des esclaves qui auraient pu en faire mauvais usage. « Élites » qui d'ailleurs, quand cela les arrange, n'hésitent à jouer de l'abstention. Pour exemple, François de Rugy dépositaire d'une proposition de loi visant à rendre le vote obligatoire, s'est abstenu de voter 398 fois sur les 648 scrutins à l'Assemblée de 2012 à 2016 (p. 40).

Au-delà, l'auteur dénonce les rituels d'embrigadement et d'endoctrinement (p.21) de la jeunesse mis en place un peu partout pour conditionner le futur électeur. Que ce soit, lors d'élections dans les établissements sco-

lares, les conseils municipaux de jeunesse, etc. De fait, la critique de l'auteur porte sur le système délégué et parlementaire du vote. En effet, il prône comme dans les écoles alternatives l'utilisation du conseil comme lieu d'apprentissage de la démocratie réelle voire de l'autogestion. En bref, Dupuis-Déri défend globalement le principe de l'action directe politique et le refus de délégation.

Le vote *de facto*, même dans sa forme obligatoire ou pas, n'a d'autre fonction que d'entretenir l'illusion d'un pouvoir politique détenu par d'autres. Un tour de passe-passe habilement orchestré par les libéraux. Alors, à quoi bon élire ceux qui sont « en grande partie responsables de la situation misérable » (p.58) de beaucoup ? A quoi bon, par le vote délégué « légitimer l'élite qui gouverne, commande, autorise et interdit » (p. 75) ? A quoi bon, « élire des parlementaires qui ne décident plus grand-chose » (p. 119) quand de fait le pouvoir est ailleurs ; au FMI, à l'OMC... Enfin, « les parlementaires prétendent servir le peuple mais n'est-ce pas plutôt la population qui travaille pour les parlementaires (p. 120) ? »

L'essai se poursuit par quelques exemples de candidatures fantoches, fantasques ou loufoques qui tentèrent, à différentes époques, de montrer l'absurde et l'inutile de « l'électionnisme ». En bref, un petit livre facile à lire qui pourra servir à certains afin de résister avec des arguments à l'appui contre la « coercition électorale familiale » (p.9) tendant à forcer le suffrage des plus hésitants. L'ouvrage s'ouvrait sur une citation de Lucie Parsons : « De toutes les illusions modernes, le bulletin de vote a été certainement la plus puissante » et se clôt, afin de boucler la boucle, sur « Vos urnes sont trop petites pour nos rêves » ! Que dire de plus ?



Hugues

Groupe Commune de Paris

Dupuis-Déri F., 2019, *Nous n'irons plus aux urnes, Plaidoyer pour l'abstention*, Québec, Lux éditeur. A Publico, 12 €.

## JEAN-JACQUES KUPIEC. ET SI LE VIVANT ÉTAIT ANARCHIQUE ...

Jean-Jacques Kupiec. Et si le vivant était anarchique ...

Jean-Jacques Kupiec a d'abord pratiqué la biologie moléculaire à l'Inserm et a séquencé plusieurs génomes. Ses recherches l'amènent aujourd'hui à une nouvelle vision de l'organisation biologique, esquissée il y a une vingtaine d'années dans son ouvrage *Ni Dieu ni gène : pour une autre théorie de l'hérédité* : « une théorie anarchiste qui rejette l'ordre comme principe premier pour reconnaître à la place que la variation aléatoire est nécessaire ».

La biologie, longtemps dominée par des théories finalistes puis déterministes, vit une crise révélée par les résultats d'expériences permettant maintenant d'atteindre le niveau de la cellule. Le réductionnisme génétique n'est plus tenable : les êtres vivants ne sont pas des sociétés centralisées de cellules obéissant aux ordres du génome ou de l'environnement : « *Les cellules se comportent comme le feraient des membres anarchistes autogestionnaires. Ce ne sont pas les gènes qui dictent aux cellules la manière*

*dont elles doivent s'organiser ou se transformer, mais les variations aléatoires collectivement régulées au sein de la société cellulaire* ». Chaque cellule est libre et actrice de son destin, sa liberté est limitée par la présence des autres cellules de la communauté, amenant un « *comportement collectif dans l'intérêt matériel de tous, sans État centralisé qui donne des ordres* ».

Soulignant l'importance première de la variabilité, Jean-Jacques Kupiec associe darwinisme et anarchisme qui « *s'opposent à l'idée d'un ordre préétabli qui s'imposerait à la nature ou aux sociétés humaines* ». Mais il prend soin de se démarquer de toute vision caricaturale. Il rejette le social-darwinisme, « *loi du plus fort dans une compétition sans merci entre individus* ». Citant Kropotkine, il rappelle le rôle essentiel de l'entraide, de la coopération. Il oppose société étatique, dans laquelle les contraintes sont imposées par la loi, et société anarchiste où « *l'Homme les intègre de lui-même dans sa relation avec les autres* ».

En attendant « la Sociale », une révolution est-elle en marche dans les sciences du vivant, mais aussi en anthropologie (voir les « sociétés anarcho-grégaires » décrites par Charles Macdonald dans *L'Ordre contre l'harmonie : anthropologie de l'anarchie*) ?

Élan Noir

Jean-Jacques Kupiec est sur *Radio Libertaire* le 17 février 2020 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org>

Jean-Jacques Kupiec, *Et si le vivant était anarchique – la génétique est-elle une gigantesque arnaque ?*, Les Liens Qui Libèrent, 2019 (244 pages)



# EDUCATION POPULAIRE ET CITOYENNETÉ

*L'éducation populaire, pour construire le citoyen* (1) est un petit livre qui s'inscrit dans la tradition du personalisme, courant inspiré du christianisme social radical qui n'osa jamais choisir le chemin de l'anarchisme. Son inspirateur, le philosophe Emmanuel Mounier (1905-1950) produit malgré tout d'intéressantes analyses comparatives dans un ouvrage de 1966 paru au Seuil, *Communisme, anarchie et personalisme* dans lequel les anarchistes ne se retrouvèrent pas vraiment et demeurèrent très critiques à l'égard du philosophe. Néanmoins, Mounier affirme dans l'ouvrage que les anarchistes avaient raison quant à la nature du pouvoir. Pour lui, « Il n'y a pas d'abus du pouvoir, il y a le pouvoir, qui abuse par nature » et que le pouvoir du peuple voire la démocratie populaire « n'est qu'une *cratie* [un pouvoir], une tyrannie parmi d'autres, celle du nombre, un absolutisme, celui des majorités, la plus exécutable de toutes ». Le courant personaliste comme beaucoup d'autres se revendiquent de l'éducation populaire en tant que « combat pour la libération de l'homme » et de la femme (p.7) et qu'il est « un partage, non une prescription, un dressage » (p.11). Afin de démontrer la richesse de courant et de son inscription dans la recherche d'une émancipation individuelle et collective, plusieurs acteurs de ce secteur ont été convoqués pour illustrer tel ou tel aspect de l'Éduc-pop. L'ouvrage traite de nombreuses facettes de cette éducation qui se voulait et se veut encore pour certains : « l'Éducation du peuple, pour le peuple, par le peuple ». Formule de Condorcet dans laquelle Proudhon se reconnaît

tra en forgeant le concept de démopédie. Éducation populaire radicale qui à la suite de ces deux précurseurs, refusent de voir le monde divisé en deux classes : « celle des hommes qui raisonnent, et celle des hommes qui croient. Celle des maîtres et celle des esclaves » (2).

Sans être exhaustif, après une brève histoire de l'éducation populaire un peu réductrice malgré une ouverture intéressante sur sa place dans le monde rural avec en particulier une approche des « Cultivateurs cultivants », l'ouvrage resitue le collectif la Vie nouvelle qui reconnut la lutte des classes en 1949 (p.67). Aujourd'hui, l'association formule des analyses assez radicales et critiques sur le libéralisme et les sociétés qu'il engendre. Face à cela, l'Éducation populaire, après un retour critique sur elle-même, peut jouer un rôle essentiel dans la conscientisation des acteurs sociaux. Le livre se termine sur quelques « expériences fécondes » (p.99) dont les Bourses du travail qui ambitionnaient de créer une culture ouvrière autonome, les foyers ruraux qui « promeuvent la réflexion critique individuelle pour permettre à chacun d'être et d'agir dans le champ social » (p. 120), la formation réciproque aux logiciels libres...

Malgré la forte influence du personalisme sur certaines contributions, ce petit livre est facile à lire et peut être une première sensibilisation à l'Éducation populaire d'autant qu'il s'inscrit dans la tradition d'un Dumazedier pour lequel « la culture populaire ne saurait être une culture distribuée. Il faut la vivre en-

semble pour la créer ensemble » (p.56). Un regret toutefois, une bibliographie trop sommaire où n'apparaissent ni Geneviève Pouljol, ni Franck Lepage...

Le livre est paru en 2018 et il ne pouvait pas faire état de la trahison de certaines organisations se revendiquant de l'Éducation populaire comme la Ligue de l'enseignement ou encore d'une partie des CEMEA... qui se sont engagées, en faisant fi de leurs valeurs fondatrices, dans l'embrièvement des jeunes dans le cadre du SNU (Service national universel) qui de fait rappelle les sinistres Chantiers de jeunesse mis en place en 1940 par le gouvernement de Vichy qui visaient à « regrouper et [à] reprendre en main l'ensemble des jeunes » (p.50). En bref, un service national new-look, ayant pour but de créer de la cohésion sociale tricolore, de la soumission à l'ordre nouveau à la botte d'une république en marche arrière ou pire encore au pas de l'oie et au service d'un capitalisme indépassable.

Hugues  
Groupe Commune de Paris



(1) Collectif La vie nouvelle, 2018, *L'éducation populaire, pour construire le citoyen*, Lyon, chronique sociale.

(2) Condorcet, 1792, *Cinq Mémoires sur l'instruction publique*.

## LA VERTICALE DU FOU DE JEAN-MARC RAYNAUD

Comment parler du livre d'un ami, un vieil anar bourru, généreux, plein d'idées, de projets ? Un livre en forme de catharsis qui évoque avec pudeur et émotions la trace d'une vie, et le séjour de trois semaines dans un HP pour en finir avec l'alcoolisme.

L'alcool ou la vie, j'ai longtemps cru que Jean-Marc avait choisi l'alcool pour béquille dans ce monde de fous où sa conscience non pas seulement politique mais d'homme se morfondait devant tant d'injustices et de misère et devant notre incapacité, malgré nos efforts, à changer la vie. La fameuse phrase de Camus « *Commencer à penser, c'est commencer d'être miné.* » comme écrite pour lui.

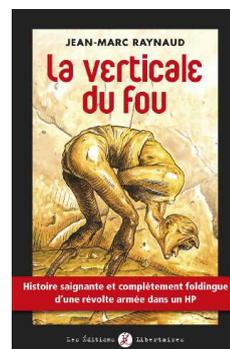
Eh bien, une fois de plus, il a surpris son monde, ses proches, ses amis, il y est allé dans son HP de Culdesac et au bout de quelques semaines il en est revenu avec la santé et bouleversé par son expérience, les

rencontres, l'humanité. Il en a tiré ce récit, roman ou je ne sais comment l'appeler : *La verticale du fou*, et s'il y a bien une histoire saignante (quoique pas trop) et réjouissante (énormément) de révolte dans ce livre comme l'indique le bandeau sur la couverture, l'essentiel est ailleurs, dans cette alternance de chapitres où Jean-Marc d'une plume retrouvée, alerte, sensible, pleine d'espoir et de rage mêlés, raconte d'une part son itinéraire depuis l'enfance jusqu'à l'île d'Oléron, et ce ne fut pas, de son aveu même, un long fleuve tranquille, d'autre part ces semaines d'HP où il fait connaissance de femmes et d'hommes blessés par la vie mais toujours debout.

Il évoque ses compagnons avec émotion, pudeur, retenue, il raconte les soignants et les soignés, et c'est comme une renaissance, une révélation, l'humanité, pour peu qu'on y prenne garde, existe toujours, existe encore, et avec elle le partage, l'entraide, la solidarité. Mais voilà, tout à une fin, et la grande peur

c'est bien celle de quitter un monde protégé et de revenir dans un monde de fous, de sombrer à nouveau. Ici prend place le final délirant du livre dont je ne livrerai rien, même sous la torture.

Alors, si comme moi, vous êtes enclin parfois à la mélancolie et au découragement devant la tâche toujours plus grande à accomplir, courez lire *La verticale du fou*, c'est un viatique de premier ordre, un antidote aux cons.



Thierry Guilbert

*La verticale du fou*, Jean-Marc Raynaud. Éditions Libertaires, 2019. 114 pages, 13 euros. En vente à la librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris

# ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la  
Librairie Publico/RI FA, 145 rue  
Amelot, 75011 PARIS

**TOUJOURS EN MOUVEMENT**  
Groupe itinérant [ligue.desjustes@federation-anarchiste.org](mailto:ligue.desjustes@federation-anarchiste.org)

## 02 AISNE

- Groupe *Kropotkine* C/O  
Athénée libertaire 8 rue  
Fouquerolles 02000 MERLIEUX  
[kropotkine02@riseup.net](mailto:kropotkine02@riseup.net)  
Athénée Libertaire Le Loup Noir  
& Bibliothèque Sociale  
8, rue Fouquerolles 02000  
MERLIEUX

Permanence : 1er, 3ème et 5ème  
jeudi du mois de 18h à 20h  
Athénée Libertaire L'Etoile Noire  
& Bibliothèque Sociale  
5, rue Saint-Jean 02000 LAON  
Permanences : tous les lundis de  
14h à 19h30 et tous les premiers  
samedis du mois de 14h à 19h30

## 04 ALPES DE HAUTE PROVENCE

- Liaison *Metchnikoff* [metchnikoff@federation-anarchiste.org](mailto:metchnikoff@federation-anarchiste.org)

## 07 ARDECHE

- Groupe *d'Aubenas*.  
[fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr](mailto:fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr)

## 09 ARIEGE

- Liaison *Ariège* [ariège@federation-anarchiste.org](mailto:ariège@federation-anarchiste.org)

## 12 AVEYRON

- Liaison *Ségala Aveyron*  
[segala-aveyron@federation-anarchiste.org](mailto:segala-aveyron@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *Sud Aveyron* [sud-aveyron@federation-anarchiste.org](mailto:sud-aveyron@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *Millau* [jrav@riseup.net](mailto:jrav@riseup.net)

## 13 BOUCHES DU RHONE

- Groupe *Germinal*. [germinal@federation-anarchiste.org](mailto:germinal@federation-anarchiste.org)  
- Liaison *La Ciotat*. [la-ciotat@federation-anarchiste.org](mailto:la-ciotat@federation-anarchiste.org)

## 14 CALVADOS

- Groupe *Sanguin de Caen*  
[groupeanguinfa14@laposte.net](mailto:groupeanguinfa14@laposte.net)

## 16 CHARENTE

- Liaison *Charente* [charente@federation-anarchiste.org](mailto:charente@federation-anarchiste.org)

## 17 CHARENTE MARITIME

- Groupe « *Nous Autres* » 35 Allée de  
l'angle Chaucre 17190 St Georges  
d'Oléron  
[nous-autres@federation-anarchiste.org](mailto:nous-autres@federation-anarchiste.org)

## 20 CORSE

- Liaison *Corsica* [corsica@federation-anarchiste.org](mailto:corsica@federation-anarchiste.org)

## 21 COTE D'OR

- Groupe « *La Mistoufle* » Maison des  
Associations Les Voix sans Maître  
Boîte BB8 2, rue des Corroyeurs, 21  
068 DIJON Cedex ou [lamistoufle@federation-anarchiste.org](mailto:lamistoufle@federation-anarchiste.org)

## 22 COTES D'ARMOR

- Liaison *Jean Souvenance*  
[souvenance@no-log.org](mailto:souvenance@no-log.org)

## 23 CREUSE

- Liaison *Granite* [liaison-granite@federation-anarchiste.org](mailto:liaison-granite@federation-anarchiste.org)

## 24 DORDOGNE

- Groupe *Emma Goldman*  
(Périgieux) [perigieux@federation-anarchiste.org](mailto:perigieux@federation-anarchiste.org)

## 25 DOUBS

- Groupe *Proudhon* c/o CESL BP 121  
25014 Besançon Cedex  
librairie l'Autodidacte 5 rue  
Marulaz, 25000 Besançon.  
Ouverte du mercredi au samedi de  
15H00 à 19H00.

ou **groupe-proudhon**  
[@federation-anarchiste.org](mailto:federation-anarchiste.org)

- Groupe *anarchiste solidaire* c/o  
CESL BP 121 25014 Besançon Cedex  
ou **groupe-anarchiste-solidaire**  
[@federation-anarchiste.org](mailto:federation-anarchiste.org)

## 26 DROME

- Groupe « *la rue râle* »  
[la-rue-rale@riseup.net](mailto:la-rue-rale@riseup.net)

## 28 EURE ET LOIR

- Groupe *Le Raffût*  
[fa.chartres@gmail.com](mailto:fa.chartres@gmail.com)

## 29 FINISTÈRE

- Groupe *Le Ferment* [leferment@federation-anarchiste.org](mailto:leferment@federation-anarchiste.org)

## 30 GARD

- Groupe *Gard-Vaucluse*  
[groupe-du-gard@federation-anarchiste.org](mailto:groupe-du-gard@federation-anarchiste.org)

## 31 HAUTE GARONNE

- Groupe de Toulouse [toulouse@federation-anarchiste.org](mailto:toulouse@federation-anarchiste.org)

## 32 GERS

- Liaison *Anartiste* 32  
[anartiste32@federation-anarchiste.org](mailto:anartiste32@federation-anarchiste.org)

## 33 GIRONDE

- Cercle *Barrué* c/o Athénée liber-  
taire 7 rue du Muguet 33 000 Bor-  
deau

Ou **cercle-jean-barrue**  
[@federation-anarchiste.org](mailto:federation-anarchiste.org)  
- Groupe *Nathalie Le Mel*  
[nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org](mailto:nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org)

## 34 HERAULT

Groupe *Montpellier-Hérault*  
[montpellier@federation-anarchiste.org](mailto:montpellier@federation-anarchiste.org)

- Cercle *Barrué* c/o Athénée  
libertaire 7 rue du Muguet 33000  
Bordeaux  
<http://cerclibertairejb.wordpress.com>

<http://www.facebook.com/cljb33>  
[cerclibertairejb33@riseup.net](mailto:cerclibertairejb33@riseup.net)

## 35 ILLE ET VILAINE

- Groupe *La Sociale*. c/o local « La  
Commune », 17 rue de Châteaudun  
35000 rennes

ou [contact@falasociale.org](mailto:contact@falasociale.org)  
- Liaison *Vie A liaison-viea*  
[@federation-anarchiste.org](mailto:federation-anarchiste.org)  
- Liaison *Redon* [redon@federation-anarchiste.org](mailto:redon@federation-anarchiste.org)

## 37 INDRE ET LOIRE

- Liaison *Libertalia* [libertalia@federation-anarchiste.org](mailto:libertalia@federation-anarchiste.org)

## 38 ISERE

- Groupe de Grenoble  
[fagrenoble@riseup.net](mailto:fagrenoble@riseup.net)

## 40 LANDES

- Groupe *Euskal Herria* – Bayonne  
[euskal-herria@federation-anarchiste.org](mailto:euskal-herria@federation-anarchiste.org)

## 42 LOIRE

- Groupe *Makhno* Bourse du Travail  
Salle 15 bis Cours Victor Hugo 42028  
Saint Etienne cedex 1 ou  
[groupe.makhno42@gmail.com](mailto:groupe.makhno42@gmail.com)

## 44 LOIRE ATLANTIQUE

- Liaison de Saint-Nazaire  
[saint-nazaire@federation-anarchiste.org](mailto:saint-nazaire@federation-anarchiste.org)

- Groupe *Déjacque* [dejacque@federation-anarchiste.org](mailto:dejacque@federation-anarchiste.org)

## 45 LOIRET

- Groupe *Gaston Couté*  
[groupegastoncoute@gmail.com](mailto:groupegastoncoute@gmail.com)

## 46 LOT

- Liaison *Lot-Aveyron* [liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org](mailto:liaison-lot-aveyron@federation-anarchiste.org)

Actif dans la région de Figeac  
(Lot)/Villefranche de Rouergue  
(Aveyron)/Decazeville (Aveyron)  
/Mauris (Cantal)

## 50 MANCHE

- Groupe de Cherbourg [cherbourg@federation-anarchiste.org](mailto:cherbourg@federation-anarchiste.org)  
ou [facherbourg@riseup.net](mailto:facherbourg@riseup.net)

## 51 MARNE

- Liaison *Reims* [reims@federation-anarchiste.org](mailto:reims@federation-anarchiste.org)

**53 MAYENNE**

- Liaison *Stilgar* **stilgar**  
@federation-anarchiste.org

**54 MEURTHE ET MOSELLE**

- Groupe Emma Goldman de Nancy  
**emma-goldman-nancy**  
@federation-anarchiste.org

**56 MORBIHAN**

- Groupe *Lochu Ferrer* c/o Maison  
des associations 31, rue Guillaume  
Le Bartz 56000 VANNES ou  
**groupe.lochu@riseup.net**

**57 MOSELLE**

- Groupe de Metz c/o Association Cul-  
turelle Libertaire BP 16 57645 Nois-  
seville

ou **groupedemetz@federation-  
anarchiste.org**

- Groupe *Jacques Turbin* - Thionville  
**jacques-turbin@federation-  
anarchiste.org**

- Liaison *Sarrebourg* **stirner-  
sarrebourg@federation-  
anarchiste.org**

**58 NIEVRE**

- Liaison *Pierre Malézieux*  
**pierre.malezieux@federation-  
anarchiste.org**

**60 OISE**

- Liaison *Beauvais* **scalp60@free.fr**

**62 PAS DE CALAIS**

- Groupe *Lucy Parsons in the Sky*  
**bethune-arras@federation-  
anarchiste.org**

**63 PUY DE DÔME**

- Groupe *Spartacus* **spartacus**  
@federation-anarchiste.org

- Groupe « *Mauvaise Graine* »  
**mauvaisegraine@federation-  
anarchiste.org**

- Liaison *Combrailles*

**Liaison.Combrailles@federation-  
anarchiste.org**

**66 PYRENEES ORIENTALES**

- Groupe *John Cage* **john-cage**  
@federation-anarchiste.org  
- Liaison *Pierre-Ruff* **pierre-  
ruff@federation-anarchiste.org**

**67 BAS RHIN**

- Liaison *Bas-Rhin* **liaison-bas-  
rhin@federation-anarchiste.org**  
- Groupe de *Strasbourg*. **groupe-  
strasbourg@federation-  
anarchiste.org**

**68 HAUT RHIN**

- Groupe du *Haut Rhin*. **groupe-  
haut-rhin@federation-  
anarchiste.org**  
- Liaison *Colmar* - *Maria Nikiforova*  
**colmar@federation-  
anarchiste.org** (Entre Colmar et  
Mulhouse)

**69 RHONE**

- Groupe *Graine d'anar*. **graineda-  
nar**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *Kronstadt* **kronstadt**

@federation-anarchiste.org

- Liaison « *Juste une étincelle noire* »  
**letincelle-noire@riseup.net**

**71 SAONE ET LOIRE**

- Liaison « *La vache noire* »

**vachenoire@federation-  
anarchiste.org**

**73 SAVOIE**

- Groupe de *Chambéry*

**fa73@no-log.org**

**74 HAUTE SAVOIE**

- Liaison *Haute Savoie* **haute-  
savoye@federation-  
anarchiste.org**

- Groupe *Lamotte-Farinnet*

**lamotte-farinnet@fa74.org**

**75 PARIS**

- Liaison *William Morris* **william-  
morris@federation-  
anarchiste.org**

- Groupe *Anartiste* **anartiste@sfr.fr**

- Groupe *Bernerli Publico 145 rue*

*Amelot 75011 Paris* ou

**jacques.de-la-haye@wanadoo.fr**

- Groupe *Salvador Segui*

**groupesalvadorsegui@gmail.com**

- Groupe *Botul Publico 145 rue*

*Amelot 75011 Paris*

**botul@federation-anarchiste.org**

- Groupe *Orange Publico 145 rue*

*Amelot 75011 Paris* ou

**groupe.orange@gmail.com**

- Groupe « *Commune de Paris* » **Pub-  
lico 145 rue Amelot 75011 Paris**

ou **commune-de-paris**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *Louise Michel Publico 145*

*rue Amelot 75011 Paris*

ou **groupe-louise-michel**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *La Révolte Publico 145 rue*

*Amelot 75011 Paris*

ou **la-revolte**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *no name*. **no-name**

@federation-anarchiste.org

- Groupe *Pierre Besnard*.

**pierrebesnard@outlook.fr**

**76 SEINE MARITIME**

- Groupe de *Rouen*. c/o Librairie l'In-  
soumise 128 rue St Hilaire 76000  
Rouen

ou **rouen@federation-  
anarchiste.org**

**78 YVELINES**

- Groupe *Gaston Leval* **gaston-leval**  
@federation-anarchiste.org

**79 DEUX SEVRES**

- Liaison *Bakounine*  
**plexdor@gmail.com**

**80 SOMME**

- Groupe *Georges Morel*.  
**amiens@federation-anarchiste.org**

**81 TARN**

- Groupe *les ELAF*  
**elaf@federation-anarchiste.org**

**84 VAUCLUSE**

- Groupe *Gard-Vaucluse*  
**fa.30.84@gmail.com**

**85 VENDEE**

- Groupe *Henri Laborit*  
**henri-laborit**  
@federation-anarchiste.org

**86 VIENNE**

- Liaison *Poitiers* **poitiers**  
@federation-anarchiste.org

**87 HAUTE VIENNE**

- Groupe *Armand Beure*  
**armand-beure@federation-  
anarchiste.org**

**92 HAUTS DE SEINE**

- Groupe *Fresnes-Antony* **Fresnes-  
antony@federation-anarchiste.org**

**93 SEINE SAINT DENIS**

- Groupe *Henri Poulaille* c/o La  
Dionysversité 4 Place Paul Langevin  
93200 - SAINT-DENIS  
ou **groupe-henry-poulaille**  
@wanadoo.fr

**94 VAL DE MARNE**

- Groupe *Elisée Reclus Publico 145*  
*rue Amelot 75011 Paris* ou  
**faiivry@no-log.org**

**95 VAL D'OISE**

- Liaison *95* **liaison95**  
@federation-anarchiste.org

**97 GUADELOUPE**

- Liaison *Guadeloupe Caraïbes*  
**liaison-guadeloupe-caraïbes**  
@federation-anarchiste.org

**98 NOUVELLE CALEDONIE**

- Individuel *Albert*  
**nouvelle-caledonie@federation-  
anarchiste.org**

**BELGIQUE**

- Groupe *Ici et Maintenant*.  
**groupe-ici-et-maintenant**  
@federation-anarchiste.org

**SUISSE**

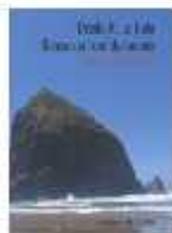
- Fédération *Libertaire des Montagnes*  
(FLM) rue du Soleil 9 2300 La  
Chaux-de-Fonds Suisse ou  
**flm@federation-anarchiste.org**

**ANGLETERRE**

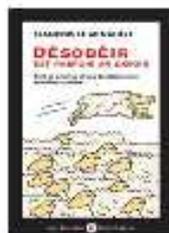
- Liaison *Coventry*  
**liaison-coventry**  
@federation-anarchiste.org

Une mine d'informations sur ces  
groupes, sur leurs blogs, leurs  
sites, leurs librairies, leurs ac-  
tivités : Le site de La Fédération  
anarchiste à la page suivante  
[https://www.federation-anar-  
chiste.org/?g=FA\\_Groupes](https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes)

## Les dernières nouveautés de la librairie Publicco



**Danser au bord du monde**  
Mots, femmes, territoires  
Ursula K. Le Guin  
Éditions de l'Éclat  
288 pages - 22 euros



**Désobéir est parfois un devoir.**  
Récit et analyse d'une désobéissance  
en milieu scolaire  
François Le Ménahèze  
Les Editions Libertaires  
216 pages - 14 euros

**Dix questions sur l'anarchisme**  
Guillaume Davranche  
Éditions Libertalia  
116 pages - 5 euros



**Forcats - l'intégrale**  
Fablen Bedouel et Pat Perna  
Éditions Les Arènes  
BD Grand Format  
116 pages - 27 euros



**La CNT dans la révolution  
espagnole Tome 3**  
José Pelrats  
Éditions Noir et Rouge  
436 pages - 22 euros



**La verticale du fou**  
Jean-Marc Raynaud  
Les Editions Libertaires  
108 pages - 13 euros

**Le ménage à trois de la lutte des  
classes**  
Bruno Astarian et Robert Ferro  
Les éditions de l'Asymétrie  
402 pages - 17 euros



**Le Mythe de la machine  
Technique et développement humain  
(1966)**  
Lewis Mumford  
Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances  
424 pages broché - 28 euros



**Le revenu garanti :  
une utopie libérale**  
Aude Vidal  
Éditions Le monde à l'envers  
96 pages - 5 euros

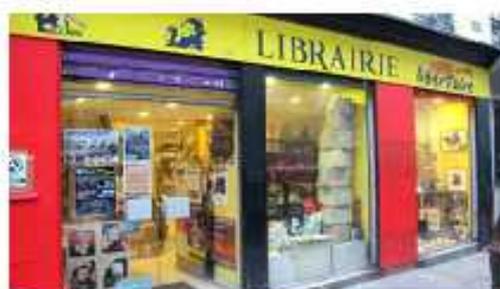


**Plaidoyer pour le Rojava. Réflexions  
d'un internationaliste sur les aïeas  
d'une révolution**  
B. Şoreş  
Éditions Acratie  
290 pages - 20 euros

**Plein Le Dos - Off Our Back 365  
Gilets Jaunes Novembre 2018-  
Octobre 2019**  
Les Éditions du trou de la ville  
édition bilingue - Grand Format  
112 pages - 21 euros



**Révolution anarchiste en  
Mandchourie (1929-1932)**  
Emilio Crisi  
Éditions Noir et Rouge  
162 pages - 15 euros



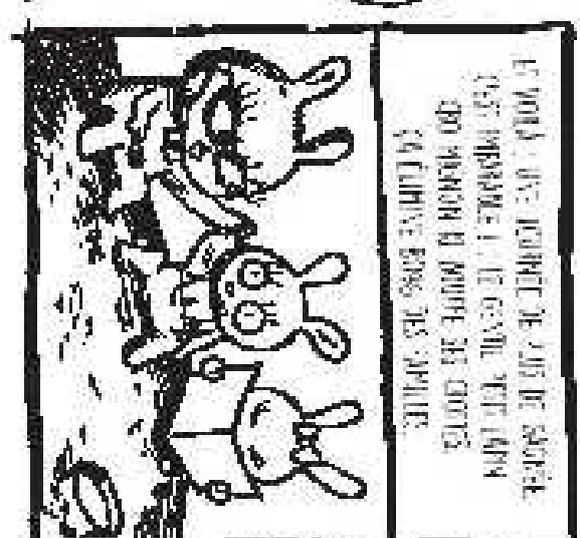
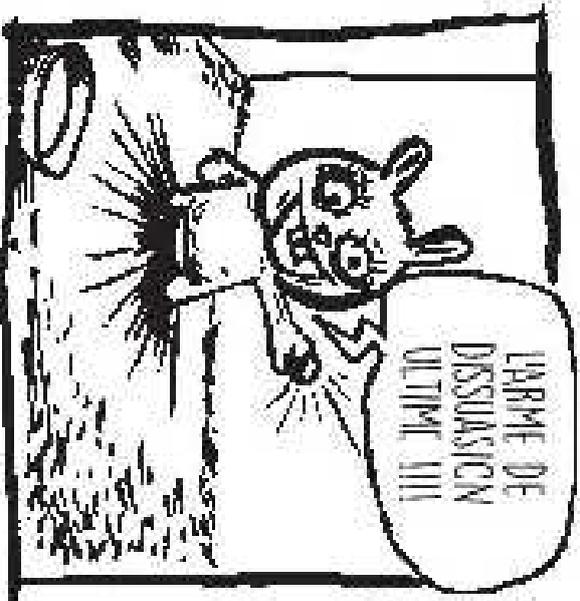
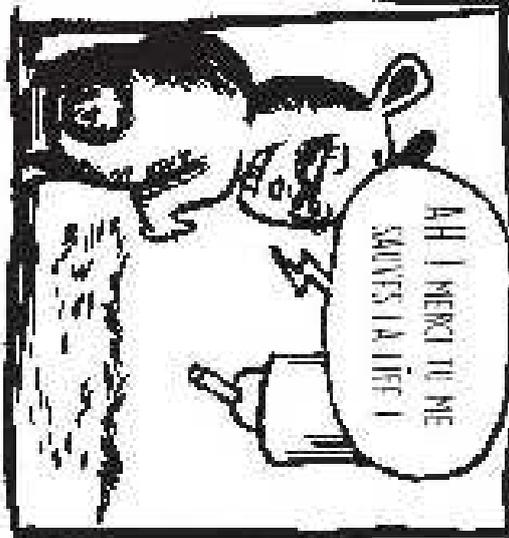
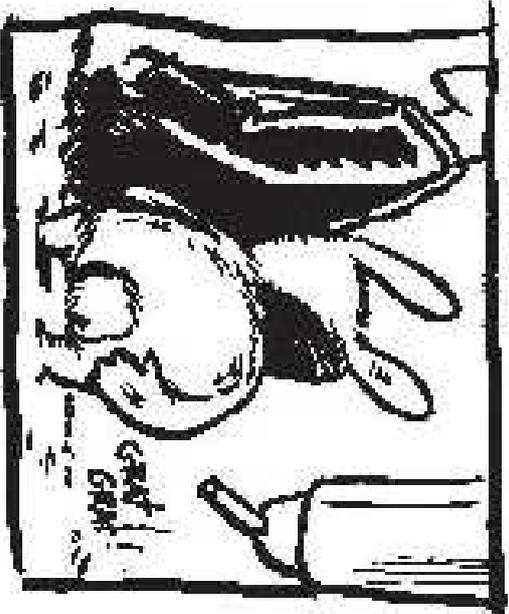
Vous voulez acheter un ou plusieurs de ces livres ?

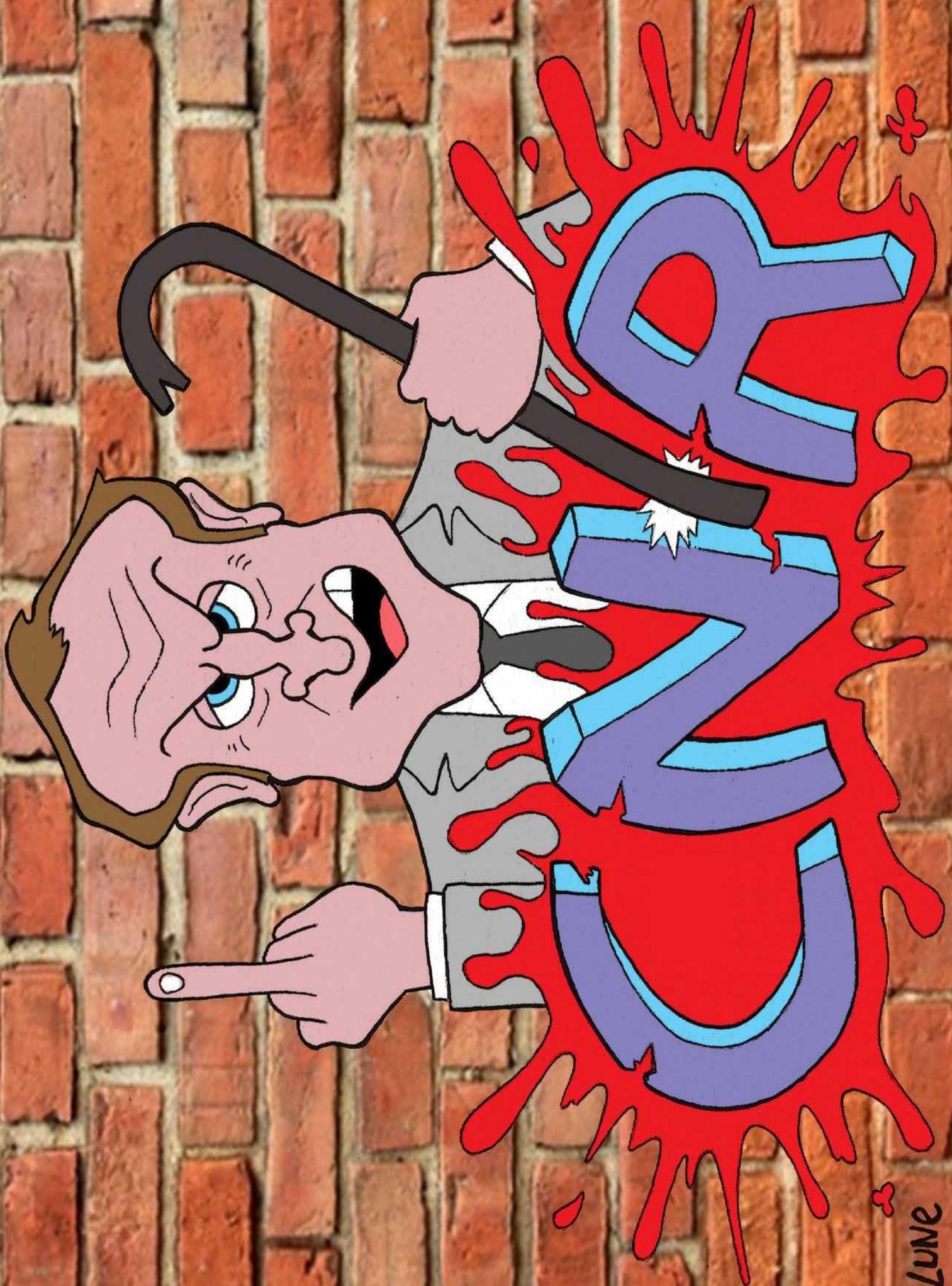
- Commandez par correspondance avec paiement par chèque (total du prix des livres + 15% pour le port) le tout adressé à :  
Librairie Publicco 145 rue Amélot 75011 Paris.

- Passez directement à la librairie ! Du mardi au vendredi : 14h-19h30  
le samedi 10h-19h30 et le dimanche 14h-19h30.

- Ou commandez sur le site : [www.librairie-publicco.com](http://www.librairie-publicco.com)

# BOOD RABBIT





©LUNE